

Thierry FERAL

Germaniste, professeur agrégé d'histoire spécialiste de la question nazie,  
directeur de la collection "Allemagne d'hier et d'aujourd'hui", chez L'Harmattan, Éditeur

(2006)

# SUISSE ET NAZISME

Collection  
"Civilisations et politique"

**LES CLASSIQUES DES SCIENCES SOCIALES**  
CHICOUTIMI, QUÉBEC

<http://classiques.uqac.ca/>



<http://classiques.uqac.ca/>

*Les Classiques des sciences sociales* est une bibliothèque numérique en libre accès développée en partenariat avec l'Université du Québec à Chicoutimi (UQÀC) depuis 2000.

**UQAC**

<http://bibliotheque.uqac.ca/>

En 2018, Les Classiques des sciences sociales fêteront leur 25<sup>e</sup> anniversaire de fondation. Une belle initiative citoyenne.

## Politique d'utilisation de la bibliothèque des Classiques

Toute reproduction et rediffusion de nos fichiers est interdite, même avec la mention de leur provenance, sans l'autorisation formelle, écrite, du fondateur des Classiques des sciences sociales, Jean-Marie Tremblay, sociologue.

Les fichiers des Classiques des sciences sociales ne peuvent sans autorisation formelle:

- être hébergés (en fichier ou page web, en totalité ou en partie) sur un serveur autre que celui des Classiques.
- servir de base de travail à un autre fichier modifié ensuite par tout autre moyen (couleur, police, mise en page, extraits, support, etc...),

Les fichiers (.html, .doc, .pdf, .rtf, .jpg, .gif) disponibles sur le site Les Classiques des sciences sociales sont la propriété des **Classiques des sciences sociales**, un organisme à but non lucratif composé exclusivement de bénévoles.

Ils sont disponibles pour une utilisation intellectuelle et personnelle et, en aucun cas, commerciale. Toute utilisation à des fins commerciales des fichiers sur ce site est strictement interdite et toute rediffusion est également strictement interdite.

**L'accès à notre travail est libre et gratuit à tous les utilisateurs. C'est notre mission.**

Jean-Marie Tremblay, sociologue  
Fondateur et Président-directeur général,  
[LES CLASSIQUES DES SCIENCES SOCIALES.](#)

Cette édition électronique a été réalisée par Pierre Patenaude, bénévole, professeur de français à la retraite et écrivain, Lac-Saint-Jean, Québec.  
[http://classiques.uqac.ca/inter/benevoles\\_equipe/liste\\_patenaude\\_pierre.html](http://classiques.uqac.ca/inter/benevoles_equipe/liste_patenaude_pierre.html)  
Courriel : [pierre.patenaude@gmail.com](mailto:pierre.patenaude@gmail.com)  
à partir de :

Thierry FERAL

## **SUISSE ET NAZISME**

Paris : L'Harmattan, mars 2006, 196 pp. Collection "Allemagne d'hier et d'aujourd'hui".



Courriels : Thierry FERAL : [tadf@orange.fr](mailto:tadf@orange.fr)  
Michel Bergès : [m.berges.bach@free.fr](mailto:m.berges.bach@free.fr)

Nous sommes particulièrement reconnaissant à M. Michel Bergès, historien des idées politique et directeur de la collection "Civilisations et politique" pour ses démarches fructueuses auprès de M. Thierry FERAL afin d'obtenir son autorisation, accordée le 23 septembre 2019, de diffuser ce livre en libre accès à tous dans Les Classiques des sciences sociales.

Polices de caractères utilisée :

Pour le texte: Times New Roman, 14 points.

Pour les notes de bas de page : Times New Roman, 12 points.

Édition électronique réalisée avec le traitement de textes Microsoft Word 2008 pour Macintosh.

Mise en page sur papier format : LETTRE US, 8.5" x 11".

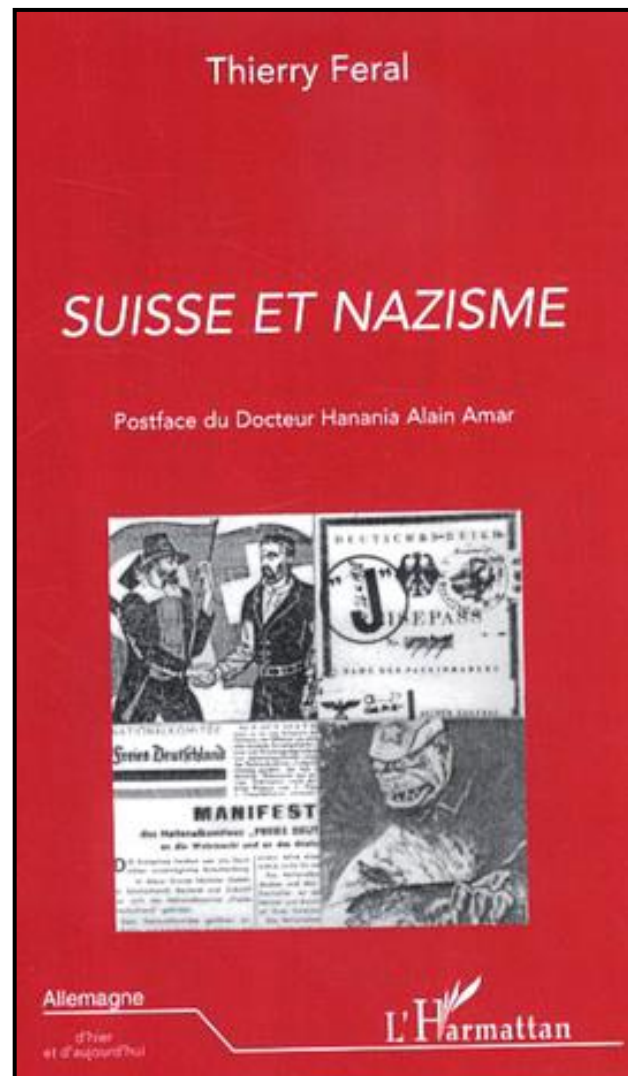
Édition numérique réalisée le 28 novembre 2019 à Chicoutimi, Québec.



## Thierry FERAL

Germaniste, professeur agrégé d'histoire spécialiste de la question nazie,  
directeur de la collection "Allemagne d'hier et d'aujourd'hui", chez L'Harmattan, Éditeur

### SUISSE ET NAZISME



Paris : L'Harmattan, mars 2006, 196 pp. Collection "Allemagne d'hier et d'aujourd'hui".

Toute notre reconnaissance à **Michel Bergès**, historien des idées politiques, professeur retraité de l'Université de Bordeaux-Montesquieu et directeur de la collection "Civilisation et politique" pour l'immense travail accompli et toutes les démarches entreprises afin que nous puissions diffuser en libre accès à tous ces ouvrages qui nous permettent non seulement de comprendre mais de nous rappeler.

### Michel Bergès



Travail bénévole :

[http://classiques.uqac.ca/inter/benevoles\\_equipe/liste\\_berges\\_michel.html](http://classiques.uqac.ca/inter/benevoles_equipe/liste_berges_michel.html)

Publications de Michel Bergès :

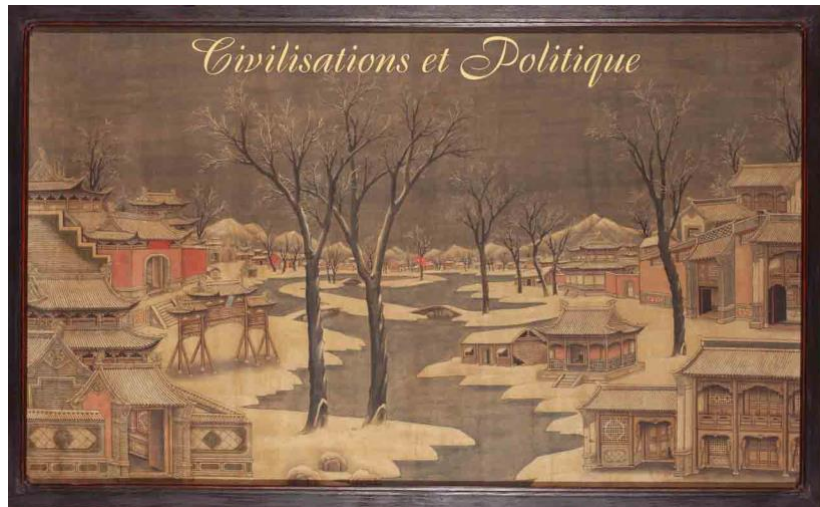
[http://classiques.uqac.ca/contemporains/berges\\_michel/berges\\_michel.html](http://classiques.uqac.ca/contemporains/berges_michel/berges_michel.html)

Collection "*Civilisations et politiques*" dirigée par Michel Bergès :

[http://classiques.uqac.ca/contemporains/civilisations\\_et\\_politique/index.html](http://classiques.uqac.ca/contemporains/civilisations_et_politique/index.html)

Un ouvrage de  
la collection “Civilisation et politique”

Fondée et dirigée  
par  
Michel Bergès  
Historien, professeur retraité  
de l’Université de Bordeaux — Montesquieu



**SUISSE ET NAZISME****QUATRIÈME DE COUVERTURE**

[Retour à la table des matières](#)

Comme pour ses nombreux travaux sur le national-socialisme et pour avoir contribué à faire découvrir en France les écrivains allemands antinazis Walker Kolbenhoff et Adam Scharrer, le germaniste Thierry FERAL montre dans ce petit ouvrage solidement documenté (300 notes et références, 12 pages de bibliographie) que, à l'époque du nazisme, la Suisse — contrairement à une légende fortement ancrée dans les esprits et toujours vivace dans certains milieux — n'a été ni neutre à l'égard de la politique hitlérienne, ni hospitalière à l'égard des Juifs et autres exilés contraints de fuir le troisième Reich. Il établit cependant une différence radicale entre le gouvernement helvétique, soucieux d'une collaboration source de profits considérables, et tout un pan de la population de la Confédération qui eut à cœur de soulager la misère des réfugiés.

De page en page, le lecteur découvre un univers kafkaïen : les passeports flétris d'un « J », les refoulements à la frontière, les camps d'internement, l'acharnement policier envers les antifascistes, mais aussi la résistance clandestine contre le nazisme, le « Comité Allemagne libre » et sa volonté de donner naissance à une nation nouvelle, libre et démocratique, sans oublier l'attitude opportuniste de quelques émigrés politiques uniquement centrés sur leur bien-être ou leurs ambitions, et fort peu soucieux du sort de leurs compatriotes alors que tant de citoyens suisses mettaient tout en œuvre pour manifester leur solidarité.

Avec ce livre de lecture facile et accessible à tous, c'est en vérité le film d'un épisode peu connu de l'histoire des années 1933-1945 qui



défile devant nos yeux, un film qui certes détruit bien des illusions, mais néanmoins offre d'utiles points d'appui pour une réflexion constructive quant à l'avenir.

En couverture : Rencontres germano-suissees de Bad Sickingen (20 août 1933). Passeport frappé du tampon « J », Manifeste du « Comité Allemagne libre », Affiche nazie contre le bolchévisme.

**Note pour la version numérique :** La numérotation entre crochets [] correspond à la pagination, en début de page, de l'édition d'origine numérisée. JMT.

Par exemple, [1] correspond au début de la page 1 de l'édition papier numérisée.

[3]

Thierry Feral

# Suisse et nazisme

Postface du Docteur Hanania Alain Amar

L'Harmattan

5-7, rue de l'École-Polytechnique ;  
75005 Paris FRANCE

[4]

Allemagne d'hier et d'aujourd'hui  
*Collection dirigée par Thierry Feral*

L'Histoire de l'Allemagne, bien qu'indissociable de celle de la France et de l'Europe, possède des facettes encore relativement méconnues. Le propos de cette collection est d'en rendre compte. Constituée de volumes généralement réduits et facilement abordables pour un large public, elle est le fruit de travaux de chercheurs d'horizons très variés, tant par leur discipline, que leur culture ou leur âge.

Derrière ces pages, centrées sur le passé comme sur le présent, le lecteur soucieux de l'avenir trouvera motivation à une salutaire réflexion.

## **Dernières parutions**

Xavier RIAUD, *Les dentistes allemands sous le troisième Reich*, 2005.

Georges SOLOVIEFF, *Cinq figures féminines méconnues du Romantisme allemand*, 2005.

Régis SCHLAGDENHAUFFEN, *La Bibliothèque Vide et le Mémorial de Berlin*, 2005.

Anne HENRY, *Shoah et témoignage*, 2005.

Sophie BOYER, *La femme chez Heinrich Heine et Charles Baudelaire : le langage moderne de l'amour*, 2005.

Hanania Alain AMAR et Thierry FERAL, *Le racisme : ténèbres des consciences. Essai*, 2004.

Didier CHAUVET, *Sophie Scholl. Une résistante allemande face au nazisme*, 2004.

Ludwig KLAGES, *La nature du rythme*, 2004.

Michèle WEINACHTER, *Valéry Giscard d'Estaing et l'Allemagne*, 2004.

Marie-Noëlle BRAND-CRÉMIEUX, *Les Français face à la réunification allemande*, 2004.

Stephan MARTENS (dir.), *L'Allemagne et la France. Une entente unique pour l'Europe*, Préface de Alain Juppé, 2004.

Jean DELINIERE, *Weimar à l'époque de Goethe*, 2004.

A. WATTIN, *La coopération franco-allemande en matière de Défense et de Sécurité*, 2004.

[195]

Suisse et nazisme

## Table des matières

[Quatrième de couverture](#)

[Avant-propos](#) [7]

[Chapitre 1.](#) Avant le déluge (mars 1933 - septembre 1939) [11]

A. [Les dispositions antijuives](#) [11]

B. [L'immigration communiste](#) [15]

C. [La littérature clandestine](#) [20]

D. [L'« Abwehr »](#) [24]

E. [La Social-démocratie](#) [27]

F. [NSDAP - Section suisse](#) [31]

G. [Le fascisme suisse](#) [34]

[Chapitre 2.](#) Quand triomphait le crime (septembre 1939 - juillet 1943)  
[41]

A. [Le règne du profit](#) [41]

B. [Une politique honteuse](#) [45]

C. [Malvaglia et Gordola](#) [54]

D. [Solidarités](#) [56]

E. [Le pragmatisme social-démocrate](#) [58]

[196]

F. [Les journaux antifascistes](#) [61]

G. [Le tournant](#) [66]

[Chapitre 3. Au bout du tunnel \(juillet 1943 - décembre 1945\) \[71\]](#)

- A. [Le « Comité national Allemagne libre » \[71\]](#)
- B. [Le « Comité Allemagne libre » en Suisse \[77\]](#)
- C. [Les dirigeants social-démocrates et l'OSS contre le « Comité Allemagne libre » en Suisse \[80\]](#)
- D. [Des camps pour les Soviétiques \[83\]](#)
- E. [Le « business » d'abord ! \[85\]](#)
- F. [Volte-face \[87\]](#)
- G. [Mobilisation pour une Allemagne nouvelle \[89\]](#)
- H. [Le dénouement \[93\]](#)

[Conclusion \[99\]](#)

[Notes et références \[103\]](#)

[Orientation bibliographique \[131\]](#)

[Postface du Docteur Hanania Alain Amar \[145\]](#)

[Annexes \[171\]](#)

[Index des noms cités \[181\]](#)

[5]

*À la mémoire de  
Joseph Rovan et Henri Brunswic,  
Gérard Mendel et Gilbert Badia,  
disparus en 2004,  
sans oublier ce grand spécialiste  
de l'exil que fut J. M. Palmier,*

La première mouture du présent ouvrage avait été publiée en novembre 1982 sous le titre *La Suisse au temps du nazisme* par les éditions du Devès à Tarascon et diffusée par Edisud. Le texte fut à l'époque intégralement traduit en italien par A. Torlo (Milan), ainsi que partiellement en espagnol, en allemand et en anglais, pour parution dans des revues de gauche. Sans doute cette nouvelle version fera-t-elle encore grincer quelques dents, mais l'auteur est de ceux qui pensent que l'enjeu d'un livre est justement d'ébranler les consciences dès lors qu'il faudrait être amnésique pour ne pas redouter que, dans notre monde tel qu'il va, « la fureur et la haine vagabonde reviendront un jour à la mode » (G. Grass, *Les Années de chien*, Points/Seuil, p. 583).

[6]



[7]

**SUISSE ET NAZISME**  
**AVANT-PROPOS**

*« Et il est décourageant de constater combien sont lépreuses les parties secrètes des anges. »*

J. Steinbeck, *Tortilla Fiat*

[Retour à la table des matières](#)

Les nombreuses recherches conduites dans les années 1980 par l'Université de Provence <sup>1</sup> sur l'histoire générale de l'émigration allemande ont permis de mettre en évidence le caractère particulier et nouveau de celle qui se produisit sous le nazisme : la plus importante en nombre, elle fut aussi la plus disparate.

En effet, outre l'exil pour motifs politiques ou philosophiques — soit par contrainte, soit par choix, tel que l'avait déjà connu le XIX<sup>e</sup> siècle <sup>2</sup> —, des adversaires du régime en place, le troisième *Reich* fut à l'origine d'un exil pour motif « racial » de commerçants, de médecins, de scientifiques, [8] d'avocats, de fonctionnaires, d'enseignants, d'intellectuels, ainsi que d'une masse de petites gens, dont le seul caractère commun fut d'être persécutés parce que juif.

<sup>1</sup> Nombreuses recherches, publications, thèses, DEA et mémoires de maîtrise sous l'égide de l'équipe de recherche en civilisation allemande (ERCA) animée par le regretté Jacques Grandjonc et Alain Ruiz.

<sup>2</sup> Voir par exemple à ce propos J. Grandjonc, *Marx et les communistes allemands à Paris*, Paris, 1974, JA. Kruse et M. Werner, *Heine à Paris*, Goethe Institut, Paris, 1981, ainsi que le catalogue de l'exposition réalisée conjointement par l'Institut Goethe et le ministère des Relations extérieures, *Émigrés français en Allemagne. Émigrés allemands en France. 1685-1945*, Paris, 1983, p. 83 sq.

Si ce brutal déracinement fut pour les premiers le moyen volontaire de protester et, en règle générale, d'organiser la lutte contre un système qui réprimait méthodiquement toute opposition et toute liberté de pensée, de parole et d'action, il plongea les autres — à moins de convictions militantes déjà présentes ou en germe <sup>3</sup> — dans un profond désarroi.

Mais pour tous se posa cette question cruciale : où aller pour s'assurer une existence à peu près normale et reconstruire l'avenir ?

D'autant que les gouvernements des légendaires terres d'asile et havres de démocratie géographiquement les plus aisément accessibles vers lesquels ils se tournèrent alors spontanément n'étaient guère disposés à répondre à leur attente.

Ainsi la France, sur laquelle un certain nombre d'auteurs ont fait le point <sup>4</sup>. Et la Suisse, dont l'attitude officielle, inspirée par les profits considérables dont elle savait pouvoir bénéficier par une coopération étroite avec le *Reich* (livraisons industrielles, transports transitaires, transactions bancaires, « tourisme » diplomatique) <sup>5</sup>, fut loin d'être « neutre ».

À ce titre, le cas de l'écrivain David Luschnat fait aujourd'hui figure de symbole : né en 1895 en Prusse orientale, ni juif, ni communiste, ni socialiste, ignoré par l'autodafé du 10 mai 1933, il aurait parfaitement pu continuer à [9] travailler en Allemagne si ses convictions éthiques ne l'avaient pas poussé à s'exiler et à accepter de vivre dans un total dénuement plutôt que de souscrire à la moindre compromission avec la

<sup>3</sup> En tant que membres ou sympathisants d'une organisation politisée, mais aussi pour les plus maximalistes au sein du mouvement sioniste avec comme leitmotiv devenir un *haloutz*, un combattant pour la constitution d'une nation juive en terre d'Israël où la communauté mosaïque reconstituée pourrait enfin s'organiser contre l'hostilité du monde.

<sup>4</sup> Citons entre autres : G. Badia *et al*, *Les Barbelés de l'exil*, Grenoble, 1979 ; H. Schramm et B. Vormeier, *Vivre à Gurs*, Paris, 1979 ; G. Badia *et al*, *Exilés de France*, Paris, 1982 ; D. Schiller *et al*, *Exil in Frankreich*, Leipzig, 1982 ; G. Badia *et al*, *Les Bannis de Hitler*, Paris, 1984 ; J. Grandjont *et al*, *Les Camps en Provence. Exil, internement, déportations*, Aix-en-Provence, 1984. Voir également l'excellent chapitre de M. L. Nieradka dans sa biographie de Franz Hessel, *Der Meister der leisen Töne*, Oldenburg, 2003, pp. 155-204 (nombreuses et très utiles références).

<sup>5</sup> Cf. C. Bloch, *Le Troisième Reich et le monde*, Paris, 1986, p. 368.

tyrannie hitlérienne. Type parfait de l'« expatrié exemplaire », la Suisse l'expulsera pourtant le 4 décembre 1934. Quant à la France, elle l'enverra en septembre 1939 dans un camp d'internement <sup>6</sup>...

Comme y exhortait en janvier 2003 le secrétaire général adjoint de l'Office franco-allemand pour la jeunesse (OFAJ), Michel Cullin, dans la revue *Documents* dirigée par le professeur Henri Ménudier, le défi européen est aussi celui du réalisme historique, même si ce travail de mémoire n'est ni le plus facile ni le plus plaisant à effectuer. L'Allemagne a ouvert la voie de façon exemplaire. La France y arrive progressivement. La Suisse, elle, en dépit de courageuses tentatives de nombre de ses intellectuels et citoyens — ainsi que de quelques responsables politiques —, traîne encore les pieds...

[10]

<sup>6</sup> Cf. A. Kantorowicz, *Politik und Literatur im Exil*, Munich, 1983, p. 165. Luschnat survivra à la guerre dans la clandestinité ; rentré en Allemagne de l'Ouest en 1958, il préférera retourner en France pour y finir sa vie avec son épouse qui ne l'avait jamais quitté.

[11]

SUISSE ET NAZISME

# Chapitre 1

---

## AVANT LE DÉLUGE... (Mars 1933 – Septembre 1939)

### A. Les dispositions antijuives

[Retour à la table des matières](#)

La Suisse présentait à l'évidence pour l'émigrant, outre sa proximité géographique, un triple avantage : l'usage à 70% sur son territoire de la langue allemande ; sa *stricte* neutralité ; une solide réputation de philanthropie due notamment au rayonnement de l'œuvre d'Henri Dunant, l'instigateur de la Convention de Genève (1864) et principal fondateur de la Croix-Rouge internationale. C'est pourquoi un flot de fugitifs juifs mit le cap sur la frontière helvétique.

Or, s'il est indéniable que durant quatre siècles la Suisse avait accueilli de nombreux exilés, il serait faux de négliger [12] l'aspect profondément démagogique et économique de cette hospitalité. Les travaux du professeur Cari Ludwig <sup>7</sup> montrent que si la Suisse ouvrit toujours largement ses frontières aux personnalités susceptibles d'apporter à son renom ou de lui insuffler un dynamisme novateur sur le plan scientifique, culturel ou commercial, il n'en fut pas de même pour le tout-venant. Cette réalité avait déjà été évoquée par Lénine qui connaissait bien la Suisse pour y avoir séjourné à plusieurs reprises et notamment durant la Première Guerre mondiale ; dans sa fameuse

<sup>7</sup> C. Ludwig, *Die Flüchtlingspolitik der Schweiz*, Berne, 1966, p. 14 sq.

*Lettre d'adieu aux travailleurs suisses*<sup>8</sup> et ses *Thèses* du 4 mars 1919<sup>9</sup>, il avait insisté sur le contraste existant entre la caste dirigeante helvétique, toujours prête à incarcérer ou à extraditer les réfugiés, et le peuple et la bourgeoisie progressiste, soucieux eux de leur apporter un soutien moral et matériel.

Grande fut donc la désillusion des premiers réfugiés « raciaux » lorsqu'ils comprirent que le Conseil fédéral bernois, lié au grand capital international qui se retrouvait dans l'ambiance feutrée des salons de Zurich, ne souhaitait pas déplaire à Hitler, voire adhérait à son programme. Ce n'était du reste pas un hasard si la responsabilité de la police nationale et des questions d'immigration avait été confiée à Heinrich Rothmund : membre influent de l'*Association patriotique (Vaterländischen Verband)* à la solde des trusts, Rothmund ne faisait nullement mystère de son antisémitisme et de son antimarxisme épidermiques, pas plus du reste que de son admiration pour Hitler. Le journaliste Alfred A. Häsler<sup>10</sup> rapportera en 1967 que, lors d'une visite au camp de concentration d'Oranienburg à laquelle il avait été convié par les autorités du *Reich*, Rothmund ne tarit pas d'éloges sur la manière dont les nazis s'y prenaient avec leurs ennemis politiques [13] et s'étonna même de l'excellent traitement dont bénéficiaient de tels individus.

On ne sera donc pas surpris que dès le 31 mars 1933 — la veille de la journée de boycott des commerçants juifs organisée par les SA dans toute l'Allemagne sous le slogan significativement guerrier : « *Deutsche ! Wehrt euch ! Kauft nicht bei Juden !* » (« Allemands ! Défendez-vous ! N'achetez pas chez les Juifs ») —, ce sinistre personnage, dont le crédit à Berne était considérable, ait pris l'initiative d'un décret interdisant aux Juifs immigrés l'exercice d'une profession et incitant à tout mettre en œuvre pour qu'ils quittent le pays au plus vite. Le 7 avril, une nouvelle disposition stipula l'expulsion immédiate de tout immigré suspect d'activités politiques, et le 20, les polices cantonales — en Suisse romande jusque-là plutôt réservées et laxistes — furent sommées d'appliquer l'ensemble du dispositif à la lettre. En outre, les contrôles aux frontières furent renforcés de telle sorte qu'il

<sup>8</sup> W. I. Lénine, *Werke*, vol. 23, Berlin-Est, p. 380.

<sup>9</sup> W. I. Lénine, *Werke*, vol. 28, Berlin-Est, p. 477.

<sup>10</sup> A. Häsler, *Dos Boot ist voll*, Zurich/Stuttgart, 1967, p. 64.

soit désormais impossible d'entrer d'une quelconque façon en Suisse. Tant et si bien que, dans un article en date du 21 septembre 1935, le journal catholique ultraconservateur de Berne, *Patrie (Vaterland)*, put affirmer à ses lecteurs que, grâce à la vigilance et à la détermination du gouvernement, on avait pu éviter que le pays devienne un « hallier » (*Gestrüpp*), ce qui — si l'on s'en tient à la définition du mot : buisson touffu où se réfugie le gibier aux abois —, revenait à admettre qu'existait bien en Allemagne une *chasse à l'homme*, mais que la Confédération, soucieuse de sa tranquillité et de son bien-être, ne souhaitait pas se transformer en une réserve pour réfugiés, certes pas par manque d'humanité, mais tout simplement comme l'exprimera plus [14] tard ironiquement Max Frisch <sup>11</sup>, pour des motifs d'« hygiène nationale ».

Et pour être bien sûr que le « gibier » ne passerait pas entre les mailles du filet, il fut décidé de le marquer ! Le 17 septembre 1938, Heinrich Rothmund rencontra dans la capitale helvétique le juriste allemand Hans Globke, auteur avec son supérieur Wilhelm Stuckart — un des quinze « spécialistes » présents à la Conférence de Wannsee (20 janvier 1942) <sup>12</sup> — des décrets d'application des Lois raciales de Nuremberg (15 septembre 1935). Dix jours plus tard, à Berlin, Rothmund eut une entrevue avec des responsables de la SS, du *RSHA* (office central de sécurité du *Reich*) et de la *Wilhelmstrasse* (ministère des Affaires étrangères). C'est là qu'il suggéra aux nazis de désormais frapper les passeports des Juifs allemands de la lettre « J » afin que ceux-ci soient inéluctablement identifiés et refoulés à la moindre tentative de pénétrer en Suisse. Entérinée le 4 octobre 1938 par le Conseil fédéral sous la forme d'un protocole d'accord bipartite, la décision fut exécutoire dès le 11 ; une note fut téléscriptée aux missions helvétiques à l'étranger afin que « les Juifs de nationalité allemande qui s'adresseraient à elles pour la délivrance d'un visa soient préalablement renvoyés sur les missions allemandes si jamais leur passeport ne portait pas encore le sigle prévu » <sup>13</sup>.

<sup>11</sup> M. Frisch, « Überfremdung 2 », in *Öffentlichkeit als Partner*, Francfort/Main, 1967, p. 126.

<sup>12</sup> Voir à ce propos D. Cohen, *Lettre à une amie allemande*, Paris, 2000, pp. 210-217.

<sup>13</sup> Cité dans un article du *Schweizer Beobachter* de Bâle le 31 mars 1954. Depuis le début des années 2000 existe en Suisse une tendance de type révisionniste

Ainsi le gouvernement helvétique prit-il délibérément sa part à la tragédie de la *Shoah* dont la *Nuit de Cristal*, orchestrée un mois après (nuit du 9 au 10 novembre 1938) par Goebbels, allait constituer le prélude <sup>14</sup>.

[15]

Quelle fut dans ce contexte l'attitude de la Fédération des communautés juives en Suisse (*Schweizerischer Israelitischer Gemeindebund* = *SIG*) ? En 1933, elle était intervenue auprès du Conseil fédéral et avait réussi à négocier avec lui un compromis : par le biais de son service d'assistance sociale, l'Association de soutien israélite suisse aux nécessiteux (*Verband Schweizerischer Israelitischer Armenpflege* = *VSJA*), elle prendrait en charge l'intégralité des frais d'accueil des Juifs d'Allemagne qui chercheraient refuge en territoire helvétique et financerait dans les délais les plus brefs leur acheminement vers une autre destination. Quelques structures de transit virent le jour. Mais lorsque le flot des fugitifs s'accrut et que, malgré la Conférence internationale d'Évian sous les auspices de la Société des Nations (juillet 1938), la plupart des démocraties — comme l'a douloureusement documenté Arthur D. Morse (*While six million died*, Londres, 1968) — persistèrent dans leur refus d'ouvrir leurs portes aux persécutés, la Fédération déclara forfait en regard de l'ampleur inassumable de sa mission.

qui, s'appuyant sur des allégations de Rothmund lui-même, prétend qu'il n'aurait pas été à l'origine du « J » et aurait même tenté de s'y opposer. Que l'idée à l'origine ait été lancée par conseiller fédéral Eduard von Steiger et le procureur Franz Stämpfli est fort possible, que Rothmund en ait discuté les modalités d'application aussi, mais ce qui est indéniable, c'est que c'est bien lui et pas un autre qui se chargera avec un zèle jusqu'au-boutiste de sa mise en œuvre.

<sup>14</sup> Cf. W. H. Pehle *et al*, *Der Judenpogrom 1938. Von der « Reichs kristallnacht » zum Völkermord*, Francfort/Main, 1988.

## B. L'immigration communiste

[Retour à la table des matières](#)

Lorsque, le 9 novembre 1933, la gazette *Neue Berner Zeitung* certifiait que « par sa lutte inexorable contre le communisme », le régime national-socialiste rendait « un énorme service à la Suisse qui ne lui en serait jamais assez reconnaissante », elle ne faisait en vérité rien d'autre que refléter fidèlement l'opinion des cercles gouvernementaux et de la haute finance helvétiques. Partant, les exilés communistes, formés dans les écoles du Parti, ne se faisaient aucune illusion quant aux conditions de leur séjour en Suisse ; après [16] avoir franchi clandestinement la frontière, ils avaient systématiquement opté pour une existence souterraine, sachant ne pouvoir compter que sur la générosité des contacts qu'ils pouvaient se ménager dans la population et sur la solidarité des organisations démocratiques locales. Ils devaient en permanence déjouer les plans de la police, mobilisée sur cet objectif prioritaire : débusquer les militants et les expulser sans autre forme de procès (en suisse-allemand : *ausschaffen*).

À en croire un rapport du Conseil fédéral du 21 mai 1946 <sup>15</sup>, soixante-dix communistes allemands auraient ainsi été extradés entre 1933 et 1939, dans le meilleur des cas vers la France. Mais il est vraisemblable que ce chiffre ait été minimisé par la commission d'enquête diligentée par le gouvernement helvétique pour lequel il importait alors de justifier son attitude à l'époque du nazisme. La vérité est que seule une petite centaine de communistes bénéficiant d'une certaine renommée dans le monde littéraire et théâtral purent échapper à l'expulsion et exercer légalement un emploi (par exemple Wolfgang Langhoff, Teo Otto, Friedel Nowak, Fritz et Martha Dietz <sup>16</sup>), à

<sup>15</sup> *Bericht des Bunderates über die antidemokratische Tätigkeit von Schweizern und Ausländern*, Berne, 1946, troisième partie, p. 69.

<sup>16</sup> W. Langhoff, acteur et metteur en scène, auteur des récits *Les Soldats du marais* (1935) et *Une Charrette de bois* (1937) sur les camps de concentration de Börgermoor et Lichtenburg où il fut détenu jusqu'en 1935 ; engagé par le théâtre de Zurich ; après guerre, intendant du *Deutsches Theater* de Berlin-Est, fonction dont il fut écarté assez rapidement en raison de son esprit trop indépendant. Teo Otto, dessinateur et écrivain, frère du grand acteur Hans Otto, assassiné par les SA en novembre 1933 à l'âge de 33 ans ; engagé



condition toutefois de se soumettre aux contrôles et aux perquisitions de la police de Rothmund.

D'une façon générale, les émigrés communistes ne croyaient pas que le régime nazi durerait longtemps. Ils pensaient que « Hitler ne pourrait] rien faire avec six millions de chômeurs, qu'il ne pourra[it] jamais neutraliser l'opposition du prolétariat, qu'il fa[llait] s'attendre à une période de luttes des classes intenses, que l'incendie du *Reichstag* et l'échec du procès de Leipzig suffiraient] à discréditer les nazis aux yeux du monde entier, qu'il fa[llait] compter sur [17] un soulèvement en Allemagne »<sup>17</sup>. De fait, les communistes étaient intoxiqués par la doctrine officielle totalement absurde professée alors par le *Komintern*, selon laquelle la dictature hitlérienne était un intermède nécessaire qui allait faire prendre conscience au peuple allemand de la nécessité du passage au socialisme sous la conduite du PC<sup>18</sup>. Mais pour l'heure, les dénonciations, arrestations, internements en camp de concentration et condamnations à mort se multipliant, les militants « grillés » devaient pouvoir quitter le pays à la moindre alerte sans toutefois trop s'éloigner de l'Allemagne afin de pouvoir poursuivre leur activité de résistance. C'est pourquoi furent créés quatre « secteurs d'émigration » (*Emi[grations]abschnitt*) : à l'Ouest, la Sarre jusqu'à son rattachement au Reich le 13 janvier 1935, ainsi que la France, la Belgique et la Hollande jusqu'à la guerre ; au Nord, le Danemark jusqu'à son occupation et la Suède ; à l'Est, la Tchécoslovaquie jusqu'au 21 octobre 1938 ; au Sud, la Confédération helvétique qui, pour des raisons évidentes, prit de plus en plus d'importance.

Si d'innombrables communistes allemands purent séjourner illégalement en Suisse, ce fut grâce à la mobilisation du « Secours

comme décorateur au théâtre de Zurich ; publiera à Berlin en 1949 un recueil de dessin sur la guerre préfacé par B. Brecht, *Nie wieder*. Les acteurs Fritz Dietz et Martha Dietz travailleront pour la scène de Saint-Gall, l'actrice Friedel Nowak pour celle de Berne ; eux aussi rejoindront la RDA.

<sup>17</sup> J. M. Palmier, in G. Badia *et al*, *Les Bannis de Hitler*, *op. cit.*, p. 33. Le procès de Leipzig ou procès de l'incendie du Reichstag avait été voulu par les nazis comme un procès anticomuniste à grand spectacle et se déroula devant la Cour suprême de Leipzig du 21 septembre au 23 décembre 1933 ; il se solda par un véritable fiasco. Cf. T. Feral, *Justice et nazisme*, Paris, 1997, pp. 35 *sq.*

<sup>18</sup> Cf. T. Feral, *Le National-socialisme*, Paris, 1999, pp. 16-17, ainsi que W. Kolbenhoff, *Morceaux choisis*, Paris, 2004, pp. 91 *sq.*

rouge » (*Rote Hilfe*) et de la « Centrale sanitaire » (*Zentrale Ärztehilfe*) helvétiques, mais aussi grâce au dévouement de gens ayant le cœur à gauche ou tout simplement indignés par l'attitude de leur gouvernement. Néanmoins, le succès de l'opération supposait que nul ne cherche à passer la frontière sans l'assentiment de la direction du Parti, la priorité revenant à ceux qui étaient directement menacés ou parvenaient à s'évader d'une prison ou d'un camp. Tout manquement à cette règle pouvait avoir des conséquences catastrophiques : ainsi arriva-t-il que le fugitif, [18] non récupéré par la chaîne qui ignorait son arrivée, se soit perdu dans la montagne ou la forêt, et ait été immédiatement livré à la Gestapo par les sbires de Rothmund.

Dès leur arrivée en Suisse, les membres du Parti étaient affectés par un « responsable à l'émigration » (*Emileiter*) dans une cellule de cinq à six personnes dispersées dans une grande ville. On leur procurait un logement et de quoi subsister. Puis la « direction à l'émigration » (*Emileitung*) leur faisait parvenir des papiers d'identité, le matériel indispensable à leur activité politique, et leur indiquait leur tâche telle qu'elle avait été déterminée par la « direction du secteur Sud » (*Abschnittsleitung Süd*), elle-même en contact permanent avec le Comité central en exil à Moscou.

Le but était de soutenir la résistance intérieure en Bade-Wurtemberg, en Bavière et en Hesse. Il fallait donc imprimer des tracts et des brochures, les acheminer vers le *Reich* grâce à des complicités dans les chemins de fer ou à de courageux passeurs, assurer la coordination avec les autres organisations antifascistes basées notamment sur le territoire français. Afin de déjouer la police, les responsables devaient changer constamment, ce qui nécessitait la formation permanente d'une relève. D'autant que, en dépit de l'extrême vigilance et de la stricte discipline des militants, les bavures étaient inévitables, tant était grand l'acharnement des services de Rothmund. Emmy Damerius-Koenen, qui en 1937 fit partie du bureau de la direction du secteur Sud aux côtés de Bruno Goldhammer, Paul Meuter et Konrad Blenkle (exécuté à Plötzensee le 22 janvier 1943), insistera dans un document <sup>19</sup> : « Vivre longtemps à Zurich dans l'illégalité

<sup>19</sup> À l'époque où j'avais effectué mes recherches (1981), ce document se trouvait à l'IML — ZPA de Berlin-Est sous la cote EA 1308 (l'IML — *Institut für Marxismus-Leninismus* — a été définitivement fermé en 1992).

relevait [19] quasiment de l'impossibilité », remarque également valable pour Berne, Bâle, Genève, Davos et Saint-Gall.

C'est ce qu'apprirent à leurs dépens les journalistes Hans Schrecker et Heinz Willmann, les écrivains Hans Marchwitza et Jan Petersen, l'ancien député Otto Brenzel, ainsi que Lore Wolf<sup>20</sup>. Après avoir échappé à l'arrestation à Francfort-sur-le-Main, Lore s'était exilée à Paris avant de rejoindre Zurich en juillet 1936 pour y diriger l'antenne clandestine de soutien financier aux familles d'ant nazis détenus en camp de concentration et même de SA emprisonnés depuis la « Nuit des longs couteaux », Les fonds provenaient de collectes ou de dons de riches citoyens helvétiques opposés à Hitler, et étaient acheminés en liquide par des commissionnaires au péril de leur vie. Selon un fonctionnaire de la *Gestapo* d'Ulm, l'efficacité de l'organisation était telle qu'il lui avait été possible d'épauler entre janvier et août 1935 exactement quatre-vingts personnes<sup>21</sup>. C'est dire si les nazis faisaient pression sur le gouvernement helvétique pour qu'elle soit rapidement démantelée ! Lore ne tarda pas à tomber entre les mains de la police. Elle fut enfermée dans une cellule en compagnie de prostituées qui, en échange de menus avantages consentis par les gardiens, lui en firent voir de toutes les couleurs. Après cinq jours de grève de la faim, elle fut transférée à Bienne puis embarquée dans une voiture qui l'abandonna en pleine forêt, de nuit et sous une pluie battante, à la frontière du Territoire de Belfort, avec en main une interdiction à vie de retourner en Suisse. Elle poursuivit son travail en France dans la clandestinité jusqu'au 30 août 1940 où, suite à une dénonciation, elle fut appréhendée. Livrée aux autorités allemandes en application de l'article 19 de la convention d'armistice signée par le gouvernement [20] Pétain le 22 juin à Rethondes, elle connut alors les geôles et les interrogatoires musclés de la *Gestapo*. Le 18 juin 1941, cinq jours avant l'invasion de l'URSS par la *Wehrmacht*, la « Cour de justice de la Communauté raciale populaire »<sup>22</sup> la condamnait à douze ans de réclusion au pénitencier de Ziegenhain, en Hesse. Début avril 1945, alors que l'arrivée des troupes alliées était imminente, Lore et ses

<sup>20</sup> Voir L. Wolf, *Ein Leben ist viel zu wenig*, Berlin-Est, 1973.

<sup>21</sup> Rapport cité in W. Bohn, *Stuttgart : Geheim !*, Francfort/Main, 1969, pp. 118-120.

<sup>22</sup> Voir à ce propos mon *Justice et nazisme, op. cit.*, pp. 35-43.

codétenues furent acheminées sur le camp de Bergen-Belsen <sup>23</sup> afin d'y être éliminées. Par chance, le convoi ferroviaire ne parvint jamais à destination : en apprenant la capitulation du commandant du camp, Josef Kramer <sup>24</sup> (15 avril), les SS remirent les prisonnières aux troupes britanniques.

## C. La littérature clandestine

[Retour à la table des matières](#)

Dans un pays comme l'Allemagne nationale-socialiste, où la mobilisation totale des moyens de communication avait été réalisée en vue d'une totale aliénation de la population à une politique barbare <sup>25</sup>, la contre-information était une tâche fondamentale. C'est pourquoi, conformément à l'enseignement léniniste <sup>26</sup>, le Parti communiste allemand, exclu *physiquement* du circuit idéologique depuis l'incendie

<sup>23</sup> Ouvert en 1943 près de Celle (Basse-Saxe), le camp de Bergen-Belsen avait été conçu pour constituer un réservoir de Juifs européens en vue de les échanger contre des prisonniers de guerre allemands ou les vendre à ceux qui les réclameraient (1000 dollars « par tête ») ; en 1943, le camp accueillit également les détenus gravement malades des autres camps qui mourraient d'épidémies (Anne Frank !) ou que l'on exécutait par des injections de phénol ; en 1945, sous la pression de l'avance alliée, il servit à rassembler les concentrationnaires évacués des autres camps (environ 35 000 morts entre janvier et avril) ; à sa libération, Bergen-Belsen comptait autour de 60 000 détenus encore en vie sur lesquels à peu près 13 000 moururent des suites de leur internement.

<sup>24</sup> J. Kramer (1906-1945), « classes » à Dachau, Esterwegen, Sachsenhausen, puis en 1940 adjoint de Rudolf Höß à Auschwitz ; en 1943, commandant du Struthof où il se chargea personnellement du gazage de quatre-vingt-sept Juifs, parmi lesquels trente femmes, dont les cadavres furent livrés à la section d'anatomie de la faculté de médecine de Strasbourg dirigée par le sinistre professeur August Hirt ; après un passage à Birkenau, il fut nommé en décembre 1944 commandant de Bergen-Belsen ; condamné à mort et exécuté à Lüneburg.

<sup>25</sup> Cf. T. Feral, *Le National-socialisme, op. cit.*, pp. 119 sq.

<sup>26</sup> Cf. W. I. Lénine, « Lettre à un camarade sur nos tâches organisationnelles », *Werke*, vol. 6, Berlin-Est, p. 232. Voir également ses *Écrits sur l'art et la littérature*, Moscou, 1969.

du *Reichstag* (nuit du 27 au 28 février 1933 <sup>27</sup>), mit toute son ardeur à ériger sa propagande écrite en une force matérielle. Mais à la fin de l'été 1933, après que la *Gestapo* eût réussi à démanteler sur l'ensemble du territoire du Reich l'« Appareil technique » (*Technischer Apparat* ou *TA*) des réseaux clandestins, la surveillance systématique des imprimeries, les descentes <sup>28</sup> de la police et de la SA (statut de police auxiliaire depuis le 22 février 1933 en vertu du décret « Pour la protection du peuple allemand » promulgué le 4 sous la signature du Président [21] Hindenburg), l'enregistrement nominatif sur présentation d'une pièce d'identité de toute acquisition de matériel de reprographie, de matrices, d'encre, de papier, interdirent désormais de fabriquer massivement du matériel de propagande antinazie en Allemagne même.

De Prague par l'Autriche jusqu'en 1938 (*Anschluß* en mars, occupation de la Tchécoslovaquie en octobre), puis ultérieurement de Paris, le Comité central en exil fit alors parvenir en Suisse, par des canaux illégaux d'une époustouflante ingéniosité, quantité d'ouvrages, de brochures, de journaux et de tracts à la « direction du secteur Sud » en vue de leur livraison à Stuttgart (« Colonne de transport Otto », créée par Willi Bohn <sup>29</sup>), Munich (Fritz Rottweiler, Josef et Alfred Lettenbauer <sup>30</sup>), Mannheim (Kurt Langendorf, Adam Voltz, Wilhelm Fels <sup>31</sup>), d'où était « arrosée » l'Allemagne du Sud.

Malgré une loi adoptée le 13 octobre 1933 et prévoyant de très lourdes peines pour les convoyeurs, détenteurs ou simples lecteurs de « documents terroristes », ainsi que pour leurs « complices » au sens le

<sup>27</sup> Voir à ce propos T. Feral, *Justice et nazisme*, *op. cit.*, pp. 13 sq.

<sup>28</sup> Cf. la scène extrêmement violente sur laquelle s'ouvre le roman de 1957 d'Alfred Andersch, *Zanzibar (Sansibar oder der letzte Grund*, trad. fr. Le Seuil). Membre du PCA depuis 1930, Andersch, qui avait une formation de libraire, aura des responsabilités dans une imprimerie clandestine jusqu'à son internement à Dachau. Voir son autobiographie, *Les Cerises de la liberté (Die Kirschen der Freiheit*, 1952).

<sup>29</sup> W. Bohn, rédacteur en chef de la *Süddeutsche Arbeiterzeitung* ; en dépit de son arrestation en 1934, la « colonne de transport Otto » (*Trans-portholonne Otto*) resta opérationnelle jusqu'en 1937 au prix de lourdes pertes. Voir W. Bohn, *Stuttgart : Geheim !*, *op. cit.*

<sup>30</sup> Cf. H. Bretschneider, *Der Widerstand gegen den NS in München*, Munich, 1968 ; M. Broszat *et al.*, *Bayern in der NS-Zeit*, vol. 5, Munich/Vienne, 1983.

<sup>31</sup> Voir F. Salm, *Im Schatten des Henkers. Vom Arbeiterwiderstand in Mannheim*, Francfort/Main, 1973.

plus large (environ 2700 condamnations entre 1933 et 1936)<sup>32</sup>, les services de sécurité du Reich durent pourtant, dans un rapport du 19 mai 1934, se rendre à l'évidence : la diffusion sur le territoire allemand de propagande communiste en provenance de Suisse était considérable ; une estimation précisait qu'un unique exemplaire de ce type de « littérature » touchait près de 150 personnes<sup>33</sup>.

Habilement déguisées en dépliant publicitaires ou sous des couvertures *empruntées* aux éditions de poche *Insel* et *Reclam*, on estime à environ 500 le nombre des « publications [22] camouflées » (*Tarnschriften*) qui pénétrèrent en Allemagne du Sud par la Suisse, ainsi : le fameux *Livre brun sur l'incendie du Reichstag et la terreur hitlérienne* (*Braunbuch über Reichstagsbrand und Hitlerterror*), édité en août 1933 à Paris par le « Comité international d'aide aux victimes du fascisme allemand » initié par Willi Münzenberg<sup>34</sup>, un *Gotz von Berlichingen* de Goethe et une documentation sur le *Ski en Forêt-Noire* contenant des analyses sur la Guerre d'Espagne, un prospectus sur la ville de Munich analysant les conséquences inéluctables du pacte passé le 30 septembre 1938 entre Hitler, Mussolini, Chamberlain et Daladier sur l'occupation des Sudètes...

Parallèlement à cette « littérature de transit » (*Transitliteratur*, c'est-à-dire ne faisant que passer par la Suisse), la « direction du secteur Sud », aidée par des citoyens helvétiques qui s'occupaient de l'acquisition du matériel indispensable, publia elle-même énormément sur les problèmes propres à sa zone d'influence. Les informations étaient discrètement collectées par des militants auprès de personnes se rendant régulièrement en Allemagne — notamment les cheminots et voyageurs de commerce —, ou susceptibles, de par l'exercice de leur profession (employés du télégramme et du téléphone, femmes de chambre, serveuses, entraîneuses travaillant dans des établissements

<sup>32</sup> M. Pikarski et G. Uebel, *Der antifaschistische Widerstandskampf der KPD im Spiegel des Flugblattes. Einführung*, Berlin-Est, 1978, p. 22.

<sup>33</sup> *Ibid*, p. 30.

<sup>34</sup> W. Münzenberg (1889-1940), collaborateur de Lénine à Zurich entre 1910 et 1914 ; député communiste, puis membre du Comité central ; organisateur de la presse allemande d'extrême gauche ; émigration en France ; exclu du Parti en 1937 pour son opposition à la ligne stalinienne ; dénonciateur du pacte germano-soviétique ; assassiné dans la région de Grenoble soit par la police allemande, soit plus vraisemblablement par des agents soviétiques.



fréquentés par la clientèle allemande), de détenir des renseignements exploitables ; parfois, les résistants eux-mêmes exécutèrent des missions d'espionnage à haut risque, comme par exemple Dora Schaul qui sera expulsée vers la France en décembre 1936. Après son internement en 1939 à Rieucros (Lozère) et Brens (Tarn), Dora récidivera à Lyon après l'occupation de la zone Sud (novembre 1942) ; embauchée sous le nom de Renée [23] Fabre à la poste de la *Wehrmacht*, installée au rez-de-chaussée du tristement célèbre immeuble de la *Gestapo* de la rue Berthelot, elle réussit à établir une liste des agents allemands et de leurs collaborateurs français qui sera diffusée par Radio-Londres <sup>35</sup>.

L'autre source majeure d'informations fut bien sûr l'écoute systématique des stations de radio étrangères chez des sympathisants suisses assez fortunés pour posséder des récepteurs perfectionnés pouvant capter autre chose que les émissions en provenance du Reich, manipulées par les services de Goebbels, ou celles de Beromünster (canton de Lucerne), censurées afin de ne pas contrarier les dirigeants nazis.

Durant la période envisagée dans ce premier chapitre, la « direction du secteur Sud » fit paraître successivement deux mensuels : les *Informations sud-allemandes* (*Süddeutsche Informationen*, 1936 – fin 1937) et la *Voix sud-allemande du peuple* (*Süddeutsche Volksstimme*, de février 1938 à septembre 1939). Tirés dans le format DIN A5 entre 300 et 500 exemplaires sur deux polycopieuses manuelles entreposées à Zurich chez des particuliers (la famille Eltzinger et le matelassier Hug), les 26 stencils nécessaires à chaque numéro étaient tapés à la machine en corps cinq par la secrétaire de la « direction de secteur », Lina Beetz, et ce toujours au dernier moment afin de coller le mieux possible à l'actualité <sup>36</sup>. Ce n'est qu'à partir de juin 1939 que la rédaction, dirigée par Bruno Goldhammer, put disposer, par l'entremise du Parti communiste suisse, de l'assistance d'imprimeurs professionnels, ce qui constitua un progrès radical. Furent également édités des brochures spécifiques à l'intention des [24] étudiants, des

<sup>35</sup> Voir D. Schaul *et al*, *Résistance. Erinnerungen deutscher Antifaschisten*, Berlin-Est, 1975, pp. 371-385.

<sup>36</sup> Témoignage de Hans Teubner, IML.-ZPA de Berlin-Est ; sur H. Teubner, voir note 112.

paysans, des femmes au foyer. Sous l'égide de Ludwig Ficker — un cadre communiste bavarois réfugié en Suisse en 1934 et qui, début septembre 1944, s'échappera de son camp d'internement de Bassecourt (canton de Berne) pour retourner illégalement à Munich —, fut même réalisée en 1939, alors que se précisait la menace de la guerre, une contrefaçon du *Bulletin de liaison des officiers suisses* qui était autorisé en Allemagne ; d'une facture impeccable et garni de textes décortiquant ce qu'un nouveau conflit signifierait pour l'Allemagne, ce fac-similé put être adressé par la poste à de très nombreux officiers de la *Wehrmacht* dont les adresses avait été récupérées dans le fichier de l'imprimeur !

Autre moyen — original s'il en est ! — pour toucher la population allemande, le Rhin, au cours duquel on confiait dans la région de Bâle des bouteilles ou des boîtes en fer blanc remplies de tracts<sup>37</sup>. Des distributions de propagande antihitlérienne furent également organisées en direction des groupes de touristes allemands qui se rendaient en week-end sur le lac de Constance ou aux chutes du Rhin à Schaffhouse<sup>38</sup>.

<sup>37</sup> Rapport de la Gestapo de Karlsruhe du 19 septembre 1939.

<sup>38</sup> Ces excursions, appelées *Fahrt ins Blaue*, étaient organisées dans le cadre des entreprises par la section loisirs et culture (*Kraft durch Freude*, c'est-à-dire « La force par la joie ») du Front allemand du travail (*Deutsche Arbeitsfront*, abrégé en *DAF*) qui, sous la direction de Robert Ley, s'était substituée aux syndicats après leur interdiction le 10 mai 1933.



## D. L'« Abwehr » <sup>39</sup>

[Retour à la table des matières](#)

Soucieux de leurs bonnes relations avec le Reich, les dirigeants helvétiques déployaient une activité frénétique pour mettre un terme aux agissements des communistes. Pourtant, bien que maudits par les médias, traqués par la police, menacés d'extradition et du pire si celle-ci s'opérait vers l'Allemagne, les militants restaient persuadés de leur devoir historique de vaincre le fascisme <sup>40</sup>. C'est pourquoi, [25] afin de les protéger des indicateurs et des fonctionnaires de Rothmund, ainsi que de la *Gestapo* dont les agents opéraient relativement librement en Suisse <sup>41</sup>, la « direction du secteur Sud » mit sur pied en 1935 un service de sécurité et de renseignement : l'*Abwehr*. Son rôle était de démasquer les mouchards et espions en tout genre, parmi lesquels un certain nombre d'anciens membres du Parti communiste qui, tel Eugen Wicker de Stuttgart, avaient viré de bord et furent à l'origine de très nombreuses arrestations. En 1936, rapportera Paul Meuter <sup>42</sup> qui dirigea l'*Abwehr*, un jeune homme originaire de Hanau, à une quarantaine de kilomètres au Nord-Est de Darmstadt, et qui était inscrit à l'université de Genève, accepta à sa demande d'adhérer à la Ligue étudiante nationale-socialiste suisse, puis au Parti national-socialiste suisse — organisations *théoriquement* interdites — où il réussit à occuper des fonctions de confiance ; grâce à son engagement, des rapports précis sur les activités nazies en Suisse purent être transmis à la presse, laquelle toutefois ne

<sup>39</sup> À ne pas confondre avec l'*Abwehr*, services secrets du Reich dirigés par l'amiral Canaris (janvier 1935 – février 1944) puis par le général SS Schellenberg.

<sup>40</sup> Le terme, souvent contesté par les historiens qui voudraient le réserver au régime de Mussolini, me semble ici parfaitement approprié ; en effet, la volonté des résistants communistes était de donner à leur lutte une dimension internationaliste (Italie, Espagne, etc.) et pas uniquement antinazie.

<sup>41</sup> Rappelons que pour Hitler la Suisse, en tant que « branche de l'arbre germanique », était appelée à s'intégrer un jour au Grand Reich ; si les nazis ne l'annexèrent pas, c'est que la Confédération leur avait dans une large mesure fait allégeance et qu'ils avaient — en tout cas provisoirement — tout intérêt à lui conserver son statut international de pays neutre, ne serait-ce que pour leur faciliter bon nombre de transactions.

<sup>42</sup> Témoignage de Paul Meuter, IML – ZPA de Berlin-Est, EA 1487.

les étala jamais au grand jour, à l'exception du *Combattant (Der Kämpfer)*, un quotidien communiste dont le rédacteur en chef, Hans Stäheli, mourut quelque temps plus tard en Espagne dans les rangs des Brigades internationales. Le jeune étudiant, pour sa part, quitta la Suisse où il était désormais *grillé* et poursuivit ses études à Paris ; on n'en saura jamais plus sur lui.

Le souci de *l'Abwehr* fut également de fournir une *planque* aux militants menacés d'arrestation et ce, chez des citoyens suisses n'éveillant aucun soupçon auprès des autorités, mais qui, d'un point de vue strictement moral, désapprouvaient l'attitude de leur gouvernement, envers les exilés. Elle mit aussi sur pied des séances d'information afin de contrer [26] les mensonges de la propagande nazie dont les journaux helvétiques se faisaient complaisamment l'écho ; ces réunions prirent une tournure particulière à la signature du Pacte de non-agression germano-soviétique (23 août 1939). En effet, quoi que l'on puisse désormais penser de la stratégie de Staline <sup>43</sup> [qui néanmoins permit à l'URSS de se préparer à une guerre <sup>44</sup> inévitable à plus ou moins longue échéance et donc à terme de contribuer efficacement à la défaite du Reich], elle provoqua à l'époque, outre un déchaînement anticomuniste sans précédent des milieux politiques et des médias, une profonde crise parmi les militants communistes allemands. Comment en effet comprendre, en dépit des arguties alors développées par la direction du Parti à Moscou, qu'il faille subitement *fraterniser* avec ceux qui depuis des années vous traquaient, vous contraignaient à fuir votre patrie, assassinaient vos amis et vos proches dans les prisons et les camps de concentration ? Comment concevoir que « l'ennemi juré de la classe ouvrière », selon la célèbre formule lancée à ses juges par Georgi Dimitrov au cours du Procès de l'incendie du *Reichstag* <sup>45</sup> (21 septembre – 23 décembre 1933), se transforme subitement en allié ? Nombreux furent alors les communistes sincères qui, défiant les

<sup>43</sup> Cf. à ce propos R. W. Weber, *Die Entstehungsgeschichte des Hitler-Stalin-Paktes*, Francfort/Main, 1980, ainsi que V. J. Sipols, *Die Vorgeschichte des deutsch-sowjetischen Nichtangriffspaktes*, Cologne, 1981.

<sup>44</sup> Dans *Le Troisième Reich et le monde*, Paris, 1986, Charles Bloch emploie juste titre (p. 291) l'expression d'« état d'impréparation militaire après les purges dans l'Armée rouge. »

<sup>45</sup> Voir G. Dimitroff, *Reichstagsbrandprozeß*, Berlin-Est, 1978, ainsi que T. Feral, *Justice et nazisme*, *op. cit.*

directives du Comité central, poursuivirent le combat : traînés aux gémonies, soumis à des mesures disciplinaires, marginalisés, fréquemment exclus, ces « déviationnistes » vécurent jusqu'à l'invasion de l'Union soviétique (22 juin 1941) vingt-deux mois extrêmement difficiles, durant lesquels l'assistance morale et matérielle de bien des anonymes et de la Société des Amis (Quakers) fut primordiale ; car non content d'être traqué par les nazis, il *fallait* maintenant se protéger des agents du *Komintern* qui, pour se débarrasser du « dissident », le livrait à la police allemande (*Überstellung*, [27] prévue lors de la signature du traité d'amitié germano-soviétique, le 28 septembre 1939)<sup>46</sup>, voire le liquidait sommairement comme le fut très probablement Willi Münzenberg. Contrairement aux « Moscoutaires », ces résistants inébranlables, aux convictions marxistes non contaminées par les dérèglements staliniens, ne bénéficièrent en RDA — dont le mythe fondateur était pourtant « la dure lutte de la résistance antifasciste allemande » et « la réalisation systématique des transformations antifascistes et démocratiques »<sup>47</sup> — d'aucune reconnaissance, pas plus du reste que de la part de l'historiographie française bien qu'il n'est pas été rare de les retrouver un jour ou l'autre aux côtés des maquisards. *Pas assez ou encore trop communistes !* Face à cet arrière-plan d'instrumentalisation de l'histoire motivée par l'idéologie, la leur reste encore à écrire...

<sup>46</sup> Dans ce contexte, G. Badia et J. M. Argelès signalaient dans leur *Weimar/Troisième Reich* (Messidor/Éditions sociales, 1987, p. 444) : « En Union soviétique, un grand nombre d'émigrés allemands avaient été victimes, dès 1936, des persécutions staliniennes. Certains furent internés, d'autres expulsés, d'autres exécutés. Après la signature du pacte germano-soviétique, quelques-uns, livrés à Hitler, séjournèrent et mourront en camp de concentration. » Voir notamment à cet égard, « Deutsche Sozialistinnen als Opfer des stalinistischen Terrors » in A. Kantorowicz, *Politik und Literatur im Exil*, Munich, 1983, pp. 85-87 (nombreux renvois bibliographiques) ainsi bien sûr que Margarete Buber-Neumann, *Als Gefangene bei Stalin und Hitler*, Stuttgart-Herford, 1958.

<sup>47</sup> On se reportera à ce propos à l'ouvrage très orthodoxe de H. Heitzer, *RDA. Aperçu historique*, Dresde, 1981 ; cit. p. 13 et p. 18.

## E. La Social-démocratie

[Retour à la table des matières](#)

Les social-démocrates allemands réfugiés en Suisse avaient pour la plupart occupé de hautes fonctions sous la République de Weimar. Personnages en vue et fort peu nombreux (la section zurichoise, la plus importante, comptait une trentaine de membres), leur grand privilège était de vivre en toute légalité grâce au permis de séjour que leur avaient délivré les autorités ; sur le plan matériel, ils bénéficiaient du soutien de la Société d'entraide ouvrière (*Arbeiterhilfswerk*), affiliée au Parti socialiste helvétique (*SPS*).

Durant la période 1933-1939, la Social-démocratie allemande en exil se caractérise par son éparpillement politique, le manque d'une organisation unitaire. Pour Georg Ledebour, [28] le vétéran de plus de quatre-vingts ans réfugié à Berne, toute résistance un tant soit peu efficace au régime hitlérien exige une collaboration étroite avec le Parti communiste. Pour Erwin Schoettle, membre du groupe *Nouveau Départ (Neu Beginnen)* <sup>48</sup> qui considère que la direction de la *SPD* (Parti social-démocrate) a failli à sa mission historique et dont les relations avec le comité directeur du parti installé à Prague sont plus que tendues, il s'agit de promouvoir à tout prix l'alliance des forces révolutionnaires de la classe ouvrière ; jusqu'à son émigration en Angleterre à la déclaration de guerre, il se chargera de faire imprimer du matériel clandestin et d'héberger des militants en difficulté. Pour l'ancien député socialiste Creorg Dietrich qui, en 1927 lors du Congrès de Kiel de la *SPD*, avait prôné contre la politique officielle menée par son parti un retour à gauche, tout doit être mis en œuvre pour soutenir les communistes ; en tant que responsable à Bâle du Secours social-démocrate aux réfugiés (*Sozialdemokratische Flüchtlingshilfe*) reconnu par Berne, il œuvrera à procurer des cartes de séjour en bonne et due forme à des membres du PC en dissimulant leur réelle appartenance politique aux autorités helvétiques.

Toutefois, dans l'ensemble, les relations en Suisse des social-démocrates avec les communistes furent plutôt exceptionnelles. En

<sup>48</sup> Sur ce groupe, voir G. Sandoz, *Ces Allemands qui ont défié Hitler*, Paris, 1980, p. 71 sq.

effet, les dirigeants *SPD* en exil à Zurich — tel le Munichois Wilhelm Hoegner qui, encore en mai 1933, tentait avec Paul Löbe de trouver un compromis avec les nazis<sup>49</sup> après avoir en février envisagé avec le président du Conseil général de Bavière, le conservateur Heinrich Held, de rétablir les Wittelsbach sur leur trône afin de soustraire le *Land* au pouvoir de Hitler<sup>50</sup> — ne souhaitaient pas que de tels liens existent. Ainsi l'ancien dirigeant de l'*ADGB*<sup>51</sup> de [29] Stuttgart, Karl Enders, fut-il rappelé à l'ordre en 1937 pour avoir collaboré à l'acheminement de tracts communistes vers l'Allemagne.

Comme le leur avait reproché dès 1931 un certain Herbert Frahm, qui avait alors fondé avec d'autres jeunes socialistes le *SAP* (Parti socialiste ouvrier) afin de « préserver le marxisme révolutionnaire »<sup>52</sup> et qui, dans la clandestinité, deviendra le célèbre Willy Brandt, les responsables social-démocrates allemands en Suisse (outre W. Hoegner, Arthur Crispian et Wilhelm Dittmann<sup>53</sup>, ainsi que l'ancien président du conseil régional de Prusse Otto Braun<sup>54</sup>) camperont sur leurs positions réformistes et opportunistes ; durant toute la période de l'émigration, ils calqueront leur attitude sur celle de leurs homologues helvétiques (Robert Grimm, Hans Oprecht, Walter Bringolf<sup>55</sup>) qui,

<sup>49</sup> Sur cette tentative de compromis, voir T. Feral, *Le national-socialisme*, Paris, 1999, p. 83 *sq.*, et plus précisément sur Hoegner, W. Kick, *Sag es unseren Kindern. Widerstand 1933-1945*, Berlin/Vilseck, 1985, p. 80 *sq.*

<sup>50</sup> Cf. W. Hoegner, *Der schwierige Außenseiter. Erinnerungen eines Abgeordneten, Emigranten und Ministerpräsidenten*, Munich, 1959, p. 137.

<sup>51</sup> *Allgemeiner Deutscher Gewerkschaftsbund*, confédération syndicale affiliée au Parti social-démocrate.

<sup>52</sup> Cf. G. Sandoz, *op. cit.*, p. 73.

<sup>53</sup> Membres de la direction de l'*USPD* (Parti socialiste indépendant), passeront à la *SPD* (Parti socialiste) après avoir refusé en octobre 1920 l'adhésion à la troisième Internationale et la fusion avec la *KPD* (Parti communiste).

<sup>54</sup> Voir son autobiographie, *Von Weimar zu Hitler*, Hambourg, 1949. Rappelons que, en 1932, Braun avait été le principal protagoniste du soutien par la *SPD* de la réélection du maréchal Hindenburg comme président du Reich alors que le PC avait proposé un candidat commun de la gauche. Est également à porter à son compte la sauvage répression par le préfet de police de Berlin, Zörgiebel (*SPD*), de la manifestation du 1<sup>er</sup> mai 1929 qui se soldera par une trentaine de morts et plus de mille arrestations dans les rangs ouvriers ; à ce propos : W. Kolbenhoff, *Untermenschen*, trad. française Les *Sous-Hommes*, Paris, 2000.

<sup>55</sup> Cf. son autobiographie, *Mein Leben. Weg und Umweg eines Schweizer Sozialdemokraten*, Berlin-Munich-Vienne, 1965.

contrairement à de très nombreux militants de la base dont l'intégrité idéologique fut irréprochable, avaient choisi dans une large mesure de ménager les susceptibilités de l'Allemagne nazie dont ils espéraient qu'elle éliminerait le communisme sans qu'ils aient eux-mêmes à se salir les mains.

En janvier 1937, lors du Congrès du Parti social-démocrate helvétique, Walter Bringolf condamna dans son allocution les militants qui soutenaient la résistance antifasciste allemande et les républicains espagnols et appela, en regard d'une situation internationale extrêmement préoccupante, à un regroupement national derrière le gouvernement de Berne ; lorsqu'en mars/avril 1939 les socialistes suisses engagés dans les Brigades internationales rentrèrent dans leurs pays, ils furent condamnés par les autorités à de lourdes peines pour « bolchevisme ».

[30]

Au début de l'année 1939 fut créée sous l'égide du Parquet fédéral helvétique une commission de contrôle de la presse afin de prendre des mesures contre les journaux qui se montraient trop virulents à critiquer la politique hitlérienne. L'homme fort de cette commission, le social-démocrate Ernst Nobs — bientôt membre du Conseil fédéral (1943-1951) et futur président de la Confédération pour l'année 1949 <sup>56</sup> — avertit en février la direction de son parti qu'il envisageait de faire interdire deux de ses organes, le *Travail* de Genève et la *Gazette ouvrière de Bâle* (*Basler Arbexerzeitung*), si certains journalistes n'étaient pas immédiatement écartés ; les rédactions furent prestement épurées et la mesure ne fut pas appliquée <sup>57</sup>. Par contre, en juillet, *Le Journal suisse du dimanche* (*Schweizer Zeitung am Sonntag*), édité par le professeur de théologie protestante Fritz Lieb, dut interrompre sa parution <sup>58</sup> ; contraint en 1933 de quitter l'université de Bonn et établi à

<sup>56</sup> En Suisse, le Conseil fédéral (*Bundesrat*) joue le rôle de gouvernement de la Confédération. Il se compose de sept conseillers (*Bundesräte*) qui officient en tant que ministres d'État. Le président de la Confédération (*Bundespräsident*) est choisi pour un an au sein du Conseil fédéral par le parlement (*Bundesversammlung*).

<sup>57</sup> Voir W. Bringolf, *Mein Leben*, op. cit., p. 205.

<sup>58</sup> Cf. K. Mammach, *Die deutsche antifaschistische Bewegung. 1933-1949*, Berlin-Est, 1974, p. 220.



Clamart près de Paris, Lieb, d'origine helvétique, avait signé en décembre 1936 l'appel initié par le PC allemand en exil en France pour la constitution d'un front populaire « contre la tyrannie brune »<sup>59</sup> ; ayant pu obtenir en 1937 un poste d'enseignement à Bâle grâce à l'intervention du professeur Karl Barth<sup>60</sup>, il ne cessera de poursuivre son action antifasciste au grand dam des autorités bernoises, lesquelles, usant d'un jeu de mots facile, l'avaient surnommé *Un-Lieb*, terme allemand correspondant au célèbre *non grata* utilisé communément par la Confédération pour signifier qu'une personne n'est pas la bienvenue sur son territoire...

Bien qu'ayant durant le premier trimestre de 1938 interpellés à plusieurs reprises le parlement sur la nécessité d'une interdiction de tout mouvement professant l'idéologie [31] nationale-socialiste, il apparaît que les dirigeants social-démocrates suisses étaient avant tout soucieux de débarrasser définitivement leur parti de son image subversive héritée de la grande grève nationale de 1918, laquelle était apparue aux yeux de la grande majorité des citoyens comme un « signe avant-coureur de l'éclatement de la Confédération »<sup>61</sup>. Par leur opposition systématique à tout ce qui fleurait un tant soit peu le communisme, ils souhaitaient donner la preuve de leur refus du révolutionnarisme et de leur attachement à la tradition helvétique. Cette position opportuniste les conduisit le 16 septembre 1939 à prononcer par la voix de Walter

<sup>59</sup> Fac-similé in *Der antifaschistische Widerstandskampf der KPD im Spiegel des Flugblattes*, Berlin-Est, 1978, Doc. 74. Ce texte est cosigné par quatorze dirigeants communistes, vingt responsables social-démocrates, dix membres du Parti socialiste ouvrier (SAP) dont Willy Brandt, et vingt-neuf intellectuels de renom, parmi lesquels Lion Feuchtwanger, Heinrich Mann et Ernst Bloch ; la signature de Lieb précède celle de Klaus Mann.

<sup>60</sup> Théologien protestant suisse partisan d'un engagement historique fidèle à la parole et à la vie du Christ, Karl Barth (1886-1968) avait enseigné à Göttingen, Munster et Bonn avant d'être expulsé d'Allemagne en 1935 pour avoir organisé avec Martin Niemöller (interné de 1937 à 1945 successivement à Berlin-Moabit, Sachsenhausen et Dachau) la *Bekennende Kirche* (BK = Église confessante, tendance du protestantisme en résistance ouverte contre l'idéologie nazie). La ville de Bâle, connue depuis Érasme comme une capitale de l'humanisme et comme un refuge pour tous les persécutés d'Europe, lui offrit une chaire universitaire. Sur son rôle majeur dans le combat contre l'hitlérisme, voir son ouvrage *Eine Schweizer Stimme. 1938-1945*, Zollikon-Zurich, 1945.

<sup>61</sup> P. Milza, *Les Fascismes*, Paris, 1985, p. 313.

Bringolf l'exclusion de tous les membres du parti considérés comme trop à gauche et à approuver quelques jours plus tard la mise hors la loi par le Conseil fédéral des cellules et publications de « type soviétique ».

## F. NSDAP - Section suisse

[Retour à la table des matières](#)

L'existence de la section suisse du Parti national-socialiste fut antérieure à l'accession de Hitler au pouvoir. Constituée exclusivement de ressortissants allemands résidant sur le territoire helvétique, elle était dirigée depuis 1932 par Wilhelm Gustloff, un mecklebourgeois né en 1895, employé depuis 1917 au centre de recherche météorologique de Davos, et membre de la *NSDAP* depuis 1929. Bien que connue comme une antenne directe de propagande et d'agitation hitlérienne, l'organisation était tolérée par le Conseil fédéral sous prétexte qu'il était impensable de refuser à des étrangers travaillant régulièrement en Suisse la possibilité de pouvoir se regrouper afin d'examiner entre eux les questions concernant leur patrie d'origine. Forte d'environ cinq mille [32] membres, elle comptait en 1935 une cinquantaine de sections locales et une vingtaine de centres de jeunesse. Un budget annuel de 500 000 marks, une somme considérable, lui était alloué par Ernst Wilhelm Bohle, responsable depuis mai 1933 des implantations nazies à l'étranger. L'assassinat de Gustloff <sup>62</sup>, le 4 février 1936, par David Frankfurter <sup>63</sup>, un jeune Juif de 27 ans qui poursuivait des études de médecine à Berne, provoqua de nombreux remous dans l'opinion publique dont l'attention venait d'être subitement attirée sur la politique

<sup>62</sup> Contrairement à l'assassinat de Ernst vom Rath par Herschel Grynszpan, à Paris le 9 novembre 1938, qui servit de prétexte à la « Nuit de cristal », celui de Gustloff ne fut suivi d'aucune persécution de la population juive en Allemagne, Hitler se préparant à occuper la zone rhénane démilitarisée (7 mars 1936). On se contenta de donner son nom à un navire de tourisme qui termina coulé par un sous-marin soviétique en baie de Dantzig le 30 janvier 1945 avec à son bord plusieurs milliers de civils fuyant l'armée rouge (cf. G. Grass, *En Crabe*, trad. française Seuil, 2002).

<sup>63</sup> Condamné le 14 décembre 1936 à dix-huit ans de prison, il fut extradé vers la Palestine en 1945. À l'exception d'un frère, toute sa famille fut assassinée dans les camps.



antisémite du Reich. Soucieux de calmer les esprits, le Conseil fédéral prit le 18 février la décision d'interdire l'organisation, mesure à laquelle Hitler répliqua en assimilant le poste de responsable de la *NSDAP* dans un pays étranger à une fonction diplomatique. La légation d'Allemagne à Berne prit sous son contrôle les affaires du Parti et le consul en résidence à Zurich, Sigismund von Bibra, fut désigné comme successeur de Gustloff. Ainsi donc, comme l'écrit Charles Bloch, « en 1936, le gouvernement helvétique interdit la *NSDAP* sur le territoire de la Confédération, mais en fait elle put [...] continuer ses activités »<sup>64</sup> et ce, notamment, grâce à Hans Frölicher — représentant de la Confédération à Berlin et ami intime de von Bibra ainsi qu'en témoigne un courrier adressé par celui-ci le 1er juin 1938 à E. W. Bohle<sup>65</sup> — qui fit agréer sur le territoire helvétique nombre de hauts responsables nazis, ainsi que le *Journal allemand en Suisse (Deutsche Zeitung in der Schweiz)*. Ce n'est qu'en mai 1945 que fut réellement dissoute la section suisse de la *NSDAP*.

À sa libération anticipée de la forteresse de Landsberg (20 décembre 1924) où il avait séjourné neuf mois après sa condamnation pour le putsch manqué de Munich et écrit [33] *Mein Kampf*, Hitler ne s'était pas contenté de réorganiser son parti de telle sorte qu'il dispose d'un « instrument de pouvoir capable à tout moment de se substituer à l'État républicain et d'offrir une structure d'encadrement au corps social »<sup>66</sup>. Parfaitement lucide quant aux exigences et difficultés futures de sa politique d'occupation et d'exploitation de l'espace européen<sup>67</sup>, il avait pris soin de constituer une cellule d'activité à l'étranger — embryon de la future *Auslandsorganisation (AO)* que dirigera Wilhelm Bohle —

<sup>64</sup> C. Bloch, *Le III<sup>e</sup> Reich et le monde*, Paris, 1986, p. 224.

<sup>65</sup> Frölicher était entièrement acquis à la cause hitlérienne ; à titre d'exemple, il se refusera à plaider auprès des autorités allemandes la cause d'un jeune homme de Neuchâtel, Maurice Bavaud, qui était obsédé par l'idée d'éliminer le Führer, « un danger pour l'humanité », et était tombé en 1939 entre les mains de la Gestapo. Ce refus d'assister un ressortissant suisse emprisonné à l'étranger par un fonctionnaire d'État dont c'était un des devoirs primordiaux, surprendra même certains dignitaires nazis. Maurice Bavaud sera décapité à la maison d'arrêt de Berlin-Plötzensee le 14 mai 1941. Il avait 25 ans.

<sup>66</sup> P. Milza, *Les Fascismes*, Paris, 1985, p. 190.

<sup>67</sup> Qu'il précisera dans ce qu'il est convenu d'appeler le *Second livre de Hitler*. Cf. T. Feral, « L'œuvre littéraire d'Adolf Hitler », in *Anatomie d'un crépuscule*, Mazet-St-Voy, 1990, pp. 148-175.

afin, entre autres, de mettre en place un réseau collaborationniste sur lequel il pourrait compter le moment venu. Les contacts pris avec les mouvements autonomistes et séparatistes alsaciens, bretons, corses, flamands et irlandais, aboutirent courant 1925 à la constitution à Genève du *Congrès des nationalités* : « La même préoccupation tient au cœur des nationalismes de tous les petits pays en réveil, arracher l'intelligence de leur peuple à la culture étrangère imposée et reconstituer une civilisation nationale sur le vieux fonds racial et traditionnel. [...] Un organisme commun doit nous permettre une fréquentation plus serrée, une aide morale plus efficace »<sup>68</sup>. Or, en dépit d'un programme ouvertement obscurantiste et terroriste qui « contre le désordre et l'incohérence de l'Europe des Lumières [visait à] instaurer une Europe des ethnies, conforme à l'histoire des peuples, à leur nature ou à la volonté divine, en tout cas, conforme à *l'Ordre véritable* »<sup>69</sup>, le Congrès des nationalités se réunira désormais régulièrement et en toute liberté sur le lac Léman. De même, les autorités helvétiques ne trouvèrent-elles jamais rien à redire à la publication de son organe mensuel, *Nation et État (Nation und Staat)*, dans lequel l'adhésion à l'idéologie nazie et la célébration dans un même souffle de l'union du pangermanisme et du panceltisme étaient exprimées sans retenue. Les membres du Congrès [34] des nationalités seront pendant la guerre, dans leurs régions respectives, les plus féroces thuriféraires de la régénération de l'Europe par le troisième Reich !

<sup>68</sup> Cit. in F. Morvan, *Le Monde comme si*, Arles, 2002, p. 216.

<sup>69</sup> *Ibid.*, p. 217.

## G. Le fascisme suisse <sup>70</sup>

[Retour à la table des matières](#)

Dans les années vingt, la Suisse connut une prolifération de groupes d'extrême droite qui, tels « Ordre et tradition » dans le canton de Vaud, « Défense du pays natal » (*Heimatwehr*), « Mobilisation » (*Aufgebot*), « Suisse nouvelle » (*Neue Schweiz*), ou encore la « Ligue pour le peuple et la patrie » (*Bund für Volk und Heimat = BVH*), prônaient la lutte contre la lèpre de la modernité ainsi que la fidélité à un soi-disant particularisme identitaire helvétique et aux mythes patrimoniaux <sup>71</sup>. De nature plus maurrassienne que réellement fascistes, ces formations trouvaient une certaine audience auprès de la paysannerie et de la petite bourgeoisie, séduites par leurs thèses conservatrices et corporatistes.

Mais à cette époque, seule *l'Association patriotique suisse* (*Schweizerischer Vaterländischer Verband = SVV*), fondée dès 1918 par Eugen Bircher, un médecin de 36 ans, officier supérieur dans l'armée de la Confédération et entretenant des liens privilégiés avec les milieux d'affaires et gouvernementaux, affiche déjà des positions assimilables à celles que défendront les nazis : antisémitisme, lutte contre l'immigration, antisocialisme, plaidoyer en faveur d'un régime autoritaire <sup>72</sup>. Plus tard, Bircher se fera le propagandiste d'une

<sup>70</sup> Pour plus de détails à ce propos, voir par exemple : D. Bourgeois, *Le troisième Reich et la Suisse*, Neuchâtel, 1974 ; B. Grimm, *Gau Schweiz. Dokumente über die nationalsozialistischer Umtriebe in der Schweiz*, Berne, 1939 ; A. Mattioli, *Intellektuelle von Rechts. Idéologie und Politik in der Schweiz 1918-1939*, Zurich, 1997 ; P. Rees, *Bibliographical Dictionary of the extrême right since 1890*, New York & Londres, 1990 ; W. Rütthemann, *Volksbund und SGAD*, Zurich, 1979 ; W. Wolf, *Faschismus in der Schweiz*, Zurich, 1969.

<sup>71</sup> Cf. à ce propos les critiques formulées à l'égard de sa patrie par le prosateur et dramaturge Max Frisch in *Öffentlichkeit als Partner*, Francfort/Main, 1967. Voir également sa pièce de 1961, *Andorra*.

<sup>72</sup> Rappelons ici que le « Programme en 25 points de la NSDAP » adopté le 24 février 1920 ne parle encore que de la « création d'un pouvoir centralisé fort pour le Reich » avec « omnipotence du parlement central politique sur l'ensemble du Reich » (Cf. W. Hofer, *Der Nationalsozialismus. Document 1933-1945*, Francfort/Main, 1957, p. 31). Ce n'est qu'à partir de la réunion extraordinaire du Parti du 29 juillet 1921, qui confère à Hitler le pouvoir absolu au détriment d'Anton Drexler, qu'apparaîtront les notions de *Führer* et

collaboration étroite avec le Reich hitlérien et constituera même durant la guerre un corps médical pour assister les troupes allemandes sur le front de l'Est. Aujourd'hui, les [35] innombrables tracts et autres écrits qui furent diffusés par *l'Association patriotique* ont mystérieusement disparu des archives ; par contre subsistent quelques documents qui témoignent des entretiens conduits avec le département de la Justice et de la Police (conseiller fédéral Eduardo von Steiger) sur le sort à réserver aux réfugiés antinazis et juifs : ils sont accablants <sup>73</sup> !

En 1931, alors que la dépression mondiale atteint la Confédération, des groupuscules authentiquement fascistes se constituent : sur le modèle mussolinien, *La Guardia* de Luigi Rossi et le *Mouvement fasciste suisse* du colonel Arthur Fonjallaz <sup>74</sup> ; sur le modèle hitlérien, le *Front confédéral (Eidgenössische Front)* de Heinrich Eugen Wechlin, le *Front national (Nationale Front)* avec à sa tête Rolf Henne, fils d'un médecin de Schaffhouse apparenté au psychiatre Cari Gustav Jung <sup>75</sup>, et le *Parti ouvrier confédéral national-socialiste (NSEAF)* de Theodor Fischer, un architecte zurichois. Par souci — selon ses propres termes — de « paix intérieure », le gouvernement helvétique laissera faire, d'autant que, leurs chances de succès étant plus qu'aléatoires vu le discrédit quasi général dont elles étaient l'objet de la part de l'opinion, ces formations — marquées par les querelles internes et en dépit de leurs tentatives de recomposition sous diverses étiquettes — disparaîtront pour ainsi dire d'elles-mêmes.

Ce n'est qu'à la déclaration de la guerre (septembre 1939) qu'un regroupement des forces fascistes helvétiques, jusque-là dispersées, sera progressivement réalisé par Max Leo Keller au sein du *Mouvement national suisse (NBS)*. Après ses séjours à Berlin et Munich en septembre/octobre 1940 [36] (rencontre avec Hess, Heydrich,

de dictature (Cf. K. Pätzold/M. Weißbecker, *Hakenkreuz und Totenkopf*, Berlin-Est, 1981, p. 60 sq.

<sup>73</sup> Voir A. M. Schom, *Survey of nazi and pro-nazi groups in Switzer-land 1930-1944*, Los Angeles, 1998, pp. 29-55.

<sup>74</sup> Cf. notamment : C. Cantini, *Le Colonel fasciste suisse Arthur Fonjallaz*, Lausanne, 1983, et M. Cerutti, « Mussolini, bailleur de fonds des fascistes suisses », in *Revue suisse d'histoire*, 1/1985, pp. 21-46.

<sup>75</sup> Concernant l'attitude de Jung à l'époque du troisième Reich, voir *Médecine et nazisme*, Paris, 1998.

Ribbentrop, Bohle <sup>76</sup>), Max Leo Keller — qui, le 10 septembre, a été reçu par le président helvétique Marcel Pilet-Golaz et a exigé « au nom de la démocratie » une totale liberté d'action pour sa ligue — est officiellement intronisé par les autorités nazies en tant que « responsable du mouvement national-socialiste pour la Suisse ».

Soutenu dès lors financièrement par l'Office central de la SS (*SS-Hauptamt*), le ministère des Affaires étrangères, et l'« Organisation pour l'étranger » du Parti nazi (*AO*), le *NBS* se mit à l'œuvre afin de préparer l'intégration future de la Confédération au Grand Reich.

Prévue pour la fin de l'année 1944, alors que l'Europe se trouverait sous hégémonie allemande <sup>77</sup>, l'annexion (*Aktion S*) serait précédée — comme en Autriche avec Seyß-Inquart et dans les Sudètes avec Henlein <sup>78</sup> — de revendications de plus en plus extrémistes que le gouvernement helvétique ne saurait satisfaire, et d'opérations de provocation et d'intimidation conduites par le corps SS suisse, d'ici là mis sur pied par l'avocat Heinrich Bueler. Une nouvelle administration helvétique prendrait aussitôt ses fonctions, dont la composition aurait été établie par Franz Riedweg, un médecin de Lucerne promu en 1938 au grade de capitaine dans la SS pour avoir produit, grâce à des fonds patiemment collectés auprès d'industriels, le film de propagande anticomuniste *La Peste rouge* (*Die rote Pest*). Simultanément, l'opposition serait systématiquement laminée grâce aux listes noires dressées par le même Riedweg à l'intention des services de Himmler.

<sup>76</sup> Rudolf Hess (1894-1987), adjoint (*Stellvertreter*) du Führer jusqu'à son envoi pour la Grande-Bretagne en mai 1941 ; Reinhard Heydrich (1904-1942), adjoint de Himmler, chef des services de sécurité du Reich, un des responsables de la « Solution finale de la question juive », gouverneur de Bohême-Moravie, assassiné par la résistance tchèque ; Joachim von Ribbentrop (1893-1946), ministre des Affaires étrangères, condamné à mort par le tribunal international de Nuremberg ; Ernst Wilhelm Bohle (1903-1960), responsable à partir de mai 1933 de l'« Organisation pour l'étranger » (*Auslandsorganisation = AO*) du Parti nazi.

<sup>77</sup> Voir à ce propos : « Die Ausarbeitung des faschistischen Programms der "Neuordnung" Europas vom Sommer 1940 bis zum Überfall auf die Sowjetunion », in W. Schumann *et al*, *Konzept für die Neuordnung der Welt*, Berlin-Est, 1977, p. 46 *sq.* ; cf. également, T. Feral, *Le National-socialisme. Vocabulaire et chronologie*, Paris, 1998, pp. 84-85.

<sup>78</sup> Pour le détail, on se reportera utilement à C. Bloch, *Le III<sup>e</sup> Reich et le monde*, *op. cit.*, pp. 271 *sq.* et 275 *sq.*

Quant à l'opinion, l'habile Andréas von Sprecher se serait si bien appliqué à la préparer psychologiquement, [37] que l'on pouvait être certain qu'elle réagirait favorablement. Celui-ci, fils du riche industriel et ancien commandant en chef de l'armée helvétique, Theophil Sprecher von Bernegg, s'était patiemment formé aux techniques de « viol des foules par la propagande politique »<sup>79</sup>, directement à Berlin, dans les services de Goebbels. Son astuce consistait, par le biais de pétitions et tractations, à amener le gouvernement en place à progressivement adopter un maximum de mesures allant dans le sens d'un *Anschluss* afin que la population ne se sente pas cueillie à froid au grand jour.

La tactique fonctionna relativement bien jusqu'au 28 février 1941 où le NBS présenta au Conseil fédéral une pétition — dite « Appel des deux cents » — signée en réalité seulement par cent soixante-treize personnalités et réclamant une collaboration totale immédiate avec le Reich<sup>80</sup>. Y étaient notamment exigés : l'épuration radicale, voire « l'élimination » (sic !) de la presse et des radios qui n'apportaient pas un soutien inconditionnel à la politique hitlérienne et exerçaient de ce fait une activité contraire à l'intérêt de la Suisse ; l'assainissement de la vie politique et culturelle sur le modèle allemand ; la participation à l'Axe Rome-Berlin et l'adaptation de la politique économique helvétique aux besoins de l'Axe. Tout ceci en regard de la situation extrêmement préoccupante de la Confédération en tant qu'enclave archaïque dans un monde de demain qui verrait s'affronter des blocs et dans l'intention d'ouvrir enfin la voie à une Europe pacifiée et unifiée<sup>81</sup> !

<sup>79</sup> Titre d'un célèbre ouvrage de Serge Tcbakhotine dont la première édition, parue en France en 1939, fut censurée par le Ministère des Affaires étrangères dirigé par Georges Bonnet afin de ne pas déplaire à Hitler et Mussolini ; remis sous presse par les éditions Gallimard en 1952.

<sup>80</sup> Cf. G. Waegner, *Die Sündenböcke der Schweiz. Die zweihundert im Urteil der geschichtlichen Dokumente*, Fribourg-en-Brisgau, 1971 ; voir notamment p. 108 sq. ; pour la liste complète des signataires, pp. 257-261.

<sup>81</sup> Voir E. Bonjour, *Histoire de la neutralité suisse pendant la Seconde Guerre mondiale*, vol. IV, Neuchâtel, 1970, p. 360 sq.



Outre son caractère d'« ultimatum inspiré par Berlin » qui fut très mal perçu — même par un Pilet-Golaz pourtant largement convaincu de la pertinence du programme anti-communiste [38] et impérialiste de Hitler tant qu'il ne touchait pas à la Suisse —, cette pétition fit comprendre au gouvernement helvétique que le *Mouvement national suisse*, loin d'être inspiré par des « sentiments nationalistes », n'était en fait qu'un rouage de la Section VI (action à l'étranger) de l'Office central de sécurité du Reich (*RSHA*) dirigée par Heinz Jost <sup>82</sup>.

C'est pourquoi, au vu de la menace bien réelle que constituait désormais la ligue de Max Leo Keller pour l'indépendance de la Suisse, et après pas mal de tergiversations, on prit la décision de l'interdire (10 juin 1941).

Recherchés par les polices cantonales et fédérales, un grand nombre de militants se constituèrent alors en cellules clandestines, tandis que d'autres émigraient pour Berlin où ils furent majoritairement affectés à la *Waffen-SS* (environ 1200) par son fondateur et responsable, l'*Obergruppenführer* Gottlob Berger <sup>83</sup>.

Toutefois, il est à relever que le rejet par le Conseil fédéral helvétique des exigences du *Mouvement national suisse* et sa mise hors la loi ne signifiaient pas que ses projets ne furent pas pour une large part mis en œuvre, et ce sous la pression des milieux de l'industrie et de la finance. Très vite s'instaura en vérité une lucrative collaboration avec le Reich en guerre par l'octroi de crédits, la livraison d'armes et de munitions, la fourniture d'avions, de camions, de locomotives, de machines et appareillage de précision, un approvisionnement régulier en produits alimentaires et habillement, sans oublier les produits chimiques et l'aluminium. Pour mieux assurer cette « accommodation » à la puissance hitlérienne, [39] certains industriels suisses n'hésitèrent pas à établir des usines de l'autre côté de la frontière allemande, par exemple à Rheinfelden et à Singen, où la production était dirigée par

<sup>82</sup> Sera remplacé fin 1941 par Walter Schellenberg ; sur le RSHA, voir J. Delarue, *Histoire de la Gestapo*, Paris, 1968, pp. 313-319 et 609-613.

<sup>83</sup> 1896-1975, membre de la SA, trahira Röhm à la « Nuit des longs couteaux » (30 juin 1934) et rentrera dans la SS où il obtiendra le grade de général de corps d'armée ; condamné à 25 années de détention par le Tribunal de Nuremberg, sera libéré en 1951 et vivra jusqu'à sa mort à Stuttgart.

les SS et où l'on employait de la main-d'œuvre concentrationnaire. Le Docteur Max Huber, juriste international, président du conseil d'administration d'Alusuisse — mais aussi président de la Croix rouge internationale — posséda de telles usines <sup>84</sup> !

<sup>84</sup> Sur tous ces points, on se reportera notamment aux très courageuses et édifiantes recherches effectuées par l'historienne Sophie Pavillon (cf. sur Internet : « Maggi et le troisième Reich », « Aluminium Industrie AG et le troisième Reich », etc.), ainsi qu'aux ouvrages de T. Bower, *Nazi gold*, New York, 1997 ; N. Faith, *Safety in numbers*, Londres, 1982 ; J. R Luck, *History of Switzerland*, Palo Alto, 1985 ; J. Ziegler, *La Suisse, l'or et les morts*, Paris, 1997.



[41]

SUISSE ET NAZISME

## Chapitre 2

---

### QUAND TRIOMPHAIT LE CRIME...

(Septembre 1939 – Juillet 1943)

#### A. Le règne du profit

[Retour à la table des matières](#)

Dès novembre 1922, le conseiller fédéral Giuseppe Motta <sup>85</sup> s'était fait l'ardent promoteur de liens privilégiés avec l'Italie du *Duce* qu'il connaissait personnellement. C'est ainsi que les équipementiers suisses, et notamment Max Huber, ami intime de Motta, avaient décroché au début des années trente de lucratifs contrats, alors que Mussolini souhaitait constituer une flotte aérienne moderne en vue de la conquête de l'Éthiopie (octobre 1935 - mai 1936). Présentée à la population dans le cadre d'un plan d'évitement du chômage — un souci réel à l'époque —, cette collaboration avait été plutôt bien accueillie.

Fort de l'expérience, Motta avait, dès 1933, invité l'ensemble des responsables et des citoyens helvétiques à un [42] comportement cordial envers l'Allemagne hitlérienne, et il veillera efficacement à ce que la presse ne détériore pas les relations entre les deux pays : les événements qui se déroulaient en Allemagne devaient toujours être

<sup>85</sup> Cf. F. Panzera, « Giuseppe Motta », in *Civitas* 1/2, 1990.

présentés positivement et légitimés. En mars 1938, il expliqua lui-même à ses concitoyens que *l'Anschluss* était un épisode géopolitique et historique incontournable<sup>86</sup> : cette attitude fut appréciée à sa juste valeur dans le télégramme que le plénipotentiaire du *Reich* en Suisse, Otto Köcher, adressa immédiatement à Berlin. Il en sera de même en octobre pour la question des Sudètes et l'occupation de la Tchécoslovaquie. Le 29 août 1939, à l'occasion d'un discours devant les parlementaires, Motta présenta la politique étrangère du *Führer* comme la seule alternative viable pour préserver la paix en Europe<sup>87</sup>. C'était déjà l'approbation par anticipation du grand projet de « Communauté économique européenne » (*Europäische Wirtschaftsgemeinschaft*) sous égide germanique qui devait être mis en oeuvre en 1942 par le ministre national-socialiste de l'Économie et Président de la *Reichs-bank*, Walther Funk, en coopération avec l'oligarchie industrielle et financière du *Reich* ainsi que la Société pour la planification économique européenne (*Gesellschaft für europäische Wirtschaftsplanung*) au sein de laquelle siégeaient des représentants des pays ayant fait allégeance à Hitler<sup>88</sup>.

Que ce discours de Motta ait été approuvé à l'unanimité, y compris par le groupe social-démocrate, en dit long sur l'état d'esprit qui régnait alors dans les cercles dirigeants helvétiques. Au demeurant, deux jours plus tard — et ce alors que, après dix-sept ultimatums adressés par l'Allemagne à la Pologne pour qu'elle cède Dantzig, nul ne pouvait plus ignorer que la guerre était imminente —, le Conseil [43] fédéral promulgua un décret (*Vollmachtenbeschluß*) qui lui accordait toute latitude pour prendre les mesures qui s'imposeraient dans l'intérêt national, à savoir, entre autres « que les entreprises helvétiques pourront livrer du matériel de guerre aux États belligérants pour peu

<sup>86</sup> Il faut ici se souvenir que l'article 80 du Traité de Versailles stipulait que l'Autriche ne pourrait jamais être rattachée au Reich et resterait indépendante quoi que puissent en penser les Autrichiens, alors que pour d'autres territoires (Sarre, Haute-Silésie), un référendum permettrait à la population de choisir.

<sup>87</sup> Cf. J. Kimche, *General Guisans Zweifrontenkrieg*, Francfort/Main, 1967.

<sup>88</sup> Voir à ce propos la revue économique *Die deutsche Volkswirtschaft* d'octobre 1942, ainsi que l'ouvrage collectif *Europäische Wirtschaftsgemeinschaft* publié par l'Association des commerçants et industriels berlinois et par l'Institut universitaire d'économie de Berlin aux éditions Max Paschke, Berlin, 1942.

que cela ne contrarie pas les besoins militaires de notre propre pays et dans la mesure où les matières premières pour ce matériel exporté seront importées du pays concerne »<sup>89</sup>.

Le déclenchement de la guerre par les nazis avait été très mal perçu par la population helvétique. On lui avait tellement affirmé que Hitler n'irait pas au-delà d'une légitime reconstitution de l'unité allemande détruite par le traité de Versailles (nécessité affirmée dès 1919 par le professeur d'économie politique J. M. Keynes dans *Les Conséquences économiques du traité de paix*)<sup>90</sup>, que l'occupation de la Pologne, puis du Danemark et de la Norvège (9 avril 1940), et maintenant celles de la Hollande, du Luxembourg et de la Belgique (10 mai 1940), lui avait fait perdre passablement confiance en son gouvernement. Lorsque fin mai se répandit la nouvelle que la *Wehrmacht* allait marcher sur Paris, une panique générale assortie d'un gigantesque exode s'instaura dans les cantons du nord de la Confédération. En effet, l'état-major allemand n'allait-il pas décider de contourner la ligne Maginot par la Suisse ? D'autant que le président fédéral Pilet-Golaz, connu comme un partisan du régime hitlérien, refusait toute perspective de résistance armée en dépit des efforts déployés en ce sens par le général Henri Guisan, un Vaudois ami de la France, mais aussi, après la capitulation du 17 juin 1940, fervent admirateur de l'œuvre dite de « *révolution nationale* » entreprise par le maréchal Pétain (« [...] un spectacle réconfortant et un exemple édifiant »<sup>91</sup>), [44] sous le charme duquel il était tombé trois ans auparavant lorsque le « vainqueur de Verdun » avait accepté d'honorer de sa présence les grandes manœuvres de l'armée helvétique :

Tout rentra dans l'ordre le 14 juin avec l'occupation de Paris, puis la capitulation française le 17. Tandis que les gens soulagés regagnaient leurs foyers, Pilet-Golaz pouvait témoigner de la droiture de l'Allemagne hitlérienne envers la Suisse et s'épancher avec véhémence sur tous ceux qui pratiquaient à son égard une propagande mensongère. Le service de presse du Conseil fédéral exigea des journalistes qu'ils

<sup>89</sup> Cf. E. Bonjour, *Geschichte der schweizerischen Neutralität*, vol. IV, Bâle & Stuttgart, 1970, p. 29.

<sup>90</sup> Excellente analyse du traité in G. Badia *et al.*, *Histoire de l'Allemagne contemporaine*, vol. 1, Paris, 1987, pp. 78-83.

<sup>91</sup> Cf. *Études et sources*, Archives fédérales suisses, Berne, 1984, p. 49. Voir également W. Gautschi, *General Henri Guisan. Die schweizerische Armeeführung im Zweiten Weltkrieg*, Zurich, 1997.

« fassent leur travail » en rendant justice « avec calme et objectivité et sans aucun parti pris » à la supériorité de l'armée allemande <sup>92</sup>. Quant au fameux « Appel du 18 juin » lancé par le général de Gaulle, il furent sommés de le passer sous silence, mais par contre de mettre en avant la sage attitude du maréchal Pétain et de son gouvernement qui, en tirant de la défaite militaire des conséquences constructives, avaient su conclure une franche collaboration dans l'intérêt de l'avenir de l'Europe.

En effet, ainsi que le soulignera l'historien et publiciste Jean Rudolf von Salis <sup>93</sup>, « grand seigneur des Lettres helvétiques » <sup>94</sup>, la plupart des diplomates, financiers et industriels de la Confédération souhaitaient à l'instar des autorités de Vichy une coopération totale avec le *Reich* qui, au sein du « Nouvel Ordre Européen » (NOE) <sup>95</sup>, correspondrait en tout point à leurs intérêts. Ce souhait se solda en août 1940 par un accord économique entre Berne et Berlin qui, s'il fut extrêmement profitable financièrement à l'industrie helvétique — ainsi que le révélera en 1944, sous le pseudonyme de Pollux, [45] l'économiste Georges Baehler dans son livre *Les Trusts en Suisse* —, s'avéra également essentiel pour les nazis grâce à la concession d'avantages pour le règlement de leurs commandes et la mise à leur disposition des chemins de fer helvétiques pour le transit entre l'Allemagne et l'Italie. Avec l'ouverture des hostilités contre l'Union soviétique (22 juin 1941) qui amena une intensification de la production d'armement, les magnats de l'industrie suisse virent leurs profits progresser à un rythme encore jamais vu. En outre, ils ne doutaient pas un instant que Hitler saurait les délivrer à jamais du communisme, cause de tant de soucis dans la gestion de leurs affaires...

<sup>92</sup> Cit. in W. Bringolf, *Mein Leben, op. cit.*, p. 276.

<sup>93</sup> J. R. von Salis, avant-propos à P. Stahlberger, *Der Züricher Verleger Emil Oprecht*, Zurich, 1970, p. 9.

<sup>94</sup> Cf. P. Ducrey & H. U. Jost, *Jean Rudolf von Salis, die Intellektuellen und die Schweiz/Jean Rodolphe de Salis, les intellectuels et la Suisse*, Zurich, 2003.

<sup>95</sup> Voir T. Feral, *Le National-socialisme. Vocabulaire et chronologie*, Paris, 1998, pp. 84-85, art. *Neuordnung Europas*.

## B. Une politique honteuse

[Retour à la table des matières](#)

Le 4 septembre 1939, l'antenne parisienne du Comité central du Parti communiste allemand en exil prenait la décision d'obtempérer à la demande du gouvernement français de faire enregistrer officiellement tous les militants communistes allemands en résidence en France. Cette décision semblait logique dans la mesure où la France, désormais en guerre contre l'Allemagne nazie, ne pouvait qu'être favorable à des antinazis qui, de plus, étaient prêts à s'engager dans l'armée française (ils seront du reste ultérieurement nombreux à rejoindre la Résistance)<sup>96</sup>. Or, à peine ont-ils franchi les portes des commissariats pour y être recensés, qu'on les arrête en tant que « ressortissants d'une puissance ennemie » pour les interner dans des camps. Cette mesure concernera également les socialistes, les écrivains et artistes antihitlériens, les réfugiés juifs. Quelque mois plus tard, [46] conformément à une des clauses de l'armistice, le régime de Vichy les livrera à la *Gestapo* !

Cet exemple peu glorieux fut suivi par la Suisse le 6 septembre 1939, malgré les protestations de juristes, de prêtres et de simples citoyens constitués en comité de défense des droits de l'homme. Un grand nombre de communistes furent reconduits et abandonnés à la frontière (*schwarze Überstellung*) où ils finissaient par tomber entre les mains des autorités allemandes, à moins que, nommément réclamés par les services de sécurité du *Reich*, ils n'aient été directement remis entre leurs mains (*Übergabe*)<sup>97</sup>, ce qui dans un cas comme dans l'autre signifiait la « Cour de justice de la Communauté raciale populaire » (*Volksgerichtshof*)<sup>98</sup>, le camp de concentration, voire l'exécution sommaire.

Vis-à-vis des immigrés juifs, pas question non plus de « faire dans la dentelle » (« *nicht zimperlich sein* »). Les ordres de Rothmund à leur

<sup>96</sup> Cf. à ce propos les témoignages colligés par exemple par G. Badia *et al*, *Exilés de France*, Paris, 1982, et D. Schaul, *Résistance*, Berlin-Est, 1975.

<sup>97</sup> C. Ludwig, *Die Flüchtlingspolitik der Schweiz seit 1933 bis zur Gegenwart*, Berne, 1966, pp. 201-202.

<sup>98</sup> Sur cette institution, voir mon *Justice et nazisme*, Paris, 1997, p. 35-43.

propos étaient clairs : « Ces réfugiés seront reconduits là où ils sont entrés chez nous ! »<sup>99</sup>. Suite à l'expulsion le 11 septembre 1939 d'un Juif qu'il hébergeait depuis la fin juin, ainsi que d'un jeune couple juif avec un enfant de deux ans, le pasteur zurichois Alfred Hübscher apostrophera le chef de la police nationale et responsable à l'immigration à travers une courageuse lettre ouverte qui paraîtra dans la presse<sup>100</sup> : « Après que toutes les instances de police de Zurich m'aient expliqué que c'est vous, Monsieur Rothmund, qui portiez la responsabilité de ces actes, je me vois contraint par ma conscience en tant que chrétien et citoyen suisse de m'insurger contre de telles pratiques pour lesquelles les qualificatifs me manquent. Je le [47] fais au nom de tous les chrétiens qui [...] croient que la Suisse ne saurait vivre sans humanité... ».

Dans les jours qui suivirent, des manifestations populaires allaient forcer Rothmund à changer son fusil d'épaule. Puisque, comme l'indiquera un haut fonctionnaire gouvernemental, Robert Jezler, « une part importante de la population helvétique ne comprend pas nos ordres d'extradition [...] surtout [...] dans les zones frontalières [...] où [...] la population est généralement fort bien informée de ce qui se passe en face »<sup>101</sup>, il fut tout simplement décidé en haut lieu (conseiller fédéral Johannes Baumann, 16 septembre 1939) que, pour leur éviter l'expulsion, les réfugiés seraient désormais incarcérés !

Fin octobre, les communistes, sans chef d'accusation précis ni procès, furent envoyés au pénitencier de Regensdorf, non loin de Zurich, dont le directeur n'était autre que le pronazi Heussler, membre du comité directeur de l'Association patriotique (*Vaterländischer Verband*) et ami de Rothmund. Si l'on veut bien prêter crédit à des hommes tels que le journaliste Alfred Häsler, le professeur Hans Zbinden, ou encore l'avocat et député Albert Maag-Socin, tous trois citoyens helvétiques<sup>102</sup>, les conditions de détention étaient d'une

<sup>99</sup> Cit. in W. Bringolf, *Mein Leben*, *op. cit.*, pp. 294-295.

<sup>100</sup> Cf. *Volksrecht* de Zurich à la date du 14 septembre 1939.

<sup>101</sup> Cit. in C. Ludwig, *Die Flüchtlingspolitik...*, *op. cit.*, p. 202.

<sup>102</sup> A. Häsler, *Dos Boot ist voll. Die Schweiz und die Flüchtlinge*, Zurich/Stuttgart, 1967, ainsi que *La Suisse, terre d'asile ? La politique de la Confédération envers les réfugiés de 1933 à 1945*, Lausanne, 1971 ; H. Zbinden, *Der Flüchtling und die Humanität*, Zurich, 1945 ; concernant Maag-Socin, voir C. Ludwig, *Die Flüchtlingspolitik...*, *op. cit.*

rigueur extrême. Sans cesse soumis aux insultes et aux brimades des gardiens, les détenus politiques subissaient un « traitement spécial » digne des camps nazis <sup>103</sup> : isolement, rationnement alimentaire, interdiction de lire et d'écrire, impossibilité de recevoir des visites, journées de travail de douze heures.

[48]

Si fin 1939 le nombre d'exilés internés en Suisse ne dépassait pas la centaine, leur effectif s'accrut bientôt considérablement avec l'arrivée massive de Juifs — autour desquels l'étau ne cessait de se resserrer et qui, selon l'expression de Manès Sperber, « intoxiqués par l'espoir », franchissaient la frontière par le biais de soi-disant passeurs qui exploitaient financièrement leur désarroi et se gardaient bien de les prévenir de ce qui les attendait <sup>104</sup> —, mais aussi de nombreux socialistes, d'apatrides, et de déserteurs de la *Wehrmacht*. C'est alors que des sections d'internement furent créées dans la plupart des grands établissements pénitentiaires.

Si à Saint Jacob — près de Saint-Gall, à une quinzaine de kilomètres du lac de Constance — la direction et le personnel firent tout leur possible pour adoucir une détention qu'ils jugeaient arbitraire vu que les internés n'avaient aucun casier criminel et que leur unique « forfait » était d'être des opposants au nazisme ou d'en être *racialement* victimes, il n'en fut pas de même dans les structures — l'énorme majorité — qui étaient dirigées par des pronazis. À Witzwil par exemple, à la pointe nord du lac de Neuchâtel, le colonel Kellerhals régnait en féodal. Membre de l'*Association patriotique* et deuxième latifundiaire suisse,

<sup>103</sup> Cf. A. Häslér, *Dos Boot ist voll*, *op. cit.*, p. 11 : « Nous sommes horrifiés par les camps de concentration des nationaux-socialistes et nous parquons nous-mêmes des réfugiés innocents dans des pénitenciers suisses comme s'ils étaient de vulgaires criminels » ; cf. également H. Zbinden, *Der Flüchtling und die Humanität*, *op. cit.*, pp. 72-73 : « [...] en tenue de bagnard et soumis à la même discipline que des criminels sans que n'ait jamais eu lieu une quelconque procédure judiciaire régulière. Tout bagnard jugé conformément aux règles du droit sait pourquoi et pour combien de temps il est au pénitencier : les détenus disciplinaires ignorent l'un comme l'autre ».

<sup>104</sup> Il convient bien sûr de rendre hommage dans le même souffle à tous ceux qui, résistants authentiques et grâce à des réseaux particulièrement fiables et des relations sûres en Suisse, accomplirent de véritables prodiges. Cf. A. Latour, *La Résistance juive en France*, Paris, 1970, p. 148 *sq.*



il avait obtenu l'autorisation de faire travailler les détenus sur ses terres. Toujours à l'affût de main-d'œuvre corvéable, il rassemblait à Witzwil des communistes, des anarchistes, des trotskistes, des droits communs, des déserteurs, des Juifs, jouant sur les antagonismes entre ces différentes catégories pour les soumettre à sa botte. Le travail aux champs était harassant (douze heures quotidiennes) et les châtiments corporels étaient monnaie courante. On y pratiquait notamment « l'emmaillotage dans [49] des couvertures de laine » (*Wolldeckenwickel*), ce qui provoquait à la longue de graves perturbations métaboliques et neurovégétatives. Les gardiens, triés sur le volet pour leurs convictions nazies, ne tarissaient pas de brimades envers les Juifs. Même scénario à Torberg, Lenzburg, Bellechasse. Là, souligne Alfred Häslér, il était classique que les prisonniers soient « périodiquement brisés sur le plan physique et moral en les privant de nourriture » <sup>105</sup>.

Le 12 mars 1940, « afin de donner aux émigrés la possibilité de bénéficier d'une activité corporelle et simultanément d'effectuer un travail dans l'intérêt de la défense nationale » <sup>106</sup>, le gouvernement helvétique décidait d'ouvrir des camps de prestataires répartis à « l'intérieur du pays » (*im Landesinnern*). Le 9 avril fut inauguré Felsberg, dans le canton des Grisons. Suivirent Oberglatt (canton de Zurich, 29 avril), Geisshof/Bremgarten (canton d'Argovie, 8 mai), Sattellegg/Vorderthal (canton de Schwyz, 19 juin). En 1941 existaient sur le territoire helvétique plus de cent camps où 40 000 internés, en grande majorité des Juifs, trimaient à la construire des routes, à défricher des zones incultes, à essarter des forêts, à édifier des ouvrages militaires. Le personnel d'encadrement, « d'un effroyable primitivisme psychologique », dira Regina Kägi-Fuchsmann <sup>107</sup> — alors responsable du Secours ouvrier suisse —, ne se privait d'aucune forme de perversion ou de sadisme, à tel titre d'ailleurs que Häslér les taxera carrément de « natures SS » (*SS-Naturen*) <sup>108</sup>. Et il est vrai que certaines pratiques n'étaient pas sans rappeler ce qui se passait à Dachau ou à Buchenwald :

<sup>105</sup> A. Häslér, *Das Boot ist voll*, op. cit., p. 250.

<sup>106</sup> Cit. in *Tätigkeit- und Schlußbericht der Eidgenössischen Zentralleitung der Heime und Lager*, Zurich, 1940-1949, p. 3.

<sup>107</sup> R. Kägi-Fuchsmann, *Dos gute Herz genügt nicht. Mein Leben und meine Arbeit*, Zurich, 1968, pp. 179-180.

<sup>108</sup> A. Häslér, *Das Boot ist voll*, op. cit., p. 255-256.



appels interminables en pleine nuit et par mauvais temps à Sattellegg, privation de nourriture et humiliation permanente des Juifs à Champel, bastonnades à la cravache à Charmilles ! Certains [50] témoignages vont cependant dans le sens d'un comportement plus humain dans certains camps.

Les femmes, elles, avaient été regroupées dans des hôtels désaffectés — plus d'une centaine —, rebaptisés pour la circonstance « foyers » (*Heime*). Elles devaient faire la lessive, raccommoder, reprendre, tricoter pour les hommes des camps. Privées d'hygiène et d'intimité, accablées par la misère quotidienne, assaillies par les obscénités et les avances des argousins, elles subissaient un terrible processus d'avilissement.

Au parlement, les députés libéraux Maag-Socin et Rittmeyer intervinrent en faveur des internés et insistèrent sur la honte que représentait pour la Confédération la politique inhumaine conduite à leur égard par le gouvernement. Toutefois sans écho... De son côté, le théologien Karl Barth prit position par plusieurs déclarations publiques et écrites contre les cercles dirigeants helvétiques. Sa conférence de juin 1941 sur les conditions ignominieuses faites aux réfugiés fut interdite de publication par la censure... Quant à l'opinion, manipulée par la presse, elle regardait tout cela avec un certain détachement depuis que les émigrés avaient été soustraits à ses yeux par leur éparpillement à travers le pays. À cet égard, le conseiller fédéral Johannes Baumann avait tapé dans le mille en prétendant (8 décembre 1939 <sup>109</sup>) que l'évacuation des réfugiés des villes et leur isolement dans des camps contribueraient à calmer l'effervescence populaire. Certes il restait bien encore des gens pour s'indigner et parfois organiser une manifestation, mais l'interdiction du Parti communiste suisse, de sa presse et de toutes les organisations qui lui étaient affiliées (26 novembre 1940), [51] ainsi que la complaisance du Parti social-démocrate à l'égard de la politique officielle rendaient les choses difficiles. Aussi la solidarité apportée aux réfugiés fut-elle généralement d'ordre individuel, tel le pasteur zurichois Kobe qui se fit spontanément leur avocat et n'hésita pas à faire autant que nécessaire le siège du bureau de Rothmund pour obtenir gain de cause, ou encore la communiste suisse Helene Baumgarten qui, à

<sup>109</sup> Voir C. Ludwig, *Die Flüchtlingspolitik.., op. cit.*, p. 176.

Bâle, organisa clandestinement des collectes sans se soucier des risques encourus.

Dans les camps cependant, la vie commençait à s'organiser, la tâche majeure étant de former une collectivité d'intérêt à partir d'une population disparate, souvent ne parlant pas la même langue et internée pour des motifs fort divers. Bien que la direction pénitentiaire suisse ait été vigilante à ce que les communistes représentent dans chaque camp une minorité, ceux-ci parvinrent petit à petit — et ce grâce notamment à un strict respect de la discipline imposée par le règlement du camp <sup>110</sup> — à organiser le dimanche un semblant de vie sociale par des réunions où l'on chantait, jouait aux cartes ou aux échecs, et bien entendu discutait politique. Ainsi naquirent des comités de loisirs très efficaces pour le maintien du moral et la mise sur pied d'une stratégie de résistance. On monta des pièces de théâtre tirées du répertoire (*La Mort de Danton* de Georg Büchner) ou de circonstance (*Schweyk en Suisse* <sup>111</sup> de Hans Teubner <sup>112</sup>), et publia même, à partir de juillet 1941, un petit journal mensuel, *Le Transmigrant* (*Der Transmigrant*) qui, rebaptisé en septembre *La Voix des camps* (*Die Lagerstimme*), deviendra un bulletin de liaison entre tous les détenus.

<sup>110</sup> Cf. W. Bringolf, *Mein Leben, op. cit.*, p. 299 : « Pour des motifs tactiques, ils se comportaient de telle sorte que l'on ne pouvait rien trouver à redire à leur travail ».

<sup>111</sup> Le roman satirique de l'écrivain tchèque Jaroslav Hasek (1883-1923), *Les Aventures du brave soldat Svejk au temps de la Grande Guerre*, a inspiré tant le dramaturge marxiste Erwin Piscator (1928) que Bertolt Brecht (1943) ; Svejk est en effet le révélateur de l'absurdité d'une époque à laquelle l'homme ne peut faire front qu'en donnant aux dominants le sentiment de se plier à leur volonté et par-là même en les bernant sur toute la ligne. 11 est en quelque sorte comparable à ce « Père tranquille » magnifiquement incarné par l'acteur Noël-Noël dans le film de 1946 de René Clément.

<sup>112</sup> Né en 1902 dans une famille ouvrière, Hans Teubner avait adhéré au Parti communiste en 1919 ; journaliste de 1920 à 1927, puis études à Moscou ; emprisonné par les nazis de 1933 à fin 1935, il fera la guerre d'Espagne, puis deviendra en 1939 responsable du PC allemand clandestin en Suisse ; en 1945, il reprend sa carrière journalistique et dirige plusieurs publications en zone d'occupation soviétique, la future RDA ; nommé professeur à l'école centrale du SED, le parti officiel d'Allemagne de l'Est, puis directeur du département journalistique de l'université Karl Marx à Leipzig, il occupera à partir de 1963 une chaire à l'Institut marxiste-léniniste de Berlin-Est ; auteur de l'ouvrage autobiographique *Exilland Schweiz*, Berlin-Est, 1975.

[52]

Mais l'efficacité de la stratégie marxiste-léniniste ne pouvait échapper à Rothmund. Les comités de loisirs et le bulletin de liaison furent définitivement interdits le 16 mars 1942 par un arrêté qui, dans sa conclusion, mettait les points sur les i à quiconque se risquerait à le transgresser : retrait immédiat du droit d'asile et extradition sans état d'âme vers le pays d'origine <sup>113</sup>.

Avec l'instauration par les nazis et leurs complices de la *Solution finale*, une multitude de Juifs en provenance d'Allemagne, de Hollande, de Belgique, de France, se précipitèrent vers la frontière suisse. Ils ne furent pas plus de cinq cents à pouvoir la franchir <sup>114</sup>. Le 13 août 1942, Rothmund donna l'ordre de les refouler tous *quoi qu'il puisse leur en coûter* <sup>115</sup>. En dépit des importantes mobilisations populaires qui s'ensuivirent — 8000 manifestants à Zurich-Orlikon le 30 août —, le gouvernement ne céda pas, prétextant par la voix du Conseiller fédéral Eduard von Steiger que « le petit canot de sauvetage [c'est-à-dire la Suisse, T.F.] était à saturation » <sup>116</sup>.

Au cours des débats parlementaires du 22 septembre, seuls neuf députés — sans considération d'obédience et parmi lesquels Maag-Socin et Rittmeyer — votèrent contre le refoulement. Le 26 septembre, Rothmund rappela ses instructions à la police des frontières, précisant que rien ne justifiait que des émigrants « pour raisons raciales » (*aus Rassegründen*) bénéficient de mesures prévues pour les réfugiés politiques. L'ordre fut réitéré le 29 décembre.

Dans une *Brochure explicative sur la question des réfugiés* publiée en novembre 1942, l'*Association patriotique* [53] appellera de son côté la population suisse à ne pas se laisser émouvoir par des arguties humanitaristes certes compréhensibles, mais hautement dangereuses. En effet précisait ce texte ignominieux, l'envahissement de la

<sup>113</sup> Document IML-ZPA de Berlin-Est, cote 24/1/27.

<sup>114</sup> Les chiffres retenus par C. Ludwig et A. Häsler sont les suivants : 100 en avril 1942, 192 en mai 1942, 183 en juin 1942.

<sup>115</sup> [...] « auch im Falle von Gefahr für Leib und Leben für den Zurückgewiesenen » ; termes de Rothmund rapportés par C. Ludwig, *Die Flüchtlingspolitik...*, *op. cit.*, p. 207.

<sup>116</sup> « [...] stark besetzten kleinen Rettungsboot ». L'expression fut ultérieurement reprise à satiété sous la forme « Das Boot ist voll » (La barque est pleine).

Confédération par les éléments étrangers (*Überfremdung* <sup>117</sup>) ne pourrait à terme qu'aboutir à sa soviétisation (*Sowjetschweiz* !!!). Émanation des intérêts du grand capital et ne pouvant que se féliciter d'une coopération avec le *Reich* financièrement et politiquement en tous points bénéfique, l'*Association patriotique* recourait à l'amalgame entre communisme et judaïsme. Comme le faisait depuis toujours la propagande nazie, elle dénonçait, afin de commotionner les esprits, le communisme comme le moyen privilégié des « Sages de Sion » pour s'assurer la domination du monde <sup>118</sup>, suggérant dans le même souffle que tout communiste était un « enjuivé » (*verjudet*), un mercenaire de la conjuration mondiale juдаïque (*jüdische Weltverschwörung*) : un procédé de manipulation particulièrement malhonnête et révoltant puisque, nul ne l'ignore, sur les onze millions de Juifs européens que les nazis vouaient à la néantisation par le travail (*Vernichtung durch Arbeit*) et le gaz, seul un pourcentage extrêmement faible était organisé politiquement. Mais sur de telles vérités, la presse helvétique avait été sommée de faire silence. Conséquemment, aucune information ne devait filtrer concernant les camps de la mort, le rôle du journaliste n'étant pas — selon une directive officielle <sup>119</sup> — de « se faire le porte-voix de la propagande étrangère ou de publier les informations mensongères inventées par le clan belligérant (i.e. la coalition antihitlérienne, T.F) pour diffamer l'Allemagne » !

<sup>117</sup> Voir à ce sujet l'excellent travail de P. Kury, *Über Fremde reden. Überfremdwigsdiskurs und Ausgrenzung in der Schweiz 1900-1945*, Zurich, 2004.

<sup>118</sup> Cf. P. A. Taguieff, *Les Protocoles des Sages de Sion*, Paris, 1992.

<sup>119</sup> Cit. in C. Ludwig, *Die Flüchtlingspolitik...*, *op. cit.*, p. 241.

[54]

## C. Malvaglia et Gordola

[Retour à la table des matières](#)

La présence des militants d'extrême gauche au sein des camps inquiétait le Conseil fédéral. Les communistes notamment, par leur grand nombre, et aussi grâce à leur formation militante, leurs compétences organisationnelles et leur dynamisme, exerçaient auprès des autres détenus une influence considérable ; la plupart d'entre eux avaient déjà connu l'internement en Allemagne et/ou avaient combattu le fascisme en Espagne, ce qui les avait dotés d'une résistance psychologique et d'une *praxis* faisant défaut aux autres émigrés. On décida donc de les « isoler ». Début 1941, un camp d'internement spécial (*Sonderinternierungslager = SIL*) fut édifié dans le Tessin, à une huitaine de kilomètres au nord de Biasca, tout près de l'agreste petit village de Malvaglia.

Les conditions de détention et le travail (déblaiement des moraines pour augmenter la superficie arable du Val Blenio) y étaient nettement plus rudes que dans les camps ordinaires. Rothmund était en effet persuadé que, soumis à un tel régime, les communistes ne tarderaient pas à rejeter la discipline, à créer des incidents, à se rebeller, ce qui lui permettrait de les discréditer auprès de la population et de justifier leur extradition ; il lui serait ensuite facile d'agir semblablement avec tous les réfugiés en leur imputant des activités subversives. Mais ses espoirs furent déçus : loin d'être dupes de la manœuvre et quoi qu'il ait pu leur en coûter, les communistes s'appliquèrent à donner satisfaction au commandant du camp, Bachmann. Dès lors, celui-ci décida de son propre chef d'assouplir le règlement, et ce au grand soulagement des gardiens qui redoutaient ces militants aguerris qu'on leur [55] avait dépeints comme de dangereux criminels au « couteau entre les dents ». Ainsi les détenus de Malvaglia purent-ils le dimanche aller se promener dans le village, boire un verre à l'auberge, y jouer aux cartes et discuter avec les gens du cru.

Durant la deuxième semaine de décembre 1941, le camp de Malvaglia fut transféré à Gordola, à l'époque un petit village à environ

cinq kilomètres à l'est de Locarno, entre le lac de Volgorno et le lac Majeur. Là — si l'on fait abstraction du pénible intermède qui du 13 octobre à la mi-novembre 1942 les conduisit au camp de Ponts de Martel (canton de Neuchâtel) pour drainer un marécage —, les internés bénéficièrent d'un traitement particulièrement clément de la part du commandant Max Frösch, un homme extrêmement humain et d'une grande tolérance. Une importante bibliothèque vit le jour grâce à des dons ; un Autrichien, Ernst Schönherz, constitua une chorale ; une troupe de théâtre fut mise sur pied par un certain Fritz Köhler. De Montagnola, le futur prix Nobel de littérature de 1946, Hermann Hesse, vint faire une conférence <sup>120</sup>. Un autre jour, ce fut le cinéaste Slatan Dudow — réalisateur en collaboration avec Bertolt Brecht du célèbre film agit-prop *Kuhle Wampe* (1932) — qui, de sa résidence d'Ascona toute proche, honora de sa présence une représentation théâtrale. Au final, des soirées culturelles et récréatives furent organisées pour la population du village. Fait exceptionnel pour un commandant de camp, Max Frösch ferma les yeux sur la poursuite de ces activités après leur interdiction par Rothmund le 11 février 1942 <sup>121</sup>.

[56]

## D. Solidarités

[Retour à la table des matières](#)

La situation faite aux exilés par les dirigeants helvétiques était honteuse, mais ceux-ci devaient être néanmoins vigilants aux réactions de la population. En France par contre, les internés du régime de Vichy vivaient un enfer parce qu'une grande partie de la population leur était hostile ou en tout cas faisait preuve à leur égard d'une totale indifférence et s'en remettait au gouvernement <sup>122</sup>. C'est pourquoi les internés de

<sup>120</sup> Originaire de Calw dans le Bade-Wurtemberg, marié à une Helvétique en 1904, Hermann Hesse s'était établi à Berne en 1912, puis à Montagnola (Tessin) en 1919 où il restera jusqu'à sa mort en 1962, à l'âge de 85 ans.

<sup>121</sup> Cf. documents IML-ZPA de Berlin-Est, cote IV 2/4/5/6.

<sup>122</sup> Cf. W. Benz, B. Distel *et al.*, *Die vergessenen Lager*, Dachauer Hefte 5/1989 ; L. Feuchtwanger, *Der Teufel in Frankreich. Erlebnisse. Tagebuch 1940*, Berlin & Weimar, 1992 ; E. Landau, S. Schmitt *et al.*, *Lager in Frankreich*.



Malvaglia/Gordola décidèrent de les aider. De 1941 à 1944, ils versèrent tous les dix jours un dixième de leur solde <sup>123</sup> à un fonds de solidarité, et c'est ainsi que durant trois années — par le canal de la Centrale sanitaire suisse et de l'organisation « Colis Suisse » que les autorités avaient reconnus sous la pression populaire —, un peu plus de 3200 francs suisses collectés au *SIL* soulagèrent sous forme de liquidités, vivres et vêtements, les infâmes conditions de détention imposées par Vichy aux réfugiés. Des centaines de lettres émouvantes de reconnaissance existent dans les archives : en provenance de Gurs, Le Vernet, Les Milles, Brens, Rieucros, Noé, La Guiche, mais aussi des camps algériens de Djelfa et Berruaghia, souvent codées (*verkläusuliert*) ou rédigées partiellement à l'encre sympathique pour franchir le barrage de la censure, elles constituent une précieuse mine documentaire sur un aspect par trop occulté de la politique de l'État français...

À noter que de nombreux citoyens suisses acceptèrent de leur côté de parrainer à titre personnel un interné de France ; ainsi, pour l'exemple : Julius Wyler de Winterthur qui assurera le suivi de Dora Schaul et de ses sept compagnes de la [57] baraque 6 au camp de Brens, son frère Albert, ou encore le Docteur Graetz de Bütschwill et le pharmacien Weil de Berne <sup>124</sup>.

Comment enfin ne pas évoquer dans ce contexte la mémoire de Noël Haviland Field, un Américain membre de l'Église unitariste qui, secondé par son épouse Herta, Allemande de naissance, dirigeait à Marseille l'*Unitarian Service Committee (USC)*, une organisation caritative extrêmement influente qui bénéficiait de l'appui de la première dame des États-Unis, Anna Eleanor Roosevelt ? Autorisé à circuler librement entre la France et la Suisse, il accepta de jouer le rôle de courrier clandestin et profita même de son statut privilégié pour détourner des fonds en provenance des USA afin de faciliter l'évasion de détenus en France et de les envoyer à l'étranger. Contraint de s'établir à Genève après l'occupation de la Zone Sud par les nazis (11 novembre

*Überlebende und ihre Freunde. Zeugnisse der Emigration, Internierung und Déportation*, Mannheim, 1991 ; F. Schönenberger, *Innenansichten eines Außenseiters. Erinnerungen*, vol. 2, Icking, 1965 ; A. Fontaine, *Les Camps d'étrangers des Milles*, Aix-en-Provence, 1989.

<sup>123</sup> Un interné touchait environ 23 francs suisses par mois.

<sup>124</sup> IML-ZPA, IV 2/4/3.

1942), il poursuivit son activité philanthropique, allant même jusqu'à contribuer, en liaison avec les responsables communistes de Gordola, à la diffusion illégale sur le territoire helvétique d'une brochure de trente pages concernant les déportations en France et les activités des antifascistes allemands au sein de la Résistance française <sup>125</sup>.

Ainsi existèrent à l'époque de courageux marginaux qui n'hésitèrent pas à défier le consensus pour que triomphe la liberté. Considérant ce que leur attitude a supposé comme abnégation et prise de risques, ne serait-il pas grand temps qu'ils trouvent eux aussi place dans le livre d'or des combattants de la nuit <sup>126</sup> ?

[58]

## E. Le pragmatisme social-démocrate

[Retour à la table des matières](#)

On se souvient que, en 1944, l'économiste Georges Baehler s'était attaqué par un livre publié sous le pseudonyme de Pollux aux relations entretenues par les milieux industriels et financiers helvétiques avec l'Allemagne nazie. Ceux-ci chargèrent aussitôt un certain Lucius

<sup>125</sup> La brochure fut diffusée en Suisse « sous le manteau » en septembre ou octobre 1943. J'ignore sous quel titre, vu que le seul exemplaire que j'ai pu voir ne possédait plus de couverture. Elle comportait en sa partie centrale un appel aux citoyens suisses à faire preuve de générosité pour soutenir financièrement la résistance à Hitler.

<sup>126</sup> Tout n'était en effet pas aussi évident qu'on peut se l'imaginer aujourd'hui et les conséquences professionnelles, voire pénales, pouvaient être graves. Dans la postface au livre de Lion Feuchtwanger, *Der Teufel in Frankreich (Le Diable en France)*, Francfort/Main, 1986, p. 225, sa femme Marta cite par exemple le cas (p. 228) du courageux vice-consul de Marseille, Miles Standish, qui fit évader son mari du camp de Nîmes et disparut immédiatement après (« *Miles Standish war verschwunden, wir sahen ihn nie wieder [...]. Niemand wußte seine Adresse* »). En effet, bien que soutenues par Anna Eleanor Roosevelt, les actions en faveur des détenus antinazis en France étaient souvent désapprouvées (et contre carrées) par des fonctionnaires consulaires réactionnaires et les services secrets américains viscéralement anticomunistes et favorables à une politique de type maccarthyste (or pratiquement tout antifasciste était *a priori* suspect de communisme !). Sans doute y aurait-il long à écrire sur ce chapitre !



Simeon de riposter, et c'est ainsi que parut bientôt l'ouvrage *Pollux, le pugiliste*<sup>127</sup>. Évitant de se placer sur le terrain d'une tentative de réfutation d'arguments qu'il savait impossible, Lucius Simeon préféra fort astucieusement déplacer le sujet en illustrant ce qu'avait été depuis la guerre la position du Parti social-démocrate helvétique (*SPS*) qui « comme nul autre s'est avéré durant cette période critique d'une extrême complaisance à l'égard de la nouvelle donne politique en Europe et d'une agressivité sans retenue envers le bolchevisme et le régime soviétique »<sup>128</sup>. Sentant le vent tourner (on est en 1945), il convient de montrer que si collaboration il y a bien eu avec le *Reich*, elle n'a pas été du seul fait du grand capital et de la droite<sup>129</sup>, mais que le *SPS*, dont on aurait pu s'attendre à ce qu'il la refuse pour des motifs idéologiques, en a été en réalité le promoteur.

De fait, n'était-ce pas un des principaux organes du *SPS*, le *Réveil bernois* (*Berner Tagwacht*), qui, en date du 5 septembre 1939, avait osé affirmer que, « à la différence de l'époque de la Première Guerre mondiale, il n'exist[ait] plus à l'heure actuelle d'opposition entre la droite et la gauche » ? Et le 14 décembre 1940, suite à un discours d'Adolf Hitler, que « ses propos concernant le capital appart[enaient] aux meilleures traditions idéologiques du socialisme [et] constitu[aient] [59] le fondement d'une pensée nouvelle, d'un ordre européen rénové » ? Ou encore, le 4 janvier 1941 que « le choix entre fascisme et socialisme n'était plus l'unique alternative, [que] dans le tourbillon d'une évolution sans cesse plus rapide, les deux p[ouvaient] facilement converger et se recouper » ?

En outre, qui avait soumis à la censure les *Nouvelles Voies* (*Neue Wege*) du professeur de théologie de Zurich, Leonhard Ragaz — qui assénait régulièrement quelques vérités bien senties sur la pseudo

<sup>127</sup> L. Simeon, *Pollux, der Faustkämpfer. Antwort an einen Demagogen*, Bouchs, 1945.

<sup>128</sup> L. Simeon, *op. cit.*, pp. 17/18.

<sup>129</sup> On sait que, en 1944, en Allemagne, dans la perspective d'une défaite que les industriels, les généraux et Himmler commencent à sérieusement envisager, certains cartels, tel Krupp, seront reprivatisés afin de mieux résister au démantèlement que les vainqueurs ne manqueront pas d'exiger. C'est à cette époque que naît la légende selon laquelle Gustav von Bohlen und Halbach et d'autres magnats auraient été emprisonnés pour avoir tenté d'organiser des groupes de résistance contre Hitler.

neutralité de son pays —, et carrément fait interdire les publications critiques à l'égard du *Reich* tels le *Panorama bâlois* (*Baseler Rundschau*) et la revue politico-littéraire *Aujourd'hui et Demain* (*Heute und Morgen*), sinon les représentants de la social-démocratie qui siégeaient à la commission de presse et de la radiodiffusion du Conseil fédéral ? Pour Walter Bringolf, ténor du *SPS*, l'affaire était claire : il n'était pas question que par leurs polémiques, quelques journaloux de bas étage mettent en péril les négociations entre Berne et Berlin <sup>130</sup> ! Et de préciser : « Notre pragmatisme nous faisait alors dire [que] si nous parvenions] par nos livraisons [à l'Allemagne] à nous en tirer sans intervention militaire, sans guerre, il nous fallait] bien en tant que pays du milieu de l'Europe [...] avaler cette pilule amère » <sup>131</sup>.

S'estimant trahies par la direction du Parti, les Jeunesses Socialistes organiseront une violente campagne de protestation qui se soldera le 11 février 1940 par leur exclusion. De son côté, le socialiste Hugo Kramer donnera sa démission de son poste de rédacteur en chef de la *Voix du peuple* (*Volksstimme*) qu'il occupait depuis 1926 ; dans son dernier éditorial, [60] en date du 8 juin 1940, il expliquera : « La nouvelle ligne du Parti social-démocrate de Suisse, en s'éloignant de plus en plus du socialisme, me rend impossible de continuer à concilier mes obligations rédactionnelles avec mes convictions personnelles [...]. C'est pourquoi je juge préférable de me retirer afin de pouvoir servir librement et ailleurs la cause du socialisme. »

Pendant ce temps, la plupart des responsables social-démocrates allemands réfugiés en Suisse (Artur Crispian, Wilhelm Dittmann <sup>132</sup>, Wilhelm Hoegner <sup>133</sup>, et l'ancien président du Conseil régional de Prusse, Otto Braun <sup>134</sup>) se cantonnaient prudemment dans le laisser-faire. Soucieux avant tout de ne pas indisposer le Conseil fédéral, ils ne prendront aucune initiative. Considérés comme ayant une conduite

<sup>130</sup> Cf. W. Bringolf, *Mein Leben*, *op. cit.*, p. 266.

<sup>131</sup> *Ibid.*, p. 254.

<sup>132</sup> Cf. note 53.

<sup>133</sup> Cf. p. 28 *sq.* ; Le 28 mai 1945, Hoegner sera nommé président du Conseil régional de Bavière par les Américains, avec pour ministre de l'Économie le futur chancelier Ludwig Erhard.

<sup>134</sup> Voir note 54.

correcte (« *anständig* »), ils couleront des jours paisibles, attendant que la situation se normalise <sup>135</sup>.

Ce ne fut par contre pas le cas pour l'ancien député *SPD* au *Reichstag* Valentin Bauer, l'ancien dirigeant syndical *ADGB* francfortois Paul Muller, ou encore leur camarade Karl Tesch, réfugié à Saint-Gall et acharné depuis 1933 à dénoncer la barbarie du troisième *Reich* et la frilosité de son parti à former un front antifasciste. Internés eux aussi à Malvaglia et Gordola, ils ne cessèrent jamais de soutenir l'idée que, puisque « la cause principale de la défaite du mouvement ouvrier allemand résidait dans sa division, la condition première pour abattre Hitler était le rassemblement de tous ceux qui lui étaient opposés » <sup>136</sup>. De cette volonté d'unité d'action émanera le « Comité Allemagne libre » en Suisse.

[61]

## F. Les journaux antifascistes

[Retour à la table des matières](#)

Depuis la déclaration de guerre et les décrets frappant le Parti communiste helvétique dont l'aide avait été prépondérante pour sa publication, la *Voix sud-allemande du peuple* (*Süddeutsche Volksstimme*) ne paraissait plus. En novembre 1941, alors que la bataille de Moscou était en passe de tourner au vinaigre pour la *Wehrmacht*, elle revit le jour avec un numéro de 36 pages qui, diffusé en Allemagne du Sud, insistait sur l'amplitude qu'allait prendre inexorablement la résistance internationale à la barbarie nazie et sur les terribles conséquences qu'aurait une défaite inéluctable pour un peuple coupable de tant de crimes ; ce n'est qu'en se débarrassant par elle-même de Hitler que l'Allemagne retrouverait grâce aux yeux du monde. Imprimé sur une page détachable afin de pouvoir circuler de la main à la main, un article expliquait : « C'est avec angoisse que vous vous

<sup>135</sup> Une telle attitude n'est pas sans évoquer *La Nuit italienne* d'Ödön von Horváth. Cf. également, T. Feral, « Lumières sur la *Nuit italienne* d'Ödön von Horváth », in *La Mémoire féconde*, Paris, 2003, pp. 13-41.

<sup>136</sup> Cf. P. Müller, « Licht und Schatten der politischen Emigration », in *Unterwegs zur sozialistischen Demokratie*, Francfort/Main, s.d.

préparez à affronter cet hiver qui va encore aggraver vos souffrances. La volonté d'une bande de criminels, qui actuellement porte toujours le nom de gouvernement du peuple allemand, est de transformer la terre entière en un gigantesque charnier [...]. Vos maris, vos frères, vos pères, vos fils ne versent leur sang que parce qu'une poignée de bandits fascistes de la pire espèce au service du grand capital l'ont décidé [...]. La propagande fasciste vous dissimule que l'occupation provisoire par l'Allemagne du territoire russe s'est faite au prix d'effroyables sacrifices en vies humaines. Pourquoi les nazis passent-ils sous silence les pertes énormes sur le front de l'Est, pourquoi n'avez-vous pas droit à la vérité ? [...] Tournez vos regards vers les pays occupés par les fascistes, là où les populations opprimées mènent un combat héroïque afin [62] de retrouver la liberté [...]. Mobilisez-vous et suivez l'exemple de vos frères des pays occupés [...]. La guerre sera rendue impossible si vous avez la volonté de vous mettre au service de la paix. Malgré tous les pièges et traquenards de la *Gestapo*, malgré la terreur que font régner ces scélérats, vous avez des moyens et des possibilités d'action qui vous permettent de contribuer à abrégé la guerre et d'abattre le régime fasciste ! »

Briser le mythe de l'invincibilité du Führer <sup>137</sup>, telle fut la tâche que se fixa à partir de début 1941 le mensuel *L'Allemand (Der Deutsche)*. Publié à un millier d'exemplaires dans le format DIN A 4 par les sections communistes clandestines de Zurich et de Bâle en liaison avec les internés de Malvaglia/Gordola, il était proposé par vente militante aux 130 000 membres de la colonie allemande en Suisse, mais également systématiquement adressé par le biais de la Centrale sanitaire helvétique aux curistes du *Reich* en séjour à Davos et Saint-Moritz.

À la mi-août 1941 parut sur sept pages, toujours en format DIN A 4, le premier numéro des *Nouvelles allemandes (Deutsche Nachrichten)* dont le but était de donner des renseignements de

<sup>137</sup> Après avoir acquis la réputation de s'imposer « sans effusion de sang » (*General Unblutig* = Rhénanie, Autriche, Tchécoslovaquie), Hitler bénéficiait désormais de celle de vaincre à la « vitesse de l'éclair » (*Blitzfeldzüge* = Pologne, Danemark, Norvège, Pays-Bas, Luxembourg et Belgique, France, Yougoslavie, Grèce), ce qui lui assurait l'adhésion enthousiaste de la quasi-totalité de la société allemande (cf. N. Frei, *Der Führerstaat*, Munich, 1987, pp. 132-139).

première main sur les conditions réelles d'existence du peuple allemand et des populations sous domination allemande. Y étaient notamment reproduites des lettres clandestines en provenance de villages ou de villes du *Reich* faisant le point sur les pertes subies sur le front, les arrestations par la *Gestapo*, la misère matérielle croissante. Un article relatait les massacres des Juifs de l'Est... Le numéro 2, publié six semaines plus tard, consistait essentiellement en des appels à la désertion et au sabotage : « Chaque [63] vilebrequin, chaque cylindre, chaque canon, bombe ou grenade en moins abrège la guerre et réduit le nombre des victimes. » La dernière page dénonçait l'officialisation fin septembre 1941 par le Maréchal Keitel du Code Stülpnagel d'exécution de patriotes et d'otages dans les territoires occupés <sup>138</sup> : « Dans tous les cas de révolte contre les autorités allemandes d'occupation [...], il faut partir du point de vue qu'il s'agit d'une rébellion d'origine communiste [...]. Prendre immédiatement les mesures les plus décisives pour affermir l'autorité des pouvoirs d'occupation et prévenir l'expansion du mouvement. Il faut avoir en vue que la vie humaine dans les pays intéressés n'a aucune valeur dans la majorité des cas et qu'un effet de terreur ne peut être obtenu qu'à l'aide de mesures exceptionnellement cruelles » <sup>139</sup>.

Bien que le sol de leur pays ait brûlé sous leurs pieds et qu'ils aient à tout instant risqué leur tête, d'audacieux militants n'hésiteront pas à franchir la frontière helvétique pour livrer la précieuse « littérature » dans une Allemagne totalement aseptisée par les services de Goebbels et où l'ivresse chauviniste, habilement manipulée par une propagande omniprésente, excluait globalement toute clairvoyance de la situation.

L'obsession, à vrai dire, était ailleurs : c'était le bolchevisme dont on avait persuadé les Allemands qu'il constituait le ferment de la liquidation définitive de la civilisation <sup>140</sup>. À moins d'accepter cette

<sup>138</sup> Cf. W. Michalka, *Dos Dritte Reich*, Munich, 1985, pp. 344-345. Le général Otto von Stülpnagel fut commandant en chef des troupes d'occupation en France du 25 octobre 1940 au 31 janvier 1942. Son successeur fut son cousin, le général Karl Heinrich von Stülpnagel, qui participera à la conjuration du 20 juillet 1944 contre Hitler.

<sup>139</sup> Cit. in A. Ouzoulias, *Les Bataillons de la jeunesse*, Paris, 1967.

<sup>140</sup> Il suffit de relire les romans et feuilletons ou de revoir les actualités et films de l'époque pour comprendre dans quelle psychose le régime nazi faisait baigner le peuple allemand.

vision apocalyptique suggérée par Hitler dans *Mein Kampf* que « la planète recommence à parcourir l'éther » et qu'il n'y ait « plus d'hommes à sa surface » <sup>141</sup>, tout était justifiable pour empêcher que se propage cette doctrine qui « entraînerait la fin de tout ordre [64] humainement concevable » <sup>142</sup> : les camps, les meurtres de masse, les déportations, la guerre totale. Extirper le germe de cette « lèpre » <sup>143</sup> — derrière laquelle se profilait constamment, ne l'oublions pas, l'image de la « conjuration juive pour la domination du monde » (*jüdische Weltverschwörung zur Eroberung der Welt*) <sup>144</sup> — relevait d'une croisade sacrée.

En Suisse, le relais le plus virulent de la psychose antibolcheviste était l'« Entente contre la III<sup>e</sup> Internationale » qui, après la dissolution de celle-ci par Staline en 1943, fut rebaptisée tout simplement « Ligue Aubert », du nom de son fondateur, l'avocat genevois Théodore Aubert. Déjà en 1918, afin de briser la grève nationale lancée par les syndicats — perçue par les milieux conservateurs « comme le signe avant-coureur de l'éclatement de la Confédération » <sup>145</sup> —, Aubert avait mis sur pied des milices anti-ouvrières. Devenu national-socialiste, intimement lié aux représentants du *Reich* en Suisse, Otto Köcher et Sigismund von Bibra, exerçant grâce au réseau de sa « Ligue » une énorme influence sur la presse et la radiodiffusion, il était particulièrement vigilant à ce que *L'Observateur raciste* (*Völkischer Beobachter*) et autres publications nazies, ainsi que les actualités cinématographiques de l'UFA (*Wochenschau*), bénéficient d'une large audience sur le territoire helvétique.

<sup>141</sup> A. Hitler, *Mein Kampf* (*Mon Combat*), trad. J. Gaudefroy-Demombynes et A. Calmettes, Paris, 1934, p. 71.

<sup>142</sup> *Ibid.*

<sup>143</sup> *Ibid.*, p. 175.

<sup>144</sup> Voir par exemple le chapitre « Le Bolchevisme comme action d'une race étrangère » (*Der Bolschewismus als Aktion einer fremden Rasse*) in Alfred Rosenberg, *Gestaltung der Idee*, Munich, 1940, pp. 364 *sq.*, ou encore *Les Juifs derrière Staline* (*Juden hinter Stalin*) de R. Kommos au Nibelungen-Verlag. On se reportera également aux nombreuses affiches reproduites dans *Kunst im Dritten Reich. Dokumente der Unterwerfung*, Frankfurter Kunstverein, 1975, pp. 211 *sq.*, sur lesquelles les Soviétiques sont toujours présentés comme étant au service du « complot juif ».

<sup>145</sup> P. Milza, *Les Fascismes*, *op. cit.*, p. 313.



Lourde tâche donc, mais nécessité objective, que celle que se fixèrent en juin 1941 les antifascistes en Suisse pour contrecarrer un viol psychique dont l'impact sur la population était loin d'être négligeable. De fait, comme le rappelait à juste titre l'historien montpelliérain Roger Bourderon dans un essai paru en 1979 <sup>146</sup>, « le déchaînement de l'irrationnel [est] propre à réveiller les instincts et les terreurs les plus [65] primitifs ». Le martelage médiatique de la Ligue Aubert visait à persuader les foules helvétiques que l'Occident était perdu si le *Reich* ne triomphait pas du bolchevisme, incarnation par excellence d'une putréfaction irréversible orchestrée par la « Juiverie internationale » (*Weltjudentum*); d'où l'impératif de soutenir massivement le *Führer* dans sa tâche d'assainissement, tant sur le plan intérieur en adhérant à la politique gouvernementale vis-à-vis des exilés, que sur le plan extérieur en contribuant à fournir au *Reich* les moyens matériels de sa victoire. Avec à la clef pour les milieux d'affaires un triple intérêt : engranger des profits, mais aussi se débarrasser définitivement de la subversion marxiste et intensifier l'exploitation des classes laborieuses. Décortiquer auprès des citoyens suisses les tenants et aboutissants de cette propagande antibolchevique, leur révéler la réelle signification et l'imposture d'une telle manipulation, était une tâche prioritaire.

C'est ainsi que naquit, sous la coordination du Parti communiste helvétique clandestin, le bimensuel *Informations Russes (Russische Informationen)* <sup>147</sup>. Rédigé par des journalistes de talent qui avaient précédemment officié à l'*Inprekorr* et à la *Rundschau* <sup>148</sup>, le journal, publié et diffusé illégalement, contenait des articles de haute tenue — toutefois de teneur stalinienne — sur les réalités économiques et culturelles soviétiques, mais surtout — et c'est là que résida son intérêt essentiel — des révélations précises sur le déroulement de la guerre, la sauvagerie des méthodes mises en œuvre par les nazis, les conditions

<sup>146</sup> R. Bourderon, *Le Fascisme, idéologie et pratique. Essai d'analyse comparée*, Paris, 1979, p. 146.

<sup>147</sup> . IML-ZPA de Berlin-Est, S/240/1/17.

<sup>148</sup> Abréviation de *Internationale Presse-Korrespondenz* : bulletin de presse publié en plusieurs langues à partir de septembre 1921 sous l'égide du *Komintern*. Remplacé en juin 1932, en raison de la situation politique en Allemagne, par la *Rundschau über Politik, Wirtschaft und Arbeiterbewegung* éditée à Bâle jusqu'à son interdiction par les autorités helvétiques en 1939.

de captivité en URSS des prisonniers de guerre allemands dans le respect des conventions de Genève, <sup>149</sup> et ce malgré les innombrables destructions de village et massacres perpétrés par les *Einsatzgruppen* [66] et certaines unités de la *Wehrmacht* <sup>150</sup>. Dans une certaine mesure, les *Informations Russes* contribuèrent à faire admettre l'idée que l'URSS était une composante indispensable du front antihitlérien et non, comme une horrible affiche de 1943 tentait de l'accréditer, ce simiesque monstre, « Golem » ressuscité, lacérant l'Europe de ses griffes avant de l'engloutir <sup>151</sup>.

Pour conclure sur ce point, qu'il soit permis de signaler cette touchante convergence historique : alors même que, à l'annonce de l'attaque de l'Union soviétique, les antifascistes de Suisse créaient les *Informations Russes*, le réalisateur du *Dictateur* (1940), Charles Spencer Chaplin — né le 16 avril 1889, soit quatre jours avant Hitler,

<sup>149</sup> Ceci ne signifie évidemment pas que de nombreuses exactions n'aient pas été perpétrées à l'égard des prisonniers allemands comme l'a montré une commission d'enquête dans les années 1970, mais très vite la ligne officielle des dirigeants soviétiques fut de les rallier au maximum à la lutte contre le nazisme et d'en faire des communistes dans la perspective de l'après-guerre, d'où effectivement un traitement *généralement* conforme aux conventions de Genève, du moins pour ceux qui acceptaient de jouer le jeu. On trouvera à ce sujet de précieuses indications in G. R. Ueberschär *et al.*, *Dos Nationalkomitee « Freies Deutschland » und der Bund Deutscher Offiziere*, Francfort/ Main, 1996, notamment pp. 141-160 (importantes références bibliographiques), 225-238 et 251-263.

<sup>150</sup> Voir à ce propos *Vernichtungskrieg – Verbrechen der Wehrmacht 1941 bis 1944*, catalogue de l'exposition du même nom, Hambourg, 1996, ainsi que : R.-D. Müller et G. R. Ueberschär, *Hitlers Krieg im Osten*, Darmstadt, 2000 ; C. Streit, *Keine Kameraden. Die Wehrmacht und die sowjetischen Kriegsgefangenen*, Stuttgart, 1978 ; A. Dallin, *La Russie sous la botte nazie*, Paris, 1970.

<sup>151</sup> Voir illustration de couverture. Selon une légende pragoise remontant à la fin du XVI<sup>e</sup> siècle, le Golan aurait été un monstre d'argile auquel le rabbin Löw aurait insufflé la vie par une formule cabalistique et qui aurait semé la terreur et la désolation sur son passage (cf. E. E. Kisch, « Réveiller le Golem », in *Histoires des sept ghettos*, Presses universitaires de Grenoble, 1992, pp. 153-166). Popularisée en Autriche et en Allemagne (*Der Golem*) par l'écrivain fantastique Gustav Meyrink (trad. fr. Stock, 1969) et par deux films (1914 et 1920) de Facteur et réalisateur Paul Wegener (qui se mettra au service du troisième Reich), cette histoire sur les pouvoirs magiques et maléfiques des Juifs contribuera à alimenter les fantasmes antisémites.



et qui, en 1952, s'établira à Vevey sur le lac Léman pour fuir le Maccarthysme —, lançait à New York un appel radiodiffusé en faveur d'un soutien immédiat à l'Armée rouge : « Sur les champs de bataille de Russie, la démocratie survivra ou mourra. Le destin des nations alliées est dans les mains des communistes. Si la Russie est vaincue, le continent asiatique passera sous la domination des nazis... Nous ne pouvons risquer de perdre la Russie, ultime ligne de défense de la démocratie » <sup>152</sup>.

## G. Le tournant

[Retour à la table des matières](#)

L'offensive soviétique lancée le 19 novembre 1942 se solde le 2 février 1943 par la cuisante défaite des troupes allemandes à Stalingrad et un sinistre bilan de 146 000 morts et 90 000 prisonniers, parmi lesquels vingt-quatre généraux. Le 18 février, au Palais des sports de Berlin, Goebbels fait [67] approuver la « guerre totale » (*Totaler Krieg*) lors d'un simulacre de plébiscite public qui ne sert en réalité qu'à faire entériner par la « Communauté raciale populaire » (*Volk*) des décisions déjà prises par Hitler le 13 janvier (décret sur la mobilisation totale) et instrumentalisées par Fritz Sauckel <sup>153</sup> à partir du 27. Ce qui, en clair, signifie pour la population allemande : intensification de la production de guerre, renforcement de l'exploitation par une augmentation du temps de travail <sup>154</sup>, détérioration de ses conditions d'existence, réquisition des femmes, des enfants, des vieillards, des invalides <sup>155</sup>, institution dans les zones occupées d'un service du travail obligatoire

<sup>152</sup> Cit. in *Charlie Chaplin*, livret d'accompagnement du DVD *Le Dictateur*, Paris, 2005, p. 14.

<sup>153</sup> 1894-1945, commissaire général à la main-d'œuvre et à la planification de la production de guerre ; condamné à mort par le Tribunal de Nuremberg ; cf. à son propos le chapitre « L'exploitation économique des territoires occupés », in J.-M. Argelès et G. Badia, *Histoire de l'Allemagne contemporaine*, vol. I, Messidor/Éditions sociales, 1987, pp. 475-489, ainsi que les documents présentés par W. Michalka, *Das Dritte Reich*, *op. cit.*, pp. 290-302.

<sup>154</sup> Voir documents reproduits par W. Michalka, *op. cit.*, pp. 315-316.

<sup>155</sup> *Ibid.*, pp. 317-319.

(STO) <sup>156</sup>, « destruction par le labeur » (*Vernichtung durch Arbeit*) de la main-d'œuvre concentrationnaire <sup>157</sup>. En outre, face à l'opposition grandissante en Allemagne même <sup>158</sup> et dans les pays occupés <sup>159</sup>, la terreur est portée à son comble.

Mais loin de s'insurger contre cette situation terrible, le grand capital helvétique y voit, lui, l'occasion de maximaliser ses taux de production et ses profits. Pour F. Iselin, président-directeur général de l'*IG-Chemie*, mais également des *Nouvelles de Bâle* (*Basler Nachrichten*) — comme pour le millier de fournisseurs suisses du *Reich* couchés sur la liste noire des alliés —, le pire des scénarios envisageables serait une cessation des livraisons aux forces de l'Axe <sup>160</sup> ! Certes le Conseil fédéral ne l'envisage nullement, mais qu'en serait-il sous la pression populaire ? C'est pourquoi il convient de soigneusement masquer la vérité aux citoyens de la Confédération : « C'est en m'appuyant sur ma propre expérience, relatera J.R. von Salis qui officiait alors à la radio suisse, que je puis affirmer [...] qu'il [était] totalement exclu de critiquer ouvertement la politique de Hitler et de Mussolini, de mentionner [68] les atrocités du régime hitlérien ou même les erreurs stratégiques du commandement allemand » <sup>161</sup>. Et le professeur Cari Ludwig de compléter : « Durant cette période, les services de contrôle de la presse étaient extrêmement soucieux d'étouffer autant que possible toute information concernant le génocide des Juifs qui se déroulait à l'Est. C'est ainsi que le 2 juin 1943 fut transmise la directive suivante : „

<sup>156</sup> Concernant la France, il règne souvent une certaine confusion entre la « Légion des volontaires contre le bolchevisme » (LVF) créée en juillet 1941, qui relève de la collaboration militaire, la « relève », sinistre traite que la propagande de Vichy s'efforce de faire accepter à partir de septembre 1942 et qui échange un prisonnier de guerre contre trois ouvriers, et le STO, c'est-à-dire, à partir de février 1943, l'envoi sous la contrainte de main-d'œuvre en Allemagne. Du fait que dès sa création la « relève » se heurte à l'hostilité des travailleurs, le gouvernement Pétain en fait en novembre/décembre 1942 une obligation qui est officialisée deux mois plus tard sous le nom de STO.

<sup>157</sup> Cf. documents reproduits par W. Michalka, *Das Dritte Reich, op. cit.*, pp. 292 sq., 303 sq., 307.

<sup>158</sup> *Ibid.*, pp. 304 sq., 352 sq. ; voir également T. Feral, *Justice et nazisme*, Paris, 1997, pp. 78-83.

<sup>159</sup> Cf. W. Michalka, *Das Dritte Reich, op. cit.*, p. 351.

<sup>160</sup> Voir G. Baumann, *Atlantikpakt der Konzerne*, Berlin, 1952, p. 106.

<sup>161</sup> J. R. von Salis, *Schwierige Schweiz*, Zurich, 1968, p. 314.

Récemment ont été publiés divers articles sur le traitement réservé aux Juifs et au clergé en Pologne sans indication précise des sources. Pour évident qu'il soit que notre conscience s'émeuve en regard de tout traitement inhumain, il n'en est pas moins de notre devoir de scrupuleusement respecter le règlement [selon lequel] les rumeurs et la propagande en provenance de l'étranger doivent être étouffées". Dans la foulée, le département de presse et de radiodiffusion interdit [...] la reprise de la nouvelle de l'exécution de 70 000 Juifs à Kiev qui avait été annoncée par le *News Chronique* » <sup>162</sup>.

Discréditée dans les sphères officielles en tant que « pure diffamation à but de propagande » (*Greuelpropaganda*), l'effrayante matérialité de la *Shoah* fut — dans la mesure du possible — dénoncée par certains ecclésiastiques (Paul Vogt, Ernst Huber) et intellectuels (professeur Oskar Farner) : « Nous étions au courant » (« *Wir wußten Bescheid* »), insistera Alfred Häsler <sup>163</sup>. Et pourtant, malgré de nombreuses lettres au Conseil fédéral exhortant à plus d'humanité envers les fugitifs juifs qui se présentaient à la frontière — signées entre autres du médecin de Bâle Eduard Koechlin et du pasteur zurichois Gerber <sup>164</sup> —, plus de 100 000 malheureux furent placidement refoulés par la police de Rothmund <sup>165</sup>.

[69]

Deux semaines après le débarquement anglo-américain en Sicile (10 juillet 1943), Mussolini est destitué par le roi Victor-Emmanuel III (25 juillet) auquel le Grand Conseil fasciste a demandé la veille « d'assumer seul toutes les initiatives suprêmes de décision » <sup>166</sup>. Le *Duce* est assigné à résidence dans un hôtel du Gran Sasso dans les Abruzzes. À la capitulation italienne (8 septembre), Hitler annexe le Sud-Tyrol (Trentin, province de Bolzano) et fait libérer « son frère d'armes » (« *Waffenbruder* ») par un commando aéroporté (Opération « *Eiche* »,

<sup>162</sup> C. Ludwig, *Die Flüchtlingspolitik...*, *op. cit.*, p. 247.

<sup>163</sup> A. Häsler, *Das Boot ist voll*, *op. cit.*, pp. 205-210.

<sup>164</sup> Cf. *Der Aufbau*, hebdomadaire zurichois publié par le pasteur Gerber, 1<sup>er</sup> janvier 1943 et 6 août 1943.

<sup>165</sup> Estimation du conseiller cantonal de Zurich Hürsch publiée dans *Der Aufbau* du 14 septembre 1945.

<sup>166</sup> P. Milza, *Les Fascismes*, *op. cit.*, pp. 382-383.

12 septembre) <sup>167</sup>, Mussolini établit alors en Italie du Nord occupée par les troupes allemandes le régime de Salo (sur les rives du lac de Garde) qui s'aligne sur l'État national-socialiste. Traqués par les squadristes et les SS, Juifs et antifascistes italiens n'ont d'autre recours que de tourner leur regard vers la Suisse. Mais là encore la réponse du gouvernement de Berne est inflexible : « Tout étranger en provenance d'Italie qui franchira illégalement la frontière helvétique sera immédiatement refoulé ». Sur les 21 800 personnes qui parviendront effectivement à se réfugier en Suisse, la grande majorité fut extradée ; les plus chanceux, quelques centaines, furent internés <sup>168</sup>.

En vérité, les seuls exilés italiens à l'égard desquels la Confédération fit preuve de générosité furent ceux qui disposaient depuis longtemps dans ses banques de confortables comptes bancaires et dépôts de valeurs. Ils avaient pour nom Guiuseppe Bastianini — ex-sous-secrétaire aux Affaires étrangères —, Dino Alfieri — ex-ministre de la Presse et de la Propagande puis ambassadeur à Berlin —, Edda Ciano — fille du *Duce* et veuve du ministre des Affaires étrangères, le comte Galeazzo Ciano <sup>169</sup>—. Représentants de la tendance du Parti fasciste favorable à la restauration de la monarchie, ils [70] redoutaient désormais d'être, à l'instar de Ciano, exécutés en tant que « conspirateurs » <sup>170</sup> par le PFR de Pavolini <sup>171</sup>, qui œuvrait en étroite

<sup>167</sup> Contrairement à une croyance très répandue, ce commando ne fut pas dirigé par le capitaine SS Otto Skorzeny mais par le commandant Mors du 1<sup>er</sup> bataillon du 7<sup>e</sup> régiment parachutiste, sous la responsabilité du général Student en charge du XI<sup>e</sup> corps aéroporté. Skorzeny, qui était certes présent lors de l'opération, eut simplement l'intelligence de se placer au premier rang sur les photographies effectuées par les services de propagande, ce qui lui vaudra sa réputation de héros.

<sup>168</sup> Cf. C. Ludwig, *Die Flüchtlingspolitik...*, *op. cit.*, pp. 262, 264, 265.

<sup>169</sup> Pour de plus amples précisions, voir L. Salvatorelli et G. Mira, *Storia d'Italia nel periodo fascista*, Turin, 1964, chap. 15. À noter que Mussolini lui-même et sa maîtresse, Clara Petacci, tenteront eux aussi de passer en Suisse le 27 avril 1945. Reconnus et arrêtés par des résistants, ils seront liquidés le lendemain.

<sup>170</sup> Cf. C. Bloch, *Le III<sup>e</sup> Reich et le monde*, *op. cit.*, pp. 474-475.

<sup>171</sup> *Partito Fascista Repubblicano*, nouveau parti fasciste italien créé par Mussolini en septembre 43 à l'instauration du régime de Saló (250 000 membres) adoptera les méthodes de la SS pour lutter contre la résistance et les « traîtres au *Duce* ».

collaboration avec les troupes du général SS Karl Wolff <sup>172</sup>, mais aussi en tant que fascistes par la *Resistenza*.

« À l'époque du grand débat sur le sort à réserver aux exilés, s'indignera le pasteur Gerber <sup>173</sup>, le Conseiller fédéral von Steiger avait, pour justifier les extraditions, fait valoir sans plus de précisions qu'il fallait tenir compte du fait que, avec le temps, des réfugiés indésirables pourraient venir frapper à notre porte. Il semble bien que ce soit maintenant le cas. Depuis peu, la comtesse Edda Ciano et l'ancien ministre Alfieri bénéficient chez nous du droit d'asile. On les traite tout autrement que les indésirables". Pour ces gens-là, il n'est pas question de camps de regroupement. On ne les sépare pas de leurs enfants. Ils dorment dans des lits moelleux et jouissent, sans qu'on y trouve à redire, de logements privés. »

Une indignation plus que légitime si l'on considère que, dans la même période, une circulaire du 22 septembre 1943 signée du responsable à la direction des camps d'internement, Otto Zaugg, venait de durcir les conditions de détention des Juifs et des internés politiques, stipulant même de se débarrasser immédiatement des fortes têtes ou de ceux qui chercheraient à s'évader en les livrant sans transiger (*unweigerlich*) à la police allemande des frontières <sup>174</sup> !

<sup>172</sup> Ancien des corps francs, adhésion à la NSDAP et à la SS en 1931. Aide de camp de Himmler, puis général ; pratiquement l'égal de Heydrich dans la hiérarchie SS. Commandant de la *Wehrmacht* et de la police allemande sous la République de Saló.

<sup>173</sup> *Der Aufbau*, op. cit., 28 janvier 1944.

<sup>174</sup> Document IML-ZPA de Berlin-Est, IV 2/4/6.

[71]

## SUISSE ET NAZISME

## Chapitre 3

### AU BOUT DU TUNNEL (Juillet 1943 – Décembre 1945)

#### A. Le « Comité national Allemagne libre » <sup>175</sup>

[Retour à la table des matières](#)

Les 12 et 13 juillet 1943, à l'initiative du Comité central du Parti communiste allemand en exil — et donc sous l'égide du PCUS —, fut constitué à Krasnogorsk près de Moscou le « Comité national Allemagne libre » (*Nationalkomitee Frètes Deutschland = NKFD*). Regroupant des responsables politiques (W. Ulbricht, W. Pieck, W. Florin) et des syndicalistes (A. Ackermann, G. Sobottka), des intellectuels (J.R. Becher, W. Bredel, T. Plievier, G. von Wangenheim, F. Wolf), ainsi que des prisonniers de guerre — du simple soldat (pour la plupart des survivants de Stalingrad) à l'officier supérieur (entre autres le maréchal Friedrich Paulus et le général Walther von Seydlitz-Kurzbach <sup>176</sup>) —, le projet [72] consistait à forger les bases d'une

<sup>175</sup> Voir à ce sujet la remarquable documentation publiée sous la direction de G. R. Ueberschär, *Das Nationalkomitee « Freies Deutschland » und der Bund deutscher Offiziere*, op. cit. ; cf. aussi les souvenirs de H. Millier, *Kampftage in Berlin*, Berlin, 1973, ainsi que le roman de D. Lattmann, *Die Brüder*, Francfort/Main, 1988.

<sup>176</sup> Il présidera à partir du 12 septembre 1943 la « Ligue des Officiers allemands » (*Bund Deutscher Offiziere - BDO*) dont on espérait que la notoriété de ses membres (95 officiers) provoquerait des désertions massives, ce qui ne

« Allemagne nouvelle, libre et démocratique » en fédérant toutes les forces opposées au nazisme, sans considération d'appartenance idéologique (y participeront certes les communistes, mais aussi des social-démocrates et autres socialistes, des représentants des partis « bourgeois » de la coalition weimarienne <sup>177</sup> et de l'« Église confessante » <sup>178</sup>, des sans-parti) ou de parcours antérieur (militaires de carrière, agents des collectivités publiques et locales, cadres, employés et travailleurs ayant « suivi » [« *Mitläufer* »] Hitler <sup>179</sup>). Présidé par un triumvirat (le poète Erich Weinert <sup>180</sup>, le commandant Karl Hetz, le sous-lieutenant Heinrich von Einsiedel), le « Comité » disposera d'un hebdomadaire (*Freies Deutschland*) et surtout d'un studio de radio (« Émetteur Allemagne libre », dès le 20 juillet) dont l'influence à l'étranger fut considérable <sup>181</sup>. C'est du reste par ce canal qu'il diffusera

pourrait que favorablement influencer la politique de Moscou vis-à-vis de l'Allemagne vaincue.

<sup>177</sup> Voir note 187.

<sup>178</sup> Voir note 60.

<sup>179</sup> J.-M. Argelès et G. Badia précisent à cet égard (*Histoire de l'Allemagne contemporaine, op. cit.*, pp. 512-513) : « On pourra contester la sincérité de certaines de ces conversions. D'aucuns adhèrent probablement par calcul pour améliorer leurs conditions de vie, etc. Mais le risque étant grand (possibilités de représailles des hitlériens à l'égard des familles, nécessité de s'engager publiquement), on peut donc considérer la grande majorité de ces ralliements comme le résultat d'une réflexion idéologique et politique ». Par une loi promulguée le 1<sup>er</sup> octobre 1944, Hitler instituera la « *Sippenhaft* », c'est-à-dire que désormais « tous les membres de la famille d'un soldat ayant eu un comportement lâche au front ou étant passé à l'ennemi pou[vaient] être arrêtés et condamnés en lieu et place dudit soldat » (cf. W. Michalka, *Dos Dritte Reich, op. cit.*, p. 374). Dans son roman *Die Brüder* (cf. note 175) raconte de façon (pp. 123-124) très émouvante l'incarcération par la Gestapo d'une mère, Caroline Ristenpart, dont un des fils a rejoint le « Comité Allemagne Libre ».

<sup>180</sup> Né en 1890 à Magdebourg, mort en 1955 à Berlin-Est ; membre du PC ; émigré en France en 1933 ; au Congrès international des écrivains pour la défense de la culture de juin 1935 à Paris, démontre le rôle fondamental de la littérature d'émigration dans l'agitation contre le nazisme ; combattant des brigades internationales en Espagne ; interné à Saint-Cyprien en 1939 ; à sa libération, rejoint Moscou.

<sup>181</sup> Voir par exemple le témoignage d'Otto Niebergall in D. Schaul *et al*, *Résistance, op. cit.*, pp. 25-69. O. Niebergall présidera l'antenne française du « Comité » qui verra le jour fin septembre 1943 sous le nom de CALPO



dans le monde entier son « Manifeste à l'armée allemande et au peuple allemand » <sup>182</sup> :

[...] « *Les événements réclament de notre part, Allemands, des décisions immédiates. En cette heure de péril extrême pour l'existence et l'avenir de l'Allemagne a été constitué le Comité national Allemagne libre. Les membres du Comité sont des ouvriers et des écrivains, des soldats et des officiers, des syndicalistes et des politiciens, des hommes de toutes tendances politiques et philosophiques qui, il y a un an encore, n'auraient jamais pensé qu'un tel regroupement était possible. Le Comité national se fait l'expression des pensées et de la volonté de millions d'Allemands qui se trouvent sur le front ou sont au pays, et pour lesquels compte le destin de leur patrie. Le Comité national considère qu'il est de son devoir et de son droit en cette heure fatale de [73] parler au nom du peuple allemand avec clarté et sans ménagement, ainsi que l'exige la situation.*

### ***Hitler conduit l'Allemagne à l'abîme :***

*Au front :*

*Depuis sept mois, les défaites subies sont sans précédent dans l'histoire allemande : Stalingrad, Don, Caucase, Libye, Tunis. Hitler est responsable à part entière de ces défaites. Il est toujours à la tête de l'armée allemande et du Reich. Dispersées sur un front de plusieurs milliers de kilomètres, les armées allemandes sont très éloignées de*

(Comité Allemagne libre pour l'ouest) ; le bureau se composait des social-démocrates Karl Hoppe et Wilhelm Leo, du catholique W. Friedemann, du démocrate (cf. note 187) W. Tesch, ainsi que d'une dizaine de délégués militaires. Jusqu'à sa dissolution en août 1945, le CALPO publiera 109 tracts, 5 brochures, 63 numéros de la revue *Peuple et Patrie (Volk und Vaterland)*, 25 numéros à 200 000 exemplaires du mensuel *Notre Patrie (Unser Vaterland)*, ainsi qu'en zone Sud, à partir du 20 juillet 1944, la brochure *Liberté Allemande (Deutsche Freiheit)*. A la fin de la guerre, Otto Niebergall s'établira à Mayence en RFA et sera élu député au premier *Bundestag*. Sur le rôle joué par le CALPO, voir T. Feral, *Le Défi de la mémoire*, Mazet-St-Voy, 1991, pp. 79-112.

<sup>182</sup> Le « Manifeste » sera en outre largué sur le front de l'Est à pratiquement 16 millions d'exemplaires par l'aviation soviétique.



*leurs bases, elles s'appuient sur des alliés dont la combativité et la fidélité furent d'entrée de jeu plus que contestables, et elles se trouvent exposées aux coups de boutoir d'une coalition toujours plus puissante. Les armées anglaises et américaines sont aux portes de l'Europe. Bientôt il faudra que l'Allemagne se garde de toutes parts. L'armée allemande affaiblie, encerclée toujours plus étroitement par un ennemi très supérieur, ne pourra pas résister. Le jour de la débâcle approche.*

*Au pays :*

*L'Allemagne elle-même est devenue aujourd'hui un champ de bataille ; les villes, les centres industriels, les chantiers navals sont détruits en proportion sans cesse croissante ; nos mères, nos femmes, nos enfants ont tout perdu ; la paysannerie indépendante est dépouillée de ses droits ; la mobilisation totale ruine l'artisan et le commerçant et prive la population laborieuse de ses dernières forces saines. Depuis des années, Hitler a préparé cette guerre de conquête sans tenir compte de la volonté du peuple. Hitler a [74] isolé l'Allemagne politiquement ; il a provoqué sans scrupule les trois grandes puissances mondiales et les a unies en un combat inexorable contre la domination hitlérienne. Il a transformé l'Europe en ennemie du peuple allemand et souillé l'honneur du peuple allemand. Il est responsable de la haine que l'on voue aujourd'hui à l'Allemagne.*

*Aucun ennemi extérieur ne nous a jamais précipités aussi profondément dans le malheur que Hitler.*

*Les faits le prouvent : la guerre est perdue [...]. Poursuivre cette guerre désespérée signifierait la fin de notre nation.*

***Mais l'Allemagne ne doit pas mourir ! Il en va aujourd'hui de l'existence ou de la disparition de notre patrie.***

*Si le peuple allemand continue à se laisser mener à sa ruine sans résistance, non seulement il s'affaiblira un plus à chaque jour que durera la guerre, mais en plus il accroîtra sa faute ; et Hitler ne sera abattu que par les armes de la coalition, ce qui signifiera la fin de notre*

*indépendance nationale, la fin de notre État, le morcellement de notre patrie ; et nous ne pourrons qu'en faire grief qu'à nous-mêmes.*

*Si toutefois le peuple allemand se ressaisit à temps et fait la preuve par ses actes qu'il est décidé à être un peuple libre et qu'il est déterminé à libérer l'Allemagne du joug de Hitler, alors il pourra prétendre à décider par lui-même de son avenir et à faire entendre sa voix dans le monde. Voilà l'unique solution pour sauver l'existence, la liberté et l'honneur de la nation allemande.*

[75]

*Le peuple allemand a besoin de la paix et la veut immédiatement ; mais personne ne conclura la paix avec Hitler ; personne ne saurait traiter avec lui ; c'est pourquoi la constitution d'un authentique gouvernement allemand est une tâche primordiale pour notre peuple ; lui seul aura la confiance du peuple et de ses anciens ennemis ; lui seul sera à même de ramener la paix.*

*Un tel gouvernement devra être fort et disposer des moyens nécessaires pour neutraliser les ennemis du peuple, c'est-à-dire Hitler, ses bienfaiteurs et ses protégés, pour mettre un terme à la terreur et à la corruption, pour créer un ordre stable et représenter dignement l'Allemagne à l'étranger. Un tel gouvernement ne pourra être que l'émanation du combat mené par les couches populaires pour la liberté et devra s'appuyer sur les unités combattantes qui se seront regroupées pour abattre Hitler ; c'est dire le rôle décisif qu'auront à jouer les forces militaires fidèles au peuple et à la patrie. Un tel gouvernement devra immédiatement en finir avec la guerre, ramener les troupes allemandes aux frontières du Reich et faire les démarches en vue de la paix en renonçant à tous les territoires conquis. C'est ainsi qu'il parviendra à obtenir la paix et à redonner à l'Allemagne sa place dans la communauté des peuples libres à disposer d'eux-mêmes. Ce n'est qu'un tel gouvernement qui parviendra à créer les conditions pour le peuple allemand d'affirmer sa volonté nationale dans la paix et en toute liberté, et d'assumer sa souveraineté nationale.*

***Notre but, c'est donc : l'Allemagne libre.***

*Ce qui veut dire :*

[76]

*Un État démocratique et fort, sans rien de commun avec la faiblesse du régime de Weimar, une démocratie qui étouffera sans hésitation la moindre tentative de renouveau d'une conjuration dirigée contre le droit des peuples et contre la paix en Europe,*

*L'abolition définitive de toutes les lois xénophobes et raciales, de toutes les institutions hitlériennes à même de corrompre notre peuple.*

*La suppression de toutes les lois et contraintes de l'époque hitlérienne susceptibles de constituer une menace pour la liberté et la dignité humaine.*

*La réhabilitation et l'extension des droits politiques et des conquêtes sociales des travailleurs, la liberté d'expression, de la presse, d'organisation, d'opinion et du culte.*

*La liberté économique et commerciale ; la garantie du droit au travail et à la propriété légalement acquise ; la restitution à leurs propriétaires des biens dérobés par les dirigeants nationaux-socialistes ; la confiscation des fortunes des criminels et profiteurs de guerre ; des échanges commerciaux avec les autres pays comme base du bien-être national.*

*La libération et le dédommagement immédiat de toutes les victimes du régime hitlérien.*

*Le jugement juste et sans ménagement des criminels de guerre, des meneurs et de leurs complices, qui ont précipité l'Allemagne dans la ruine, la culpabilité et la honte ; l'amnistie pour les partisans de Hitler qui par leurs actes auront rompu à temps avec le régime et auront rejoint le Mouvement Allemagne Libre.*

***En avant, Allemands, organisez la lutte pour une Allemagne libre »*** <sup>183</sup> ! [...]

<sup>183</sup> IML-ZPA de Berlin-Est, NL 65/16 ; reproduit intégralement in G. R. Ueberschär *et al*, *Das Nationalkomitee...*, *op. cit.*, pp. 265-268, avec à la suite les réactions et commentaires de l'état-major de la *Wehrmacht*. Il serait intéressant de comparer le programme du « Comité Allemagne Libre » à celui

[77]

## B. Le « Comité Allemagne libre » en Suisse

[Retour à la table des matières](#)

À l'affût des émissions de Moscou, les militants antifascistes en Suisse n'avaient pas manqué de prendre connaissance de la création du « Comité national Allemagne libre ». Ils s'empressèrent de recopier le contenu du « Manifeste » qui était diffusé en boucle et lui assurèrent une large publicité, préluant par-là même à la formation de l'antenne helvétique [bien sûr illégale] du « Comité » dont le premier noyau fut mis en place par la troupe de Teo Otto <sup>184</sup> au théâtre de Zurich. Bientôt des cellules virent le jour dans d'autres villes ainsi que dans certains camps grâce à l'appui du théologien Karl Barth <sup>185</sup>, du professeur de droit international Arthur Baumgarten, de l'acteur Robert Trösch.

Pour que le « Comité » atteigne son but, il était indispensable de lui assurer la base de masse la plus large possible et donc de surmonter le sectarisme de certains militants communistes qui ne voyaient pas d'un bon œil une alliance avec ceux qu'ils considéraient *a priori* comme des ennemis de classe. C'est pourquoi la direction du PCA en Suisse — internée à Gordola — apporta par un bref texte sur « le devoir de tout communiste » (*Pflicht eines jeden Kommunisten*) les précisions suivantes : « [1] Le mouvement “Allemagne Libre” n'est pas le Parti ;

des conjurés du 20 juillet 1944 qui, selon T. S. Hamerow (*Die Attentäter des 20. Juli*, Munich, 1999) ne firent que glisser d'une franche collaboration avec Hitler à une résistance tardive contre Hitler, à tel titre du reste que F. Bedürftig (*Als Hitler die Atombombe baute. Lügen und Irrtümer über das Dritte Reich*, Munich, 2003) refuse d'en faire (pp. 238-241) des « combattants pour la démocratie » : bien sûr, ils souhaitaient ardemment terminer la guerre, mais « il leur était impossible de concevoir l'Allemagne à venir autrement que comme un État fort » ; du point de vue de Bedürftig, on se serait plus rapproché d'un modèle wilhelminien libéralisé et modernisé ; cet auteur pense en outre que la question de l'antisémitisme aurait été loin d'être réglée...Avis aux jeunes chercheurs !

<sup>184</sup> Voir note 16.

<sup>185</sup> Voir note 60.

il ne se substitue pas au Parti, mais doit être un vaste rassemblement de tous les opposants et de toutes les forces oppositionnelles au régime hitlérien. [2] Les cellules du mouvement “Allemagne Libre” ne sont pas au service du Parti. La caractéristique du mouvement “Allemagne Libre” est de prendre en compte avec le plus grand sérieux et la plus grande ouverture démocratique — tout en étant d'une extrême vigilance vis-à-vis des tentatives [78] d'infiltration de l'ennemi — les opinions de tous les opposants à Hitler » <sup>186</sup>.

Fin août 1943, quelques jours après sa constitution, le bureau de l'antenne helvétique du « Comité » [outre des communistes, la protestante Charlotte Kirschbaum, le catholique Erich Bogen, le socialiste Walter Gyßling, les sans-parti Heinz Fließ et Harry Herz, le DSP Wilhelm Abegg <sup>187</sup>] édita un programme contenant — compte tenu de la situation qui était celle de l'époque —, des considérations très réalistes et d'une grande lucidité sur l'avenir de l'Allemagne :

- \* Destitution du gouvernement hitlérien et cessation immédiate des hostilités.
- \* Démantèlement de toutes les organisations nazies et assimilables, création d'une police antifasciste pour assurer l'ordre.
- \* Arrestation et condamnation des auteurs de guerre et des criminels de guerre.

<sup>186</sup> IML-ZPA de Berlin-Est, IV 2/4/2.

<sup>187</sup> *Deutsche Staatspartei* : parti politique créé en 1930 par la fusion du Parti démocrate (*Deutsche Demokratische Partei = DDP*), formation bourgeoise parlementaire fondée en septembre 1918 (F. Naumann, H. Preuß, M. Weber, W. Rathenau) et qui faisait partie avec les socialistes (SPD) et le Centre catholique (*Zentrum*) de la coalition weimarienne, avec le *Jungdeutscher Orden (jungdo)* ; votera les pleins pouvoirs à Hitler le 23 mars 1933 ; autodissolution le 28 juin 1933. Wilhelm Abegg exercera les fonctions de secrétaire d'État du ministre de l'Intérieur de Prusse Cari Severing jusqu'au 20 juillet 1932 (destitution par le Chancelier von Papen du Conseil régional socialiste dirigé par O. Braun, cf. note 54) ; quittera Berlin pour Paris où il participera aux travaux du Comité pour la constitution du Front populaire allemand présidé par Heinrich Mann. Grâce à de solides relations forgées alors qu'il était secrétaire d'État, il put obtenir une autorisation de travail à Zurich en tant qu'avocat ; il mit ses locaux à la disposition des antifascistes.

- \* Dédommagement des victimes du nazisme par une redistribution des biens confisqués à la *NSDAP*, à ses organisations, à ses militants, aux profiteurs du régime.
- \* Abrogation des lois raciales et discriminatoires.
- \* Rétablissement de tous les droits fondamentaux.
- \* Transformation radicale des modes de penser par une éducation démocratique.
- \* Reconversion de l'armée à des tâches d'intérêt national et de l'économie au service de la population.
- \* Mise en place d'un gouvernement provisoire assurant l'assainissement des finances et la planification d'une reconstruction rapide, et garantissant le droit au travail, [79] à la nourriture, au logement, à une vie décente par l'institution d'un minimum salarial obligatoire et de congés payés.
- \* Décentralisation et réinstauration des régions (*Länder*) supprimées par Hitler le 30 juin 1934.
- \* Relance économique basée sur la libre initiative (« *freie Initiative in der Wirtschaft* ») sous contrôle syndical (« *Mitbestimmung* » = cogestion).
- \* Développement de la petite et moyenne entreprise, octroi aux petits paysans de terres et de machines agricoles, institution de structures coopératives afin d'orienter la production en fonction des besoins de la population.
- \* Réorientation des grandes entreprises vers une économie de paix (« *Übergang zur Friedensproduktion in der Wirtschaft* ») sous surveillance d'instances représentatives du personnel.
- \* Promotion d'une politique sociale et culturelle progressiste.
- \* Reprise des relations internationales, politique extérieure d'amitié (« *Politik der Freundschaft* ») avec les nations démocratiques.
- \* Création des conditions pour la convocation d'une assemblée nationale élue au suffrage universel afin d'élaborer une Constitution pour le « remodelage de la nation allemande sur la base de la justice, de la liberté et de la coopération pacifique avec les autres peuples » (« *Neugestaltung der deutschen*

*Nation auf dem Boden des Rechtes, der Freiheit und der friedlichen Zusammenarbeit mit allen Völkern ») <sup>188</sup>.*

[80]

On ne manquera pas de constater que, un an et demi avant Yalta (4-11 février 1945), ce programme fixait déjà les grandes orientations pour la fondation d'une « Allemagne nouvelle » retenues par Harry S. Truman (USA), Clément R. Attlee (GB) et J. W. Staline (URSS) au terme de la Conférence interalliée de Potsdam (2 août 1945) et approuvées quelques jours plus tard — avec des réserves — par le gouvernement provisoire du général de Gaulle <sup>189</sup>. Texte fondamental pour régler le problème allemand et jeter les bases d'une paix solide en Europe, les Accords de Potsdam, fruit d'un compromis entre des puissances d'orientation politique divergente et même idéologiquement radicalement opposées (capitalisme/socialisme), ne survécurent pas à la « guerre froide » <sup>190</sup>. En effet, face au mordant des Soviétiques (conférences des ministres des Affaires étrangères à Paris en juillet 1946 et à Moscou en mars-avril 1947), les Occidentaux se prirent très vite à redouter, comme le formulera le futur chancelier Adenauer, que « si ces décisions [étaient] réellement appliquées, les trois zones occidentales, c'est-à-dire toute l'Allemagne, [ne] deviennent] communistes également » <sup>191</sup>. Or la « guerre froide » avait commencé en Suisse dès 1943.

<sup>188</sup> Résumé d'après le texte du document original. Cf. W. Langhoff, *Die Bewegung Freies Deutschland und ihre Ziele*, Zurich, 1945.

<sup>189</sup> Cf. *Potsdamer Abkommen. Dokumente zur Deutschlandfrage*, Berlin, 1967 (commentaires d'orientation très RDA, mais de précieux documents ; texte complet des accords signés le 2 août 1945, pp. 55-73). Voir également G. Badia *et al*, *Histoire de l'Allemagne contemporaine*, vol. 2, Messidor/Éditions sociales, 1987, pp. 15-27 (« La politique allemande de la France » est évoquée pp. 26-27).

<sup>190</sup> Cf. G. Badia *et al*, *Histoire de l'Allemagne contemporaine*, vol. 2, *op. cit.*, pp. 29-33. Voir également A. Grosser, *La République fédérale d'Allemagne*, Paris, 1974, chap. 1/2.

<sup>191</sup> K. Adenauer, *Erinnerungen 1945-1953*, Stuttgart, 1965, p. 89.



## C. Les dirigeants social-démocrates et l'OSS contre le « Comité Allemagne libre » en Suisse

[Retour à la table des matières](#)

Le 3 septembre 1943 parut à Zurich le premier numéro du mensuel *Allemagne Libre. Organe dans l'esprit du Comité National Allemagne Libre publié en Suisse (Freies Deutschland. Organ im Sinne des Nationalkomitees Freies Deutschland herausgegeben in der Schweiz)*. Tiré clandestinement à [81]

300 exemplaires (14 pages de format 21 x 29,5) dans l'atelier du peintre Hans Guggenheim, il s'ouvrait sur un éditorial percutant de son rédacteur en chef, Wolfgang Langhoff <sup>192</sup> : « Vous souvenez-vous, Allemands ? — “Donnez-moi quatre années...” <sup>193</sup> [...] Et nous, troublés et aveuglés, croyant entendre la voix d'un messie là où parlait un vil tentateur, divisés et ignorants, nous lui avons donné quatre années et même plus. Nous sommes coupables, nous le reconnaissons. Enivrés par le rêve d'un *Reich* millénaire, possédés par le délire de la race des seigneurs [...], nous lui avons livré l'Allemagne... » Et en conclusion : « Il faut que l'Allemagne vive ; c'est pourquoi il faut que Hitler soit déchu ! »

Dans les mois qui suivirent, l'avance irrésistible de l'Armée rouge en Pologne, l'occupation de Rome par les Alliés (4 juin 1944), le débarquement de Normandie (6 juin), la tentative d'assassinat du *Führer* (20 juillet) furent perçus par le « Comité » comme autant d'encouragements. Mais son influence grandissante lui attira les foudres conjuguées des profascistes (« organisation à la solde de Moscou »), de la droite conservatrice (« association de nazis reconvertis en communistes »), des trotskistes (« mouvement de collaboration de classe »), et des dirigeants social-démocrates qui, se sentant coiffés,

<sup>192</sup> Cf. note 16.

<sup>193</sup> Allusion au discours prononcé en septembre 1936 par Hitler au Congrès du Parti nazi à Nuremberg à l'occasion de l'adoption du « Plan de quatre ans » (*Vierjahresplan*) qui liait indépendance économique et préparation de la guerre impérialiste. Cf. J ; -M. Argelès et G. Badia, *Histoire de l'Allemagne contemporaine*, vol. 1, *op. cit.*, pp. 362-366.

s'étaient empressés de réunir à l'hôtel Charlemagne, Kirchgasse à Zurich, une commission de travail afin de contrer ce « ramassis de rêveurs politiques et d'affolés littéraires qui pourraient entre les mains des tireurs de ficelles communistes semer la confusion et la perturbation »<sup>194</sup>.

Nourrissant leurs attaques des arguments les plus infamants — grappillés selon leurs besoins tant dans le bréviaire [82] pronazi et de la droite réactionnaire que chez les « gauchistes »<sup>195</sup> —, les dirigeants *SPD* tentèrent de mettre sur pied un contre-mouvement qui, après avoir lamentablement végété, finit par prendre corps le 4 mars 1945 : « L'Allemagne démocratique » (*Das Demokratische Deutschland* = *DDD* ou *DD*). Le fait toutefois qu'ils aient attendu le 1er juin 1945 (trois semaines après la capitulation sans condition !) pour convoquer une réunion plénière ne fut pas un hasard : en effet, les dirigeants social-démocrates comptaient sur l'appui des Américains pour rétablir sur le sol allemand une république type Weimar dont le concept avait été élaboré à Ascona par Otto Braun en personne<sup>196</sup>. À cet effet, ils avaient depuis novembre 1943 — grâce à l'éditeur social-démocrate zurichois Emil Oprecht, frère du président du Parti social-démocrate helvétique Hans Oprecht<sup>197</sup> — des contacts réguliers<sup>198</sup> avec Allen Dulles, le chef de l'*OSS* (la future *CIA*), envoyé en Suisse par la Maison-Blanche début novembre 1942<sup>199</sup>.

<sup>194</sup> Voir W. Hoegner, *Der schwierige Außenseiter*, op. cit., p. 174.

<sup>195</sup> Cf. le rapport de W. Langhoff reproduit in *Die Bewegung Frères Deutschland und ihre Ziele*, op. cit.

<sup>196</sup> Sur O. Braun, cf. note 54. ; sur son projet de rétablissement de la République de Weimar, voir ses mémoires, *Von Weimar zu Hitler*, Hambourg, 1949, p. 290.

<sup>197</sup> Cf. P. Stahlberger, *Der Züricher Verleger Emil Oprecht*, op. cit., p. 300.

<sup>198</sup> Voir W. Hoegner, *Der schwierige Außenseiter*, op. cit., p. 165.

<sup>199</sup> Dulles fut également sollicité par l'opposition conservatrice à Hitler à l'intérieur de l'Allemagne (F. C. Goerdeler ; Cercle de Kreisau), mais aussi par le général SS et chef des services secrets nazis, Walter Schellenberg, qui négociait pour le compte de Himmler ; pour le détail, voir C. Bloch, *Le III<sup>e</sup> Reich et le monde*, op. cit., pp. 477-500. Cf. également A. Dulles, *Verschwörung in Deutschland*, Zurich, 1948 et Kassel, 1949, A. Dulles et G. von Schulze-Gaevernitz, *Unternehmen Sunrise*, Düsseldorf, 1967, ainsi que J. Heideking et al, *USA und deutscher Widerstand*, Tübingen, 1993.

Conseillé fort vraisemblablement par Walter Bringolf qui avait ses entrées à l'ambassade américaine <sup>200</sup>, Wilhelm Hoegner ne ménagea pas sa peine pour s'attirer les faveurs de Washington et devenir un des hommes forts de la reconstruction allemande <sup>201</sup>. Parfaitement préparé à ce rôle, il soumit le 29 novembre 1943 à Dulles — dix jours après sa première entrevue avec lui ! — un projet sur la répartition des zones d'occupation du *Reich* <sup>202</sup> qui, à en croire certains, *aurait été immédiatement transmis* à la délégation américaine à la Conférence de Téhéran (28 novembre – 1er décembre 1943) <sup>203</sup>. De plus, en bon Munichois, Hoegner proposa à Dulles le 22 décembre une plate-forme séparatiste pour la Bavière sous le prétexte d'en faire, sous l'égide des USA, le [83] tremplin de la lutte du monde libre contre une Prusse que les Soviétiques ne manqueraient pas de transformer en un poste avancé du communisme en Occident <sup>204</sup>.

<sup>200</sup> Cf. W. Bringolf, cit. in P. Stahlberger, *Der Züricher Verleger Emil Oprecht, op. cit.*, p. 300 : « Nous entretenions des rapports constants avec l'Ambassade américaine, surtout avec Allen Welsh Dulles [...], durant de nombreuses années le chef des services secrets américains [...], et qui était en rapport avec les milieux les plus divers de notre pays : la finance, l'industrie, des intellectuels et artistes, des diplomates, mais aussi des syndicalistes et les social-démocrates ».

<sup>201</sup> Voir note 133. Hoegner était né en 1887 et donc de loin le plus jeune des dirigeants social-démocrates ayant exercé des responsabilités sous la République de Weimar. En outre, malgré son passé politique plus que contestable {cf. W. Kick, *Sag es unseren Kindern. Widerstand 1933-1945. Beispiel Regensburg*, Berlin/Vilseck, 1985, pp. 79-80 et 89), il était relativement peu connu de la population allemande et pouvait donc à ce titre apparaître comme un homme nouveau, à la fois « résistant » au nazisme et soucieux barrer la route au communisme, mais aussi « ami de l'occupant US ».

<sup>202</sup> W. Hoegner, *Der schwierige Außenseiter, op. cit.*, pp. 166-172.

<sup>203</sup> En tout cas sans effet apparent sur le document final — signé dans l'ordre par Churchill, Staline et Roosevelt — où le problème des zones n'est pas évoqué. Par contre, il pourrait en avoir été tenu compte pour la préparation de l'accord sur les zones d'occupation et l'administration de Berlin signé le 12 septembre 1944 (cet accord fut réaménagé à plusieurs reprises jusqu'à la réunion de Londres du 1<sup>er</sup> mai 1945 où la France fut acceptée comme puissance occupante).

<sup>204</sup> W. Hoegner, *Der schwierige Außenseiter, op. cit.*, pp. 166-172.

## D. Des camps pour les Soviétiques

[Retour à la table des matières](#)

Dès sa mise en chantier par Hitler (18 décembre 1940), l'offensive contre l'Union soviétique fut pensée comme *un combat pour la domination de la race aryenne sur la race dégénérée mongolo-slave et l'anéantissement définitif du judéobolchevisme* <sup>205</sup>. C'est sur cette base qu'idéologues et propagandistes, mais aussi militaires, scientifiques et juristes se mobilisèrent pour faire encaisser au peuple allemand ce qui allait être l'« Opération Barbarossa » (22 juin 1940), dont la *sauvagerie serait inmanquablement à la mesure de la croisade qu'elle signifiait pour l'avenir de l'Occident* <sup>206</sup>. Partant, les prisonniers soviétiques furent considérés en tant que sous-hommes à éliminer <sup>207</sup> (cf. les instructions en ce sens des maréchaux Walter von Reichenau et Erich von Manstein <sup>208</sup>), avant d'être, à partir de fin 1941 envoyés en Allemagne pour y être utilisés comme « esclaves » par l'industrie de guerre <sup>209</sup>. Afin de se soustraire à leur sort, et malgré la sévère surveillance de la frontière par les services de Rothmund (tirs pour les

<sup>205</sup> Cf. J. Förster, *Das Unternehmen Barbarossa als Eroberungs- und Vernichtungskrieg*, vol. 4 de *Das Deutsche Reich und der Zweite Weltkrieg*, Stuttgart, 1983.

<sup>206</sup> Voir J. Förster, « Rückblick auf das Unternehmen Barbarossa », in J. Friedrich/J. Wollenberg *et al.*, *Licht in den Schatten der Vergangenheit*, Francfort/ Main, 1987, pp. 118-129. Cf. également T. Feral, « Aliénation, réification et fétichisme à l'exemple du livre sous le troisième Reich », *X-Alta* 5/2001, pp. 91-101.

<sup>207</sup> Voir par exemple O. Buchbender et R. Sterz, *Das andere Gesicht des Krieges. Deutsche Feldpostbriefe 1939 bis 1945*, Munich, 1982.

<sup>208</sup> Cf. les articles « Reichenau », « Manstein » et « Manstein-Prozeß » in C. Zentner/F. Bedürftig *et al.*, *Das große Lexikon des Dritten Reiches*, Munich, 1985. Il y eut bien sûr des exceptions, tel le lieutenant-colonel, puis général de brigade, Henning von Tresckow, futur conjuré du 20 juillet 1944, qui déclara à ses troupes : « Si quelqu'un doit violer le droit international, laissons cela aux Russes ! » (cit. in H. von Kotze (éd.), *Heeresadjutant bei Hitler. Aufzeichnungen des Majors Engel*, Stuttgart, 1974, p. 103).

<sup>209</sup> Voir J. Förster, « Rückblick auf das Unternehmen Barbarossa », *op. cit.*, pp. 128-129, ainsi que U. Herbert, « Herren und Knechte. Der "Ausländereinsatz" im Dritten Reich », in J. Friedrich/F. Wollenberg *et al.*, *Licht in den Schatten der Vergangenheit*, *op. cit.*, pp. 135-137.

empêcher de traverser le Rhin, traques pour les refouler entre les mains de la police allemande), ils furent un certain nombre à parvenir à rentrer en Suisse (parfois même grâce à l'aide de douaniers helvétiques compatisants).

Emprisonnés dans un premier temps à Lohnhof, la maison d'arrêt de Bâle, ils furent bientôt transférés vers le camp [84] pour internés militaires d'Andelfingen (Canton de Zurich) où ils « furent traités tout autrement que les autres réfugiés » en provenance de Pologne, de France ou de Yougoslavie <sup>210</sup>. Le directeur, un nommé Pfeiffer, ne tarissait pas de brimades et de provocations pour pousser les « Russes » à bout, et les incidents qui éclataient inévitablement étaient sans cesse prétextes à de nouveaux sévices. Fin février 1943, suite à une grève de la faim qui fit grand bruit dans la région et reçut le soutien de la population, le camp fut investi par l'armée <sup>211</sup>. Sept jours plus tard, les détenus soviétiques partaient pour Les Vernes dans le Valais. Là, toujours sous l'autorité de Pfeiffer, on les contraignit à construire tout un réseau de voies secondaires et alpestres dont la Suisse profite encore aujourd'hui. Ancien interné, Vladimir Saizev rapportera qu'il était interdit d'écouter la radio, de lire le journal, de faire de la musique, et que l'assistance médicale était pratiquement inexistante <sup>212</sup>. Dans la troisième semaine de mars, la police prit prétexte d'une perquisition de nuit pour expédier trente-sept suspects d'activités communistes en cellule d'isolement dans les pénitenciers de Witzwil, Bellechasse et Torberg.

En janvier 1944, 700 à 800 soldats et officiers soviétiques croupissaient dans les six ou sept « camps russes » (*Russenlager* = *RL*) institués par la Confédération. Au Chaluët, dans l'Oberland bernois, les gardiens avaient la gâchette facile. À Wauwiler, dans le Canton de Lucerne, on se servait de chiens pour rassembler les prisonniers ! Une vaste campagne de protestation publique mit un terme à ces pratiques inhumaines <sup>213</sup> et une « généreuse attitude de la part de la population

<sup>210</sup> Cf. R. Kägi-Fuchmann, *Das gute Herz...*, op. cit., p. 182.

<sup>211</sup> Voir *ibid.*, p. 183, ainsi que W. Bringolf, *Mein Leben*, op. cit., p. 389.

<sup>212</sup> Témoignage de V. Saizev, in *Komsomolskaja Prawda*, Moscou, 30 juin 1971.

<sup>213</sup> Cf. W. Bringolf, *Mein Leben*, op. cit., p. 390.

laborieuse de Suisse » <sup>214</sup> vint dans une [85] certaine mesure soulager les conditions de détention des internés militaires soviétiques.

## E. Le « Business » d'abord !

[Retour à la table des matières](#)

Juillet 1944 : le fait que 78 000 réfugiés soient en train de valoriser à moindres frais son territoire <sup>215</sup>, qu'affluent dans ses coffres les trésors de guerre des SS et de responsables nazis anticipant l'avenir <sup>216</sup>, que l'ouverture du front occidental augmente encore ses livraisons au *Reich*, tout cela ne suffisait pas à la Confédération dont le maître-mot était : toujours plus de profit. Mais pour se faire, encore fallait-il que l'Allemagne ait de l'argent !

Le 15 août 1940, tout juste nommé ministre d'État et vice-président du Conseil du régime de Vichy, Pierre Laval avait proposé aux autorités d'occupation de céder Madagascar afin de réaliser le projet de « réserve juive en dehors de l'Europe » élaboré durant le premier trimestre de 1939 par Herbert-Martin Hagen et Adolf Eichmann <sup>217</sup>. Cette ultime « solution territoriale » <sup>218</sup> avait été envisagée après que le plan d'installation en Palestine concocté par les nazis avec les sionistes <sup>219</sup> et financé par le Comité juif américain (5 000 dollars versés pour un Juif autorisé à émigrer <sup>220</sup>) se soit heurté à l'intransigeance de

<sup>214</sup> Témoignage de V. Saizev, *op. cit.* ; ancien officier de l'Armée rouge, Saizev était à l'époque secrétaire du PC dans un kolkhoze de la région d'Irkoutsk.

<sup>215</sup> Pour se limiter à quelques chiffres : 110 000 journées de bûcheronnage, assainissement de plus de cent hectares de marais reconvertis en terres arables à Drachenried et Giswil, extraction de 226 000 tonnes de tourbe...

<sup>216</sup> J. R. von Salis, *Schwierige Schweiz, op. cit.*, p. 264.

<sup>217</sup> Sur ce projet et ses péripéties, voir J. Billig, *La Solution finale de la question juive*, Paris, 1977, pp. 57-59.

<sup>218</sup> Cf. R. Kempner, *Eichmann und Komplizen*, Zurich, Stuttgart, Vienne, 1961, pp. 106-107.

<sup>219</sup> Voir J. Billig, *La Solution finale de la question juive, op. cit.*, pp. 27-29.

<sup>220</sup> Lors d'un séjour d'étude à Weimar durant l'été 1974, j'avais eu la chance de pouvoir m'entretenir à mon hôtel, l'« Elefant », avec plusieurs Juifs d'origine allemande venus en pèlerinage au camp de Buchenwald où ils avaient été internés avant leur « rachat ».



l'administration mandataire britannique (« *Livre blanc* »), et que le « Saint-Louis », chargé de fugitifs, ait été refoulé des côtes américaines <sup>221</sup> par la *Navy*. Avec l'invasion de l'URSS et la constitution du front antihitlérien dont les Juifs furent rendus responsables <sup>222</sup>, le « projet Madagascar » tomba aux oubliettes pour être relayé par la « nécessité d'une expiation dure, mais *justifiée* infligée [86] à la sub-humanité juive » <sup>223</sup>, en d'autres termes la « solution finale » (« *Endlösung* ») <sup>224</sup>.

Le 3 novembre 1944, Heinrich Rothmund fit pour sa part mieux que Laval. Afin de soustraire les Juifs hongrois à la « destruction » — terme consacré par Raul Hilberg <sup>225</sup> —, il proposa carrément à Berlin de les accueillir en Suisse. C'est ainsi que, entre le 21 août 1944 et le 6 février 1945, quelque 1660 déportés échappèrent à la chambre à gaz. Or connaissant Rothmund, l'antisémite fanatique qui le 26 septembre 1942 avait cyniquement déclaré que les Juifs de France devaient être refoulés sans exception vu qu'ils ne « couraient aucun danger dans leur pays » <sup>226</sup>, il ne s'agissait certainement pas d'une œuvre philanthropique. Alors pourquoi ?

Pour la Suisse, le profit de l'opération était triple : en effet, nombre de ces Juifs hongrois étaient de riches bourgeois possédant des biens à l'étranger ; après l'épreuve qu'ils venaient de traverser, il ne serait pas très difficile de les convaincre d'investir en Suisse, à l'abri des persécutions antisémites. D'autre part, on savait que les rançons considérables versées pour leur sauvetage aux nazis par les

<sup>221</sup> Voir J. Eisenberg, *Une Histoire des Juifs*, Paris, 1986, p. 482.

<sup>222</sup> Cf. J. Billig, *La Solution finale de la question juive*, *op. cit.*, p. 62.

<sup>223</sup> *Ibid.*, p. 60. La traduction par J. Billig de « *gerecht* » par « juste » est à mon avis susceptible d'être mal interprétée par le lecteur français. C'est à ce titre que je me suis autorisé à lui substituer le terme de « justifiée » qui me semble mieux cadrer avec la volonté de Hitler de se venger de ceux que sa paranoïa lui désignait depuis toujours comme étant à l'origine de ses problèmes. Cf. T. Feral, « Adolf Hitler, personnalité et politique », in *Anatomie d'un crépuscule*, Mazet-St-Voy, 1990, p. 52 *sq.*

<sup>224</sup> Détail in *ibid.*, pp. 62-84.

<sup>225</sup> R. Hilberg, *La Destruction des Juifs d'Europe*, Paris, 1988.

<sup>226</sup> Cit. in C. Ludwig, *Die Flüchtlingspolitik...*, *op. cit.*, p. 210. Sur ce qu'était la réalité, voir G. Wellers, « La déportation des Juifs en France », *Le Monde juif* 99/1980, pp. 75-108.



organisations sionistes seraient immédiatement réinvesties dans des commandes de matériel helvétique indispensable au *Reich* pour la poursuite des hostilités. Enfin, il y avait là matière à rehausser le prestige bien entamé du Conseil fédéral auprès de l'opinion.

De son côté, l'ancien président de la Confédération (1925-1930), Jean-Marie Musy, se rendit à Berlin pour négocier pour le compte de *l'Union of orthodox rabbis of the USA and Canada* le sauvetage d'un millier de Juifs dont les [87] rançons seraient versées à la Croix rouge au profit des prisonniers de guerre allemands. En accord avec Himmler, Walter Schellenberg, qui pensait « qu'un bon moyen pour préparer le terrain en vue d'un rapprochement entre le *Reich* et les Anglo-Saxons serait la cessation de l'extermination »<sup>227</sup>, lui accorda ce qu'il demandait et un convoi de 1200 détenus du camp de concentration de Theresienstadt arriva en Suisse le 28 février 1945. Informé, Hitler « interdit la poursuite de telles actions. Les Juifs devaient être exterminés quoi qu'il arrivât »<sup>228</sup>.

## F. Volte-face

[Retour à la table des matières](#)

Le 8 juin 1944, suite à une campagne de la presse progressiste helvétique qui, bénéficiant de l'évolution du rapport des forces en Europe, reprenait petit à petit du poil de la bête, la question du *SIL* de Bassecourt fut l'objet d'une longue discussion au sein du Conseil national<sup>229</sup>. C'est en effet dans ce nouveau camp, édifié dans le canton de Berne, qu'avaient été transférés depuis le 1er février 1944 les internés de Gordola. Or, en dépit d'une conduite irréprochable<sup>230</sup>, le

<sup>227</sup> C. Bloch, *Le III<sup>e</sup> Reich et le monde*, op. cit., p. 501.

<sup>228</sup> *Ibid.*

<sup>229</sup> En Suisse, le parlement (Assemblée fédérale = *Bundesversammlung*) se compose du Conseil national (*Nationalrat*) et du Conseil des États (*Städterat*), élu par les 26 cantons.

<sup>230</sup> Rendement supérieur à la moyenne des camps. Selon un témoignage que j'ai pu recueillir, l'attention de la population helvétique aurait été attirée sur les détenus de Bassecourt par la petite collecte qu'ils avaient organisée le 2 avril 1944 en faveur des sinistrés de la ville de Schaffhouse, pilonnée la veille par mégarde par l'aviation américaine, et dont le directeur aurait profité pour se

directeur, Dick, et son adjoint, Balsiger, les « traitaient [...] comme de dangereux marginaux »<sup>231</sup> : aucun contact n'était toléré avec l'extérieur, la vie quotidienne dépendait entièrement de l'humeur du personnel, les activités récréatives et surtout intellectuelles étaient soumises à d'innombrables chicaneries bien qu'un décret d'octobre 1943 ait maintenant légalisé les comités de loisirs précédemment interdits par Rothmund<sup>232</sup>. En outre, certains détenus, en détention depuis parfois plus de dix années — dont souvent plusieurs passées dans un camp de concentration en Allemagne —, se [88] trouvaient dans un état de santé lamentable et devaient pourtant chaque jour poursuivre leur travail de construction de routes. Malgré des demandes réitérées, il n'était pas non plus question de donner aux plus jeunes la possibilité d'apprendre un métier ou de suivre un quelconque enseignement. Par rapport aux autres structures d'internement en Suisse qui avaient progressivement assoupli leur règlement, le camp de Bassecourt connaissait — du fait de sa direction ultraréactionnaire — un régime d'exception dont le principe primordial était « l'isolement »<sup>233</sup>.

L'émotion populaire provoquée par ces révélations porta ses fruits. Quelques jours plus tard, la direction du camp fut remplacée et le Conseiller fédéral Eduard von Steiger se rendit à Bassecourt : « Il a fait concession sur concession [...], notera dans son journal Paul Meuter. Son allocution ressemblait à des excuses pour le traitement particulier que nous avons subi jusqu'alors. Pour nous, il est évident que ce revirement est dû à l'évolution à notre avantage du cours de la guerre »<sup>234</sup>.

Dans les semaines qui suivirent, les autorités helvétiques entrouvrirent les portes des camps. Autorisé à quitter Basse-court pour se rendre régulièrement à Zurich, Bruno Goldhammer succéda à Wolfgang Langhoff à la tête du mensuel *Allemagne libre*, dont la fabrication était toujours assurée selon des méthodes artisanales. Il prit

faire mousser auprès de la presse à laquelle, dans sa suffisance, il se serait laissé aller à quelques confidences concernant ses méthodes ( ?).

<sup>231</sup> *Der Demokrat*, Heiden (à l'Est de Saint-Gall en allant sur le lac de Constance), 7 juin 1944.

<sup>232</sup> Cf. p. 52.

<sup>233</sup> *Der Demokrat*, Heiden, 7 juin 1944 ; voir aussi *National-Zeitung*, édition du matin, Bâle, octobre 1944.

<sup>234</sup> Cit. in H. Teubner, *Exilland Schweiz*, Berlin, 1975, p. 222.

contact avec la chorale « Typographia » qui regroupait des ouvriers imprimeurs du journal social-démocrate *Le Droit du peuple* (*Volksrecht*). Grâce au travail effectué à l'insu de leur direction par ces typographes, rotativistes et relieurs, la revue *Allemagne libre* [235] devint alors une publication de qualité professionnelle tirée sur seize pages à 2 000 puis 3 000 exemplaires <sup>235</sup>.

Le 1er octobre 1944, sur la pression des Alliés, la Suisse avait rompu ses relations économiques avec le *Reich* dont elle savait que la défaite était dorénavant inévitable. Du reste, les multiples tractations auxquelles se livraient sur son territoire et ailleurs les dirigeants nazis dissidents étaient là pour témoigner de la fin proche de l'hitlérisme <sup>236</sup>. Au tournant de la nouvelle année, le Conseil fédéral assouplit considérablement sa politique à l'égard des réfugiés, si bien que les camps ne furent pratiquement plus qu'un mauvais souvenir. Dans la plupart des cantons, le « Comité Allemagne libre » se mit sortir de l'ombre et la presse commença à en parler dans ses colonnes. L'heure était donc venue pour les antifascistes de préparer concrètement l'avenir, d'autant qu'ils bénéficiaient maintenant d'une jurisprudence selon laquelle l'activisme antinazi n'était plus un délit <sup>237</sup>.

## G. Mobilisation pour une Allemagne nouvelle

[Retour à la table des matières](#)

Déjà, à la fin du mois de novembre 1944, les autorités helvétiques avaient autorisé, sous l'égide du Bureau central des organisations de réfugiés (*ZSfF*), la parution à 7000 exemplaires de la revue *Par-delà les frontières* (*Über die Grenzen*). Rédigée « par des réfugiés pour les réfugiés » (« *von Flüchtlingen für Flüchtlinge* »), elle se forgea rapidement une solide réputation grâce à la compétence de son comité

<sup>235</sup> *Ibid.*, pp. 184-185.

<sup>236</sup> Cf. C. Bloch, *Le III<sup>e</sup> Reich et le monde*, op. cit., pp. 500-503. Voir également F. Delpla, *Hitler*, Paris, 1999, pp. 424-425.

<sup>237</sup> Fin mai 1944, l'apprenti menuisier bâlois Robert Schweizer avait été arrêté par la police des frontières alors qu'il transportait vers l'Allemagne du matériel de propagande antihitlérienne. Son avocat avait obtenu le non-lieu.

rédactionnel dirigé par Michael Tschesno-Hell et Stephan Hermlin <sup>238</sup>. Essentiellement centrée sur la richesse de la culture allemande dans ses multiples composantes, elle [90] contribua pour une large part à réhabiliter une image positive de l'Allemagne. Parmi les nombreux journaux suisses qui en firent l'éloge, la *Semaine internationale* (*Weltwoche*) de Zurich la jugera digne de figurer dans toutes les bibliothèques <sup>239</sup>.

En décembre, les antifascistes diffusèrent une brochure ronéotée de huit pages, *Accordez votre confiance au peuple allemand* (*Vertrauen zum deutschen Volk*), afin de contrecarrer la théorie — initiée par le secrétaire général permanent du *Foreign Office*, Lord Robert G. Vansittart <sup>240</sup>, ainsi que par certains responsables sionistes —, selon laquelle il conviendrait après la victoire de rayer à jamais l'Allemagne de la carte de l'Europe, « tous les Allemands [étant] des nazis ». Cette thèse absurde — définitivement réfutée par la recherche <sup>241</sup> — était à l'époque susceptible de prévaloir chez les Occidentaux dans les discussions autour du sort à réserver au *Reich* vaincu <sup>242</sup>. C'est dans cet esprit que, en août 1944, le ministre des Finances et conseiller privé de Roosevelt, Henry Morgenthau, avait élaboré un programme en quatorze

<sup>238</sup> Cf. *Lexikon sozialistischer deutscher Literatur*, Halle/Saale, 1963, pp. 214-218.

<sup>239</sup> *Die Weltwoche*, Zurich, 29 mars 1945.

<sup>240</sup> Sur la germanophobie de Vansittart, voir I. Colvin, *Vansittart in Office*, Londres, 1965 ; cf. également H. Fraenkel, *Vansittart's gift for Goebbels*, Londres, 1941. Sur les positions prises par les intellectuels allemands en exil vis-à-vis du « Vansittartisme » auquel Thomas Mann n'aurait pas été insensible, voir A. Kantorowicz, *Politik und Literatur im Exil*, Munich, 1983, pp. 106, 140-141.

<sup>241</sup> Cf. entre autres : G. Badia, *Les Allemands qui ont affronté Hitler*, Paris, 2002 ; F. Hervé, « Femmes, nazisme et résistance », notices bibliographiques in *Allemagne d'aujourd'hui* 122/1992 et 131/1995 ; P. Hoffmann, *La Résistance allemande contre Hitler*, Paris, 1984 ; C. Lévisse-Touzé, S. Martens et al., *Des Allemands contre le nazisme*, Paris, 1997 ; G. Merlio, *Les Résistances allemandes à Hitler*, Paris, 2001 ; G. Sandoz, *Ces Allemands qui ont défié Hitler*, Paris, 1995 ; G. Weisenborn, *Une Allemagne contre Hitler*, Paris, 2000 ; T. Feral, « La Résistance antifasciste allemande en France », in *Le Défi de la mémoire*, op. cit., pp. 79-112 et 145-149 (bibliographie).

<sup>242</sup> Staline pour sa part y était radicalement opposé. On connaît sa célèbre phrase qu'il réutilisera souvent sous des formes quelque peu différentes : « Les Hitler passent, le peuple allemand et l'État allemand demeurent ».

points qui, « afin d'empêcher l'Allemagne de déclencher une Troisième Guerre mondiale » (« *to prevent Germany from starting a World War III* »), prévoyait son démantèlement <sup>243</sup>. En évoquant le destin tragique de ceux qui, dès 1933, s'étaient opposés à Hitler et avaient été envoyés en camp de concentration, mais aussi de tous ceux qui, de l'incendie du *Reichstag* <sup>244</sup> à l'opération « Valkyrie » (20 juillet 1944) <sup>245</sup>, avaient été torturés et exécutés pour acte de résistance, la brochure attirait l'attention sur le fait qu'existait une autre Allemagne digne de considération. Elle eut un grand écho auprès de la population helvétique et [91] conduisit à un soutien renforcé du « Comité Allemagne libre ».

Encouragé par son succès, celui-ci décida en janvier de solliciter sa légalisation par le Conseil fédéral. À cet effet, il réunit un dossier contenant des articles sur l'acceptation en Grande-Bretagne par Churchill du *Free German Movement* et la reconnaissance officielle en France par le Général de Gaulle du *CALPO* {*Comité Allemagne Libre pour l'Ouest*} <sup>246</sup> qui, le 17 octobre 1944, avait organisé un congrès à Toulouse, et le 13 novembre, à Paris, une conférence de presse dont le retentissement international avait été appréciable.

Si le gouvernement helvétique ne réagit pas à cette sollicitation, il n'y fut apparemment pas insensible. En effet lorsque, courant janvier 1945, fut *mis en vente* à 5 000 exemplaires dans les kiosques et les librairies l'opuscule de trente-six pages, *De l'avenir prochain de l'Allemagne (Um Deutschlands nächste Zukunft)*, élaboré par Hans Teubner et approuvé par le bureau du « Comité », la police de Rothmund ne broncha pas. Outre la dénonciation du régime nazi et des

<sup>243</sup> Voir détail in C. Zentner/F. Bedürftig *et al.*, *Das große Lexikon des Dritten Reiches*, *op. cit.*, pp. 390-391.

<sup>244</sup> Cf. Walter Kolbenhoff *Les Sous-hommes (Untermenschen/ 1933)*, Paris, 2000, ainsi que le dernier chapitre des *Taupes (Maulwürfel 1933)* d'Adam Scharrer, trad. fr. in T. Feral, *Adam Scharrer. Écrivain antifasciste et militant paysan*, Paris, 2002.

<sup>245</sup> Voir G. Sandoz, *Ces Allemands qui ont défié Hitler*, *op. cit.*, pp. 129-192.

<sup>246</sup> Cf. note 181 ; Le CALPO fut considéré comme partie intégrante de la Résistance française à partir d'avril 1944 (cf. L. Kraushaar, in D. Schaul, *Résistance*, *op. cit.*, p. 456 : « Der französische Nationalrat der Résistance, das oberste Gremium des Widerstandes, erkannte im April 1944 die Bewegung "Freies Deutschland" in Frankreich offiziell als zur Résistance gehörig ») ; des laissez-passer furent attribués à ses membres (voir docu. icon. in *ibid.*, p. 404 *sq.*).

responsabilités, certes des Allemands, mais aussi et « en toute objectivité » (« *Die Objektivität gebietet festzustellen, daß...* ») de la communauté internationale vis-à-vis de la politique hitlérienne (annexion de l'Autriche, dépeçage de la Tchécoslovaquie, guerre d'Espagne, etc. <sup>247</sup>), l'opuscule, tout en admettant en conformité avec les décisions alliées l'idée de « capitulation sans conditions » (*bedingungslose Kapitulation*), s'insurgeait contre la création souhaitée par certains (tel Lord Vansittart) d'un *AMGET* (*Allied military government of enemy territories*) qui excluait les citoyens allemands de la gestion des affaires de leur pays : « Ceci [92] contredirait la Charte de l'Atlantique <sup>248</sup> et la politique définie à Téhéran [qui] requiert, dans l'intérêt des vainqueurs et de la reconstruction démocratique de l'Allemagne, la participation active de tout ce que notre peuple compte en forces antifascistes et progressistes » <sup>249</sup>.

Afin de donner corps à cette stratégie de rassemblement (« Bloc de la démocratie combattante ») <sup>250</sup> pour bâtir l'avenir d'une Allemagne disposant d'elle-même, le « Comité Allemagne libre » se réunit en congrès les 27 et 28 janvier à Zurich en présence de délégués d'autres associations antihitlériennes et de représentants de la presse helvétique. Une résolution fut adoptée à l'unanimité, affirmant la détermination de ceux qui y souscrivaient à s'engager indéfectiblement pour le bonheur du peuple allemand dans le respect des principes fondamentaux de la démocratie et du droit international, ainsi que pour ouvrir aux

<sup>247</sup> Bonne restitution du climat de l'époque dans la trilogie de J. P. Sartre, *Les Chemins de la liberté* et notamment dans le volume 2, *Le Sursis*. Cf. également « Intermède espagnol », in G. Sandoz, *Ces Allemands...*, *op. cit.*, pp. 203-207.

<sup>248</sup> Texte adopté par Roosevelt et Churchill le 14 août 1941 afin de poser les bases de la paix future et repris dans l'Acte de la Maison Blanche signé par les Alliés le 1<sup>er</sup> janvier 1942, après l'entrée en guerre des USA.

<sup>249</sup> Cit. par H. Teubner, *Exilland Schweiz*, *op. cit.*, p. 239.

<sup>250</sup> Cette idée de « bloc de la démocratie combattante », qui prévoyait une pondération politique au sein des futurs instances et organismes appelés à gérer l'Allemagne après la défaite, suscita bien des hostilités : beaucoup de communistes rêvaient toujours d'une révolution prolétarienne sous l'égide de l'URSS, tandis que les conservateurs, eussent-ils été antinazis, étaient opposés à tout rapprochement avec les communistes. Voir à ce sujet « République Démocratique Allemande », in G. Badia *et ai*, *Histoire de l'Allemagne contemporaine*, vol. 2, *op. cit.*, p. 361 *sq.*



générations futures la voie d'une réconciliation qui panserait les plaies du nazisme <sup>251</sup>. Début février, de nombreux journalistes prirent position en faveur de la reconnaissance officielle par le Conseil fédéral de la lutte des antifascistes allemands en territoire helvétique : « Nous nous sommes crus malins en diffamant les réfugiés et en en faisant des parias, commentera l'éditorialiste du *Peuple Libre (Freies Volk)* de Bernes. En vérité, nous n'avons fait là que nous déconsidérer envers nous-mêmes et aux yeux du monde » <sup>252</sup>. Quelques semaines plus tard, la légalisation du « Comité Allemagne libre » en Suisse était prononcée par le Parquet fédéral (*Bundesanwaltschaft*).

[93]

## H. Le dénouement

[Retour à la table des matières](#)

Le 11 février 1945 s'acheva à Yalta la Conférence de Crimée dont un des acquis majeurs fut qu'« il n'[était] pas dans l'intention [des Alliés] de réduire à néant le peuple allemand », mais, bien au contraire, de lui garantir « une vie digne et sa place dans le concert des nations » <sup>253</sup>.

Forts de cette proclamation, les émigrés en Suisse obtinrent du gouvernement de Berne l'autorisation d'organiser un congrès

<sup>251</sup> Cf. la brochure de trente-deux pages, *Unser Weg, Bericht von der ersten Tagung der Bewegung "Freies Deutschland" in der Schweiz am 27./28. Januar 1945*, publiée dans la foulée du congrès.

<sup>252</sup> *Freies Volk* (Berne), 9 février 1945.

<sup>253</sup> Voir « Bericht über die Krimkonferenz », *Amtsblatt des Kontroll-rats in Deutschland, Ergänzungsblatt 1*, Berlin, 1946, p. 4 *sq.*, dernier alinéa du § 2. Cf. également l'adresse au Congrès du Président Roosevelt en date du 1er mars 1945 : « J'ai toujours été d'avis que le bon sens finit par triompher. Il est certain que ceci est valable autant en Allemagne que chez nous. Le peuple allemand comme le soldat allemand [...] doivent prendre conscience qu'une capitulation sans conditions est le seul moyen pour redevenir une nation respectée du monde et acceptée par ses voisins. À Yalta, nous n'avons cessé d'expliquer — et je le répète aujourd'hui — que cette capitulation sans conditions ne signifiera pas la destruction ou l'asservissement du peuple allemand [...] ».



international des réfugiés qui se déroula à Montreux du 25 février au 1<sup>er</sup> mars et qui réunit 320 délégués appartenant à trente-cinq nations. Si les problèmes afférant à la situation en Suisse des émigrés furent promptement réglés grâce à la présence de Heinrich Rothmund et de son adjoint Robert Jezler qui, opportunistes à souhait, accordèrent tout ce qui était demandé, il n'en alla pas de même lorsque fut portée sur le tapis la question du retour en Allemagne. D'emblée, il apparut que les autorités helvétiques — sous l'influence d'Allen Dulles — étaient opposées au « sassement » (*Durchschleusung*) vers le *Reich* de militants du « Comité Allemagne libre » afin de constituer dans les quartiers et les usines des « sections activistes » qui seraient opérationnelles à l'arrivée des Alliés et occuperaient les postes clés dans les nouveaux pouvoirs locaux ; lancée en août 1944, l'opération *Landeinsatz* (mission au pays) dut donc se poursuivre dans l'illégalité. Lorsque fut — inévitablement — évoqué le destin futur du judaïsme germanophone, les discussions tournèrent au vinaigre : alors que les Sionistes, s'accrochant à leur thèse que « tout Allemand [était] un nazi », réclamaient à corps et à cris la création d'un État juif en Palestine (refusée par le gouvernement britannique), [94] certains responsables politiques (les communistes Bruno Goldhammer et Walter Fisch <sup>254</sup>, le SAP Walter Fabian <sup>255</sup>, l'ancien chancelier Joseph Wirth du Centre *catholique/Zentrum* <sup>256</sup>) et délégués juifs — à l'instar de Victor

<sup>254</sup> Walter Fisch avait été expulsé de Suisse en 1935 ; réfugié en Tchécoslovaquie, il y était revenu clandestinement en 1938. Après la guerre, il sera membre du premier conseil municipal de Francfort-sur-le-Main.

<sup>255</sup> Journaliste, ami de Willy Brandt et membre de la direction du SAP (Parti socialiste ouvrier), il avait rejoint la Suisse après avoir échappé en août 1933 à l'arrestation par la Gestapo.

<sup>256</sup> Alors qu'il assumait les fonctions de chancelier (mai 1921 – novembre 1922), Wirth avait fait adopter une « loi pour la protection de la République » suite à l'assassinat par l'extrême droite de son ministre des Affaires étrangères, « le Juif » Walther Rathenau. Exilé en Suisse en 1933.

Gollancz et Karl Marx <sup>257</sup> en Angleterre, et de Werner Nachmann <sup>258</sup> en France — plaident pour la renaissance d'une vie juive en Allemagne qui constituerait une contribution de premier plan au développement de la démocratie <sup>259</sup>. De fait, une véritable démocratie ne peut être que plurielle et multiculturelle. Si l'on peut oser parler d'un acquis positif de l'expérience nazie, ce fut bien celui-ci : la prise de conscience d'une indispensable solidarité et d'une authentique fraternité entre les hommes telles qu'elles s'ébauchèrent dans l'univers concentrationnaire et la Résistance <sup>260</sup>. Ne pas le concevoir en dépit des malheurs endurés, opérer un renfermement sur soi, c'est, pour reprendre le magnifique titre de François Wetterwald, rendre « les morts inutiles » <sup>261</sup> et tolérer à terme que, à nouveau, « la bête humaine féconde » <sup>262</sup>.

C'est dans ce même esprit de lutte pour une démocratie vraie qui serait l'apanage de la nouvelle Allemagne que le « Comité Allemagne libre » mobilisera ses énergies à la veille de la chute du troisième *Reich* : dénonciations publiques des nazis établis en Suisse et « sautant du train en marche » (*Abspringer*) <sup>263</sup>, publication de la liste des agents

<sup>257</sup> Victor Gollancz (1893-1967), écrivain et éditeur londonien d'origine juive et socialiste ; c'est lui qui notamment avait commandité le journaliste libéral en exil Heinrich Fraenkel — interné dans un camp britannique depuis l'été 1940 — afin qu'il fasse paraître une série d'ouvrages dénonçant le « Vansittartisme » (*The german people versus Hitler*, 1940 ; *Vansittart's gift for Goebbels*, 1941), Karl Marx, 1887-1966, émigré en Angleterre, futur fondateur en Allemagne de l'Ouest de la *Allgemeine jüdische Wochenzeitung*, conseiller du chancelier Konrad Adenauer pour la normalisation des rapports judéo-allemands.

<sup>258</sup> Werner Nachmann, 1925-1988, réfugié en France, membre de la Résistance, rentrera en Allemagne sous l'uniforme français, deviendra en 1969 président du Conseil central des Juifs allemands.

<sup>259</sup> Voir D. Bensimon, *Juifs en Allemagne aujourd'hui*, Paris, 2004, première partie.

<sup>260</sup> Cf. T. Feral, « Pourquoi toujours parler des camps du troisième Reich », in *La Mémoire féconde*, Paris, 2003, pp. 75-98.

<sup>261</sup> F. Wetterwald, *Les Morts inutiles*, Éditions de Minuit, 1945, Luneray, 1991.

<sup>262</sup> D. Cohen, *Lettre à une amie allemande*, Paris, 2000, p. 76.

<sup>263</sup> Cf. le tract de février/mars 1945, *Das Gespenst des Absprungs geht um*, IML - ZPA de Berlin-Est, S 240/1/16

du réseau d'espionnage <sup>264</sup> et des membres de la NSDAP, campagnes contre les réquisitions par le *Volkssturm* des membres de la colonie allemande sous peine de déchéance de leur nationalité — cas dans lequel les autorités helvétiques leur coupaient tout moyen de subsistance en tant qu'apatrides <sup>265</sup> —, contacts avec le millier de déserteurs de [95] la *Wehrmacht* internés dans des conditions épouvantables à Muri-Moos, Muri-Dorf, Senneberg, Hochdorf, Angstholz, afin de les rallier à ses perspectives.

À souligner que, à toutes les étapes de son action, le « Comité » bénéficia du soutien des théologiens protestants Fritz Lieb et Karl Barth, dont l'aura internationale poussa de nombreux chrétiens à épouser la cause de l'antifascisme militant. En juillet 1942, à la question morale de savoir s'il était permis à un croyant d'entrer en résistance aux côtés des communistes et d'avoir éventuellement recours aux armes, ce dernier avait répondu : « C'est non seulement permis, mais c'est de rigueur ! » (« *nicht nur erlaubt, sondern geboten* ») <sup>266</sup>.

Après l'annonce du suicide de Hitler (30 avril 1945) et de la capitulation de Berlin (2 mai), le « Comité Allemagne libre » en Suisse connut un afflux d'adhésions (autour de 400 membres fin 1944, pratiquement 2000 en juin !). Le 27 mai, il réunit en toute légalité à Zurich son deuxième congrès en territoire helvétique qui fut largement couvert par la presse internationale. Y apportèrent notamment leur soutien : le romancier André Chamson, ancien directeur de l'hebdomadaire antifasciste *Vendredi* <sup>267</sup>, le journaliste à *L'Humanité* et

<sup>264</sup> Au nombre desquels Hans Meisner qui, à partir de 1957, dirigera en RFA l'école du BND (*Bundesnachrichtendienst* = services de renseignement).

<sup>265</sup> Ils en furent avertis par une circulaire sur laquelle ils durent apposer la mention « Lu et approuvé » suivie de leur signature. Le 20 juin 1945, le journal de Zurich *Die Nation* commentera : « Par cette circulaire, la police confédérale chargée des étrangers a rendu aux armées de Hitler [...] un ignoble service de proxénète (*einen schändlichen Zuhälterdiemt*). Avec cet atout en mains, la légation allemande en Suisse a pu forcer pratiquement tous les Allemands vivant en Suisse à s'engager. »

<sup>266</sup> Dans une lettre adressée à des amis aux Pays-Bas ; cit. in K. Barth, *Eine Schweizer Stimme*, op. cit., p. 247.

<sup>267</sup> Hebdomadaire de gauche sans exclusive dont le premier numéro parut en le 8 novembre 1935 dans le sillage du Comité de vigilance des intellectuels contre le fascisme et qui ne survivra pas à la dislocation du Front populaire

écrivain Pierre Courtade, le rédacteur en chef des *Lettres françaises* Claude Morgan, tous trois amis du Général de Lattre, favorable aux projets du « Comité »<sup>268</sup> et qui, malheureusement pour la zone d'occupation française, fut relevé à la fin de l'été par le Général Koenig, partisan d'une politique dure envers la population du *Reich* vaincu.

[96]

Le thème central du congrès, développé par Wilhelm Abegg (*DSP*)<sup>269</sup>, concerna le rapatriement en Allemagne. Au nombre des autres orateurs figurèrent Hans Bergmann<sup>270</sup> avec un rapport sur la dénazification, les social-démocrates Hans Venedy et Karl Paeschke qui dénoncèrent la ligne officielle des dirigeants de leur parti, prêts à ouvrir les portes de l'Allemagne à l'impérialisme américain pour peu qu'ils y trouvent leur compte, Walter Fisch<sup>271</sup> avec un exposé sur la nécessaire rééducation de la jeunesse dévoyée par le régime nazi, ainsi qu'Anni von Fischer de la Centrale sanitaire suisse (*CSS*) qui présenta un programme très élaboré d'aide médicale et alimentaire pour l'Allemagne du Sud<sup>272</sup>. Une nouvelle direction fut élue avec à sa tête

après Munich (dernier numéro en novembre 1938). Cf. *Histoire littéraire de la France*, vol. 11, Paris, 1979, pp. 252-253.

<sup>268</sup> À cette époque, selon certains témoins, les troupes françaises basées dans la région de Singen, à une dizaine de kilomètres de la frontière suisse, auraient même aidé des membres du « Comité Allemagne libre » à passer en Allemagne.

<sup>269</sup> Cf. note 187.

<sup>270</sup> Communiste non orthodoxe arrivé en Suisse en 1942 et qui en se faisant passer pour un syndicaliste social-démocrate bénéficiera d'une relative quiétude de la part des autorités ; jouera dès le départ un rôle important au sein du « Comité Allemagne libre » mais sera mis en marge au terme du congrès du 27 mai en raison des libertés qu'ils prenaient à l'égard des décisions officielles et aussi de ses relations avec les dirigeants social-démocrates.

<sup>271</sup> Cf. note 254.

<sup>272</sup> Anni von Fischer était l'épouse du docteur Hans von Fischer, fondateur (en 1936 durant la guerre d'Espagne) et président de la Centrale.

Wilhelm Abegg, Charlotte von Kirschbaum (*BK*)<sup>273</sup>, et Wolfgang Langhoff (*PC*)<sup>274</sup>

Soucieuse — pour son bénéfice — de faciliter aux Américains le règlement de la question allemande à leur manière, la Confédération helvétique n'épargna aucun raffinement pour retarder le retour dans leur pays des militants du « Comité ». Pour beaucoup, il se fit comme à l'aller, dans la clandestinité, ou parfois par des *charters* où, après avoir été dépouillés de tout ce qui pouvait constituer la preuve de leur antifascisme, ils étaient mêlés à des nazis notoires dont l'extradition était réclamée par l'occupant<sup>275</sup> !

Par contre, dans le même temps qu'ils conservaient de « bons serviteurs du régime hitlérien que l'on considérait] comme indispensables »<sup>276</sup> et s'appuyaient sur cette nouvelle droite libérale née de l'initiative de chrétiens antihitlériens que sera la *CDU*<sup>277</sup>, les Américains se hâtèrent de faire rapatrier les dirigeants en Suisse de la *SPD*, en lesquels ils [97] savaient pouvoir trouver des alliés sûrs, désireux d'établir une république fédérale<sup>278</sup> qui prendrait sa place dans le Pacte atlantique : « Allen Dulles avait bon cœur, rapportera Wilhelm Hoegner dans ses mémoires ; il m'avait promis que je serais le premier Allemand à rentrer de Suisse dans mon pays ; le 6 juin 1945, à neuf

<sup>273</sup> Sur les milieux protestants sous le régime hitlérien (« Chrétiens allemands » — *Deutsche Christen* = *DC* — favorables au nazisme et « Église confessante » — *Bekennende Kirche* = *BK* — opposée au nazisme), voir R. Thalmann, *Protestantisme et nationalisme en Allemagne de 1900 à 1945*, Paris, 1976. Cf. également T. Feral, *Le National-socialisme*, *op. cit.*, pp. 112-114.

<sup>274</sup> Cf. note 16.

<sup>275</sup> Voir l'hebdomadaire zurichois *Nation*, 13 juin 1945.

<sup>276</sup> A. Grosser, *La République fédérale d'Allemagne*, Paris, 1974, p. 13.

<sup>277</sup> Voir « La fondation de l'union chrétienne-démocrate », in G. Badia *et al.*, *Histoire de l'Allemagne contemporaine*, vol. 2, *op. cit.*, p. 56 sq.

<sup>278</sup> Cf. brochure publiée aux éditions Haupt de Berne en mai 1945 par Otto Braun et Wilhelm Hoegner, et cosignée par F. ex-chancelier du Centre catholique/*Zentrum* (auquel succédera la *CDU* qui toutefois réunira aussi des protestants), Joseph Wirth : *Richtlinien für ein demokratisches, republikanisches, föderalistisches Deutschland*. À noter que dans les années cinquante, Wirth milita contre l'intégration de l'Allemagne fédérale dans l'O.T.A.N., ce qui lui vaudra en 1955, un an avant sa mort, le Prix Staline pour la paix.

heures du matin, une jeep américaine nous conduisit, le baron Godin<sup>279</sup> et moi-même de Zurich [...] à la frontière. Allen Dulles avait tenu parole »<sup>280</sup>.

<sup>279</sup> Ami de l'ex-chancelier Wirth, membre du Centre catholique/Zentrum.

<sup>280</sup> W. Hoegner, *Der schwierige Außenseiter*, op. cit., p. 185. Voir aussi R. H. Smith, *OSS. The secret history of America's first intelligence agency*, Berkeley, 1972, p. 236.

Deux poids, deux mesures : deux Allemagnes. Après l'effondrement du troisième *Reich*, pour pratiquement un demi-siècle encore, l'avenir allemand ne sera pas « normalisé » et « le Führer et son régime [seront toujours] des acteurs vivants de la vie politique » <sup>281</sup>.

[98]

<sup>281</sup> F. Delpla, *Hitler, op. cit.*, p. 427. Voir à cet égard l'excellent travail de L. Richard, *Suite et séquelles de l'Allemagne nazie*, Paris, 2005.



[99]

SUISSE ET NAZISME  
CONCLUSION

« *On vous dira : ce sont les lois de l'Histoire. On vous l'expliquera savamment. Redressez-vous [...] contre cette savante lâcheté. C'est plus qu'une sottise, c'est le péché contre l'esprit.* »

Ch. De Gaulle <sup>282</sup>

[Retour à la table des matières](#)

Nul n'ignore la terrible prophétie de Zarathoustra : *Si un peu de poison de-ci, de-là procure des rêves agréables, beaucoup de poison conduit au chaos et à la mort* <sup>283</sup>.

Ainsi en va-t-il de l'Histoire, en permanence truquée par le pouvoir et ses relais idéologiques (éducation, information, politique culturelle) <sup>284</sup> pour la simple raison [non avouée !], que sa capacité à transformer les mentalités et les comportements des peuples constitue un péril pour la classe dominante. Bertolt Brecht l'a illustré par sa *Vie de Galilée* : le savoir, la connaissance sont « révolutionnaires », et c'est à ce titre [100] que l'Histoire se retrouve asphyxiée au profit d'une mythologie contraire au progrès humain, et même parfois — le nazisme en a été l'exemple flagrant <sup>285</sup> — propice au réveil des archaïsmes les plus ravageurs.

<sup>282</sup> Discours prononcé en 1922 à l'École interarmes de Saint-Cyr, cit. in E. Pognon, *De Gaulle et l'armée*, Paris, 1976.

<sup>283</sup> Cf. F. Nietzsche, *Ainsi parlait Zarathoustra*, prologue/5.

<sup>284</sup> Voir à ce sujet L. Althusser, *Positions*, Paris, 1976, p. 65.

<sup>285</sup> Cf. T. Feral, *Le Nazisme : une culture*, Paris, 2001. Voir également : pour l'éducation, K. I. Flessau, *Schule der Diktatur. Lehrpläne und Schulbücher des*

La légende du comportement hospitalier et neutre de la Suisse au temps du nazisme relève de cet escamotage mythologique : cette légende en effet assimile l'attitude altruiste et généreuse d'une large frange de la population helvétique à celle du Conseil fédéral de Berne alors que nous avons vu que ce fut loin d'être le cas.

Dans une volumineuse étude qui mérite de retenir l'attention <sup>286</sup>, *Who financed Hitler ?* (1978), James et Suzanne Pool ont indiqué que, dès 1922, certains milieux helvétiques accordèrent des subsides non négligeables au mouvement national-socialiste grâce au Berlinois Emil Ganßer, un des dirigeants du groupe Siemens & Halske, qui disposait en Suisse d'un réseau de contacts privilégiés. Hitler lui-même effectuera plusieurs déplacements à Zurich. En 1923, il sera l'hôte d'un dîner de gala dont il reviendra « avec une mallette bourrée de francs et de dollars » <sup>287</sup>. Dix ans avant que le *Führer* n'accède au pouvoir, haute finance et industrie de la Confédération ne s'embarrassaient donc déjà guère de neutralité : par anticommunisme, germanolâtrie, antisémitisme...

Lorsque viendra le moment de réaliser des profits, le gouvernement de Berne n'hésitera pas, même si — ironisera Hitler — « après avoir durant six jours fabriqué pour [le *Reich*] des armes onéreuses, le Dimanche [fut] consacré à la prière pour qu'elles ne fonctionnent pas » <sup>288</sup>.

*Nationalsozialismus*, Francfort/Main, 1979 et H. Genschel, *Politische Erziehung durch Geschichtsunterricht. Der Beitrag der Geschichtsdidaktik und des Geschichtsunterrichts zur politischen Erziehung im Nationalsozialismus*, Francfort/Main, 1980 ; pour l'information, J. Wulf, *Presse und Funk im Dritten Reich*, Gütersloh, 1964, et R. Schnabel, *Mißbrauchte Mikrophone*, Vienne, 1967 ; pour la politique culturelle, J. Wulf, *Literatur und Dichtung im Dritten Reich*, Gütersloh, 1963, et J. Wulf, *Theater und Film im Dritten Reich*, Gütersloh, 1964.

<sup>286</sup> Trad. allemande, *Hitlers Wegbereiter zur Macht*, Gütersloh, 1982.

<sup>287</sup> *Op. cit.*, p. 73. Voir également K. Heiden, *Adolf Hitler*, vol. 1, Zurich, 1936, p. 252, ainsi que J. Fest, *Hitler, Fine Biographie*, Francfort/Main, Berlin, Vienne, 1973, p. 241.

<sup>288</sup> À en croire Max Frisch, *Öffentlichkeit als Partner*, *op. cit.*, p. 10, cette phrase sera popularisée par les soldats anglais et américains sous la forme : « Durant six jours les Suisses travaillent à la victoire de Hitler et le septième ils prient pour la victoire de la liberté. »

[101]

Pour reprendre une formule de Max Frisch — dans un discours pour le moins provocateur prononcé le 1er août 1957 à l'occasion de la Fête nationale de la Confédération ! —, la politique conduite entre 1933 et 1945 par le Conseil fédéral aboutira à ce que des milliers de malheureux « connaîtront la Suisse non pas comme un pays merveilleux mais dans sa réalité » <sup>289</sup>.

La réalité d'un pays où l'Histoire ne pouvait que bégayer et ce, *comme dans tout pays* où la spéculation prend le pas sur « l'intérêt des peuples et la vérité de l'homme » (Albert Camus) <sup>290</sup>.

Au lendemain de la guerre, le « réduit national » helvétique ne se départira pas de son mercantilisme : outre le scandale bien connu de l'or nazi <sup>291</sup>, on retiendra cette facture adressée à l'ambassade française à Berne pour qu'elle rembourse les frais de transît des convois pour le rapatriement des déportés <sup>292</sup> ! En outre, le déni sera de mise : le gouvernement de Berne répugnera à ce que soient honorés les citoyens suisses <sup>293</sup> s'étant, au risque de sévères sanctions, dévoués pour soutenir

<sup>289</sup> *Ibid.*, p. 9.

<sup>290</sup> « Pour un temps encore inconnu, l'Histoire est faite par des puissances de police et des puissances d'argent contre l'intérêt des peuples et la vérité de l'homme » ; en 1968, cette sentence de Camus (in *Actuelles I*, Paris, 1950) avait été fort judicieusement choisie par le journaliste Jean-Baptiste Mauroux en ouverture de son livre pionnier chez Pauvert, *Du Bonheur d'être Suisse sous Hitler*.

<sup>291</sup> Cf. T. R. Fehrenbach, *The swiss banks*, New York, 1966 ; N. Faith, *Safety in numbers*, Londres, 1982 ; R. Vogler, « Der Goldverkehr der schweizerischen Nationalbank mit der deutschen Reichsbank », in *Geld, Währung und Konjunktur* 1/1985 ; G. Trepp, *Die Bank für internationalen Zahlungsausgleich : Bankgeschäfte mit dem Feind. Von Hitlers Europa-Bank zum Instrument des Marshall-Plans*, Zurich, 1993 ; A. Le Bor, *Les Banquiers secrets d'Hitler*, Monaco, 1997 ; C. Buchenbacher, *Tatsachen über das schweizerische Bankgeheimnis*, Zurich, 1997 ; J.-P. Picaper, *Sur la trace des trésors nazis*, Paris, 1998.

<sup>292</sup> Cit. in J.-B. Mauroux, *Du Bonheur d'être Suisse sous Hitler*, Paris, 1968, pp. 195-196.

<sup>293</sup> Cf. « La Suisse et son passé », interview de Jean-François Bergier par Scott Capper, *Swissinfo*, 6 mai 2005.

les résistants (parmi lesquels de nombreux français)<sup>294</sup> ou sauver des Juifs (notamment les enfants)<sup>295</sup>. En 1956, de même qu'avaient été interdits à leur parution le célèbre livre de Hermann Rauschning, *Hitler m'a dit* (1939)<sup>296</sup>, et la *Lettre aux Anglais* de Georges Bernanos (1942)<sup>297</sup>, la Confédération s'opposera — autant que faire se put — à la projection sur son territoire<sup>298</sup> de l'« investigation au scalpel de l'univers concentrationnaire et radiographie de la délirante logique nazie »<sup>299</sup> d'Alain Resnais, *Nuit et Brouillard* !

[102]

Que tout cela puisse susciter l'indignation est compréhensible. Pourtant s'indigner ne suffit pas. Il faut aussi balayer devant sa porte car, soyons en bien conscients, l'exotisme du pire n'est au fond rien d'autre qu'un subterfuge pour occulter ses propres infamies !

<sup>294</sup> À ce propos, voir R. Mossu, *Secrets d'une frontière*, Genève, 1946.

<sup>295</sup> Cf. A. Lasserre, *Frontières et camps. Le refuge en Suisse de 1933 à 1945*, Lausanne, 1995 ; S. Zeitoun, *L'œuvre de secours aux enfants*, Paris, 1990 ; J.-M. Dolivo, « Des pages sombres d'une histoire qui se poursuit », in *Solidarités* 59/2005 (Genève) ; « Les enfants de la Shoah », troisième colloque de Lacaune, 17-18 sept. 2005.

<sup>296</sup> Best-seller international publié à l'instigation du magnat de presse hongrois Emery Rêves dans lequel l'ancien président national-socialiste du Sénat de Dantzig, démis fin 1934 de son poste par Hitler et réfugié en Suisse, révèle dans toute son ampleur la barbarie du projet nazi.

<sup>297</sup> Plaidoyer pour la France libre publié à Rio de Janeiro où l'auteur vivait depuis 1938 après avoir rompu avec l'extrême droite à l'époque de la guerre d'Espagne (cf. *Les Grands Cimetières sous la lune*).

<sup>298</sup> Cit. in J.-B. Mauroux, *Du Bonheur d'être Suisse...*, op. cit., p. 197.

<sup>299</sup> F. Buache, *Le Cinéma allemand*, Paris, 1984, p. 98.

Comme l'a suggéré le 8 mai 2005 le président de la Confédération Samuel Schmid dans son allocution pour le 60<sup>e</sup> anniversaire de la capitulation du troisième Reich <sup>300</sup>, il est crucial, plutôt que condamner, d'ouvrir sans tabou les chapitres difficiles du souvenir pour que l'Europe puisse un jour en toute sérénité accéder à sa majorité <sup>301</sup>. Dont acte !

<sup>300</sup> Pour l'intégralité de ce discours, on se reportera au site internet [www.bundespraesident.admm.ch](http://www.bundespraesident.admm.ch), rubrique « *Reden* ».

<sup>301</sup> À cet égard, je tiens à saluer le courage de l'historien zurichois Thomas Huonker (né en 1954) qui, sur le site Internet [www.thata.ch](http://www.thata.ch), livre le résultat de ses investigations sur la politique pratiquée par son pays à l'égard des tziganes. Il est également l'auteur d'une recherche magistrale sur la politique eugéniste de la Suisse (voir bibliographie).

[103]

## SUISSE ET NAZISME

# Notes et références

[Retour à la table des matières](#)

Pour faciliter la consultation des notes en fin de textes, nous les avons toutes converties, dans cette édition numérique des Classiques des sciences sociales, en notes de bas de page. JMT.

[104]	[113]	[122]
[105]	[114]	[123]
[106]	[115]	[124]
[107]	[116]	[125]
[108]	[117]	[126]
[109]	[118]	[127]
[110]	[119]	[128]
[111]	[120]	[129]
[112]	[121]	[130]

[131]

**SUISSE ET NAZISME**  
**ORIENTATION**  
**BIBLIOGRAPHIQUE**

[Retour à la table des matières](#)

Actes du colloque international des Universités de Neuchâtel et Berne, *Les États neutres européens et la Seconde Guerre mondiale*, Neuchâtel, 1985.

Altermatt U. *et al*, *Die Schweizer Bundesräte. Ein biographisches Lexikon*, Zurich, 1991.

Arnold J., *Vom Transitprinzip zum Dauer asyl. Die schweizerische Flüchtlingshilfe 1933-1951*, mémoire, Univ. Fribourg, 1997.

Barth K., *Eine Schweizer Stimme. 1938-1945*, Zurich, 1945.

Barth K., *Im Namen Gottes des Allmächtigen*, Zurich, 1945.

Battel F., *Flüchtlinge in Schaffhausen 1933-1945*, mémoire, Univ. Zurich, 1992.

Béguin P., *Histoire de la Suisse*, Lausanne, 1980.

Ben-Tov A., *Face au génocide. La Croix Rouge et les Juifs de Hongrie 1941-1945*, Lausanne, 1997.

Bergier J.-F., *Histoire économique de la Suisse*, Lausanne, 1984.

Bergier, J.-F. *et al*, *Die Schweiz und die Flüchtlinge zur Zeit des Nationalsozialismus*, Berne, 1999.

Bergmann K. H., *Die Bewegung Freies Deutschland in der Schweiz*, Munich, 1974.



*Bericht des Bunderates über die antidemokratische Tätigkeit von Schweizern und Ausländern*, Berne, 1946.

Billeter G., *Le Pouvoir patronal. Les patrons des grandes entreprises suisses des métaux et des machines*, Genève, 1985.

Bloch C, *Le III<sup>e</sup> Reich et le monde*, Paris, 1986.

Bohn W., *Transportkolonne Otto*, Francfort/Main, 1970.

[132]

Bonjour E., *Histoire de la neutralité suisse*, vol. IV-VI, Neuchâtel, 1970-1971.

Bonjour E., *La Neutralité suisse. Synthèse de son histoire*, Neuchâtel, 1979.

Bourgeois D., *Le troisième Reich et la Suisse*, Neuchâtel, 1974.

Bourgeois D., *Business helvétique et troisième Reich*, Lausanne, 1998.

Bourgeois D., « La Suisse, les Suisses et la Shoah », in *Revue d'histoire de la Shoah* 163/1998, pp. 132-151.

Bower T., *Nazi Gold*, New York, 1998.

Bringolf W., *Mein Leben. Weg und Umweg eines Schweizer Sozialdemokraten*, Berne, 1965.

Bröhm A., *Zwischen politischem Kampf und Exilalltag. Frauen der Kommunistischen Partei Deutschlands und des Internationalen Sozialistischen Kampfbundes im schweizerischen Exil*, mémoire, Univ. Zurich, 1995.

Brücker E., « Le pire c'était qu'on a commencé à devenir comme eux », in *Werkstatt Geschichte* 13/1996, pp. 19-38.

Brusto M., *Im schweizerischen Rettungsboot*, Munich, 1967.

Buchenbacher C, *Tatsachen über das schweizerische Bankgeheimnis*, Zurich, 1997.

Busset T., « Va-t'en ! ». *Accueil des réfugiés et naissance du mythe de « terre d'asile » en Suisse*, Lausanne, 1994.

Butikofer R., *Le Refus de la modernité. La Ligue vaudoise : une extrême droite et la Suisse*, Lausanne, 1996.

Cantini C, *Le Colonel fasciste suisse Arthur Fonjallaz*, Lausanne, 1983

Carazzetti R. *et al*, *La Svizzera e la lotta al nazifascismo*, Locarno, 1998.

[133]

Cerutti M., « Mussolini, bailleur de fonds des fascistes suisses », in *Revue suisse d'histoire*, 1/1985.

Cerutti M., « La Suisse, terre d'asile ? », in *Revue d'histoire de la Shoah* 163/1998, pp. 25-49.

Chiquet S. *et al*, *Es war hait Krieg. Erinnerungen an den Alltag in der Schweiz*, Zurich, 1992.

Citrinbaum T., *La Participation de la Suisse à la conférence internationale sur les réfugiés. Évian, juillet 1938*, mémoire, Univ. Genève, 1977.

Cohn H., *Auswanderungsvorschriften für Juden in Deutschland*, Berlin, 1938.

Commission fédérale contre le racisme, *L'Antisémitisme en Suisse*, Berne, 1998.

Commission indépendante d'experts, *La Suisse et les transactions sur l'or pendant la Seconde Guerre mondiale*, Berne, 1998.

D'Amato G., *La Politique de l'asile et de l'immigration dans la tourmente entre exécution étatique et mouvements sociaux*, Neuchâtel, 2000.

De Felice R., *Storia degli ebrei italiani sotto il fascismo*, Turin, 1962.

Département de l'Instruction publique, *Le Rapport Bergier à l'usage des élèves*, Genève, 2002.

Dieckhoff A., *Rescapés du génocide. L'action Musy*, Bâle, 1994.

Dietz E., *Den Nazis entronnen. Die Flucht eines jüdischen Mädchens in die Schweiz*, Francfort/Main, 1990.

Dietz E., *Meine Internierungszeit in der Schweiz*, Francfort/Main, 1993.

Dovski L. van, *Schweizer Tagebuch eines Internierten*, Spiez, 1946.

[134]

Dreyfus M., « Insel Schweiz », in S. Weigel *et al*, *Fünfzig Jahre danach*, Zurich, 1996, pp. 347-375.

Droz L., « L'antisémitisme au quotidien : l'emploi d'un tampon J dans les administrations fédérales et vaudoises entre 1936 et 1940 », in *Schweizerische Zeitschrift für Geschichte* 49-3/1999, pp. 353-370.

Ducrey P. et Jost H. U., *Jean Rudolf von Salis, die Intellektuellen und die Schweiz / Jean Rodolphe de Salis, les intellectuels et la Suisse*, Zurich, 2003.

Durrenmatt F., *Politik. Essays und Reden*, Zurich, 1986.

Eschwege H. *et al*, *Kennzeichen "J"*, Berlin, 1966.

Faith N., *Safety in numbers*, Londres, 1982.

Favez J. C. *et al*, *Nouvelle histoire de la Suisse et des Suisses*, Lausanne, 1982-1983.

Fehrenbach T. R., *The swiss banks*, New York, 1966.

Feral T., *Le National-socialisme. Vocabulaire et chronologie*, Paris, 1998.

Feral T., *Le National-socialisme, Approche didactique*, Paris, 1999.

Frisch M., *Öffentlichkeit als Partner*, Francfort/Main, 1967.

Gast U., *Von der Kontrolle zur Abwehr. Die eidgenössische Fremdenpolizei im Spannungsfeld von Politik und Abwehr*, Zurich, 1997.

Gautschi W., *General Henri Guisan*, Zurich, 1994.

Gittig H., *Illégale antifaschistische Tarnschriften 1933 bis 1945*, Francfort/Main, 1972.

Glaus B., *Die Nationale Front*, Zurich, 1969.

Goehrke C. *et al*, *Zuflucht Schweiz*, Zurich, 1994.

Graf C. *et al*, *La Suisse et les réfugiés*, Berne, 1996.

[135]

Graf P. *et al*. : *...mit dem Rücken zur Wand...- Flüchtlingsdebatte des Nationalrates vom September 1942*, Berne, 1979.

Grimm B. von, *Gau Schweiz? Dokumente über die nationalsozialistischen Umtriebe in der Schweiz*, Berne, 1939.

Grivat O., *Internés en Suisse 1939-1945*, Chapelle-sur-Moudon, 1995.

Groß B., *Willi Münzenberg. Eine politische Biographie*, Stuttgart, 1967

Grossmann K., *Emigration. Geschichte der Hitler-Flüchtlinge*, Francfort/Main, 1969.

Grünberg K. et ai, *Suisse : un essai sur le racisme d'État*, Lausanne, 1999.

Haas G., *Wenn man gewußt hotte, was sich drüben im Reich abspielte... 1941-1943*, Bâle et Francfort/Main, 1994.

Halbrook S.P., *Target Switzerland*, Rockville Center, 1998.

Halter-Schmid R., *Schweizer Radio 1939-1945*, Berne, 1980.

Häsler A., *Dos Boot ist voll. Die Schweiz und die Flüchtlinge*, Zurich, 1967.

Hauser C., *Les Réfugiés aux frontières jurassiennes. Accueil et refoulement, internement*, Saint-Imier, 1999.

Haymann E., *Le Camp du bout du monde. 1942, des enfants juifs de France à la frontière suisse*, Lausanne, 1984.

Heiniger M., *Dreizehn Gründe. Warum die Schweiz im Zweiten Weltkrieg nicht erobert wurde*, Zurich, 1989.

Heller D., *Eugen Bircher*, Zurich, 1988.

Hess P.-A., *Die Internierung nach schweizerischem Fremdenpolizeirecht*, Ins, 1942.

Hildebrandt K., *Deutsche Außenpolitik 1933-1945*, Stuttgart, 1980.

[136]

Hoegner W., *Der schwierige Außenseiter. Erinnerungen eines Abgeordneten, Emigranten und Ministerpräsidenten*, Munich, 1959

Hoerschelmann C, *Exiland Schweiz. Lebensbedingungen und Schicksale österreichischer Flüchtlinge 1938 bis 1945*, Innsbruck, Wien, 1997.

Homberger H., *Die schweizerische Handelspolitik im Zweiten Weltkrieg*, Erlenbach/Zurich, 1970.

Huonker T., *Diagnose : "moralisch defekt"*, Zurich, 2003.

Jacobsen H. A., *Die nationalsozialistische Außenpolitik*, Francfort/Main et Berlin, 1968.

Jost H.-U., *Le Salaire des neutres*, Paris, 1969.

Jost H.-U., *Les Avant-gardes réactionnaires*, Lausanne, 1992.

Jost H.-U., *Politik und Wirtschaft im Krieg. Die Schweiz 1938-1948*, Zurich, 1998.

Kägi-Fuchsmann R., *Das gute Herz genügt nicht*, Zurich, 1968.

Kaiser B. (sous le pseudonyme de Oswald Mohr), *Wort der Verfolgten*, Bâle, 1945.

Kamis-Müller A., *Antisemitismus in der Schweiz*, Zurich, 1990.

Kamis-Müller A. *et al*, *Vie juive en Suisse*, Lausanne, 1992.

Kammermann I. W., *Die fremdenpolizeiliche Ausweisung von Ausländern aus der Schweiz*, thèse, Lucerne, 1948.

Kantorowicz A., *Politik und Literatur im Exil*, Munich, 1983.

Karlen R. *et al.* : *Fluchtpunkte. Menschen im Exil*, Bâle, 1986.

Kästli T., *Ernst Nobs*, Zurich, 1996.

[137]

Kaufmann U. R. *et al*, *Bibliographie zur Geschichte der Juden in der Schweiz*, Munich, 1993.

Kick W., *Sag es unseren Kindern. Widerstand 1933-1945*, Berlin/Vilseck, 1985.

Knauer M. et Frischknecht J., *Die unterbrochene Spur. Antifaschistische Emigration in der Schweiz 1933 bis 1945*, Zurich, 1983.

Knechtli P., *Basler Chemiekonzerne waren willige Lieferanten des Nazi-Régimes*, OnlineReports.ch, 2001.

Kocher H., « *Rationierte Menschlichkeit* ». *Schweizerischer Protestantismus im Spannungsfeld von Flüchtlingsnot und öffentlicher Flüchtlingspolitik der Schweiz 1933-1948*, Zurich, 1996.

Koller W., *Die Schweiz 1935-1945*, Zurich, 1970.

Koller G., « Der J-Stempel auf schweizerischen Formularen », in *Schweizerische Zeitschrift für Geschichte* 49-3/1999, pp. 371-374.

Kopper C., *Bankiers unterm Hakenkreuz*, Munich, 2005.

Kreis G., *Zensur und Selbstzensur. Die schweizerische Pressepolitik im Zweiten Weltkrieg*, Frauenfeld, Stuttgart, 1973.

Kreis G. *et al*, « Die Schweiz und der Zweite Weltkrieg », *Schweizerische Zeitschrift für Geschichte* 47/1997 (numéro spécial).

Krohn C. D. *et al*, *Handbuch der deutschen Emigration 1933-1945*, Darmstadt, 1998.

Kuhn A., *Hitler Außenpolitisches Programm*, Stuttgart, 1971.

Kunz H. B., *Weltrevolution und Völkerbund. Die schweizerische Aussenpolitik unter dem Eindruck der bolschewistischen Bedrohung*, Berne, 1981.

[138]

Kury P., *Über Fremde reden. Überfremdungsdiskurs und Ausgrenzung in der Schweiz 1900-1945*, Zurich, 2004.

Langhoff W., *Die Bewegung Freies Deutschland und ihre Ziele*, Zurich, 1945.

Lasserre A., *La Suisse des années sombres*, Lausanne, 1989.

Lasserre A., *Frontières et camps. Le refuge en Suisse de 1933 à 1945*, Lausanne, 1995.

Lasserre A., « La Vie des réfugiés en Suisse », in *Revue d'histoire de la Shoah* 163/1998, pp. 50-71.

Lebor A., *Hitler 's secret tankers. The myth of swiss neutrality during the holocaust*, Secausus/NJ, 1997.

*Lexikon sozialistischer deutscher Literatur*, Halle/Saale, 21963.

Lieb F., *Christ und Antichrist im Dritten Reich. Der Kampf der deutschen Bekenntniskirche*, Paris, 1936.

Ludwig C., *La Politique pratiquée par la Suisse à l'égard des réfugiés au cours des années 1933 à 1955*, Berne, 1957.

Ludwig C., *Die Flüchtlingspolitik der Schweiz seit 1933 bis zur Gegenwart*, Berne, 1966.

Marguerat P., *La Suisse face au troisième Reich*, Lausanne, 1991.

Mattioli A., *Intellektuelle von rechts. Idéologie und Politik in der Schweiz, 1918-1939*, Zurich, 1997.

Mattioli A. et al., *Antisemitismus in der Schweiz*, Zurich, 1998.

Mauroux J.-B., *Du Bonheur d'être Suisse sous Hitler*, Paris, 1968.

Michalka W., *Das Dritte Reich*, Munich, 1985, vol. 2 : 1939-1945

Milza P., *Les Fascismes*, Paris, 1985

Mittenzwei W., *Exil in der Schweiz*, Leipzig, 1978.

[139]

Morse A. D., *While six millions died*, Londres, 1968.

Moser A., *Der Zaun im Kopf. Zur Geschichte der deutsch-schweizerischen Grenze um Konstanz*, Constance, 1992.

Müller P., *Wir wollten die Welt verändern*, Francfort/Main, 1987.

Neidhart K., *Nationalsozialistisches Gedankengut in der Schweiz*, Francfort/Main, Berlin, Berne, 2004.

Office central suisse d'aide aux réfugiés, *Des Réfugiés racontent...*, Zurich, 1944.

Ofner P., *Helvetofaschismus. Die Nationale Front*, travail de recherche dans le cadre d'une U.V., Österreichische HochschülerInnenschaft, mnemopol.net, 2002.

Panzera F., « Giuseppe Motta », in *Civitas* 1-2/1990.

Pavillon S., *L'Ombre rouge. Suisse-URSS*, Lausanne, 1999.

Perrenoud M., « Aperçu des relations économiques et financières de la Suisse avec l'Allemagne », in *Revue d'histoire de la Shoah* 163/1998, pp. 110-126.

Picard J., *La Suisse et les Juifs*, Lausanne, 2000.

Pool J. et S., *Hitlers Wegbereiter zur Macht*, Munich, 1982.



Publications de la Commission indépendante d'experts suisse - Seconde Guerre mondiale, 25 vol., Zurich (Chronos) et Lausanne (Payot), 1999 - 2002.

Rees P., *Biographical dictionary of the extrême right since 1890*, New York et Londres, 1990.

Regard F., « Les Réfugiés juifs en Suisse pendant la Seconde Guerre mondiale », in *Traverse* 2/1995 (supplément « Mai 1945 »), pp. 52-54.

Regard F., *Les Réfugiés juifs en Suisse pendant la Seconde Guerre mondiale vu par le prisme de leur(s) mémoire(s)*, thèse, Genève, 1995.

[140]

Ricklin A. et al, *Neues Handbuch der schweizerischen Aussenpolitik*, Berne, 1992.

Riegner G. M. : « Témoignage sur mes activités en Suisse pendant la Seconde Guerre mondiale », *Revue d'histoire de la Shoah* 163/1998, pp. 91-100.

Rings W., *La Suisse et la guerre 1933-1945*, Zurich, 1975.

Rings W., *L'or des nazis. La Suisse, un relais discret*, Lausanne, 1985.

Roschewski H., *Rothmund und die Juden*, Bâle et Francfort/Main, 1997.

Rothfeld H. et Weinberg G. L. (éd.), *Hitlers Zweites Buch*, Munich, 1961.

Rucki J., *Die Schweiz im Licht. Die Schweiz im Schatten*, Kriens, 1997.

Rüthemann W., *Volksbund und SGAD. Nationalistische Schweizerische Arbeiterpartei, Schweizerische Gesellschaft der Freunde einer autoritären Demokratie, 1933-1944*, Zurich, 1979.

Salvatorelli L. et Mira G., *Storia d'Italia nel periodo fascista*, Turin, 1964.

Sarasin P. et al, *Raubgold, Reduit, Flüchtlinge. Zur Geschichte der Schweiz im Zweiten Weltkrieg*, Zurich, 1998.

Schaul D. et al, *Résistance, Erinnerungen deutscher Antifaschisten*, Berlin, 1975.

Schellenberg W., *Memoiren*, Cologne, 1959.

Schmid M., *Schalom ! Wir werden euch töten. Texte und Dokumente zum Antisemitismus in der Schweiz*, Zurich, 1979.

Schom A.M., *The unwanted guests. Swiss forced labor camps*, Los Angeles, 1998.

[141]

Schom A. M., *Survey of nazi and pro-nazi gi-oups in Switzer-land 1950-1945*, Los Angeles, 1998.

Schumann W. *et al.*, *Konzept für die « Neuordnung » der Welt*, Berlin, 1977.

Sebastiani D., *Jean-Marie Musy*, thèse, Univ. Fribourg, 2004.

Stahlberger P., *Der Zürcher Verleger Emil Oprecht und die deutsche politische Emigration 1933-1945*, Zurich, 1970.

Steiger E., « Die Schöpferin des schweizerischen Arbeiterhilfswerk, Regina Kägi-Fuchsmann », in *Schweizerischer Frauenkalender*, 1951, pp. 91-105.

Studer B., *Un Parti sous influence. Le Parti communiste suisse*, Lausanne, 1994.

Susman M., *Ich habe viele Leben gelebt*, Stuttgart, 1964.

Sutro, Nettie : *Jugend auf der Flucht 1933-1948*, Zurich, 1952.

Teubner H., *Exilland Schweiz*, Berlin, 1975.

Tobler H. W. *et al.*, *Die Schweiz im Zweiten Weltkrieg*, Zurich, 1997.

Trebs H., *Karl Barth*, Berlin, 1966.

Trepp G., *Die Bank für internationalen Zahlungsausgleich : Bankgeschäfte mit dem Feind. Von Hitlers Europa-Bank zum Instrument des Marshall-Plans*, Zurich, 1993.

Ueberschär G. R. *et al.*, *Das Nationalkomitee « Freies Deutschland » und der Bund Deutscher Offiziere*, Francfort/Main, 1996.

Urner K., *Il faut encore avaler la Suisse. Les plans d'invasion de Hitler*, Zurich, 1996.

Van Dongen L., *La Suisse face à la Seconde Guerre mondiale*, Genève, 1998.

[142]

Vogler R., « Der Goldverkehr der schweizerischen Nationalbank mit der deutschen Reichsbank », in *Geld, Währung und Konjunktur* 1/1985.

Vuilleumier M., *Flüchtlinge und Immigranten in der Schweiz*, Zurich, 1989.

Vuilleumier M. et al, *L'autre Suisse 1933-1945. Syndicalistes, socialistes, communistes : solidarité avec les réfugiés*, Lausanne, 2003

Wacker J. C., *Humaner als Bern ! Schweizer und Basler Asylpraxis gegenüber den jüdischen Flüchtlingen von 1933-1943 im Vergleich*, Bâle, 1992.

Waegner G., *Die Sündenböcke der Schweiz*, Fribourg-en-Brisgau, 1971.

Weber C, *Gegen den Strom der Finsternis. Als Betreuerin in Schweizer Flüchtlingsheimen*, Zurich, 1994.

Weinert E., *Das Nationalkomitee "Freies Deutschland" 1943-1945*, Berlin, 1957.

Weinert E., « Die Bedeutung der Emigrantenliteratur für die illegale Arbeit in Deutschland », in *Zur Tradition der sozialistischen Literatur in Deutschland. Eine Auswahl von Dokumenten*, Berlin et Weimar, 1967.

Wichers H., *Im Kampf gegen Hitler. Deutsche Sozialisten im Schweizer Exil*, Bâle, 1994.

Widmer P., *Die Schweizer Gesandtschaft in Berlin*, Zurich, 1997.

Wolf L., *Ein Leben ist viel zu wenig*, Berlin, 1973.

Wolf W., *Faschismus in der Schweiz*, Zurich, 1969.

Wolf W., *Walter Bringolf. Eine Biographie*, Schaffhausen, 1995.

Würst R.-H., *Alerte en pays neutre. La Suisse en 1940*, Lausanne, 1966.

[143]

Zbinden Z., *Der Flüchtling und die Humanität*, Zurich, 1945.

Ziegler J., *La Suisse lave plus blanc*, Paris, 1990.

Ziegler J., *Le Bonheur d'être suisse*, Paris, 1993.

Ziegler J., *La Suisse, l'or et les morts*, Paris, 1997.

Zimmermann H., *Die Schweiz und Großdeutschland*, Munich, 1980.

[144]

[145]

## SUISSE ET NAZISME

# POSTFACE

### « L'odeur de l'argent »

[Retour à la table des matières](#)

Thierry Feral est mon ami, mais ce n'est pas la raison qui lui a fait choisir de me demander de rédiger cette postface. Non, Thierry m'a fait le plaisir et l'honneur de me confier ce travail parce que nous avons déjà œuvré ensemble et que nous comptons bien poursuivre cette fructueuse et affectueuse collaboration. Nous partageons des idées très voisines et Thierry connaît mon franc-parler, le fait que je ne me contenterai pas de paroles ou d'écrits politiquement corrects, qui ne fâchent personne...

Sois donc remercié, cher Thierry, de me donner la parole à l'occasion de ton courageux livre sur la Suisse et le nazisme, d'autant que cette postface m'est confiée alors que disparaît (septembre 2005) Simon Wiesenthal, le plus redoutable chasseur de nazis de la planète... Quand on [146] connaît le personnage frêle, timide et effacé, qu'il donnait à voir, on demeure frappé d'admiration devant tant de détermination et d'acharnement à laisser sans repos les bourreaux !

La lecture du livre de Thierry Feral ne peut laisser indifférent et a fait naître en moi des sentiments violents : indignation, colère, révolte, tristesse, mais non pas haine, car ce sentiment nuisible et si toxique, tant pour celui qui le produit que pour celui qui en est l'objet, n'a rien à faire ici.

En revanche, de nombreuses réflexions parfois douloureuses ont pu éclore.

En premier lieu, la neutralité existe-t-elle ? N'est-ce pas déjà un choix alors qu'elle est souvent présentée comme un non-choix et une issue non décidée ? Je ne peux pas ne pas faire le parallèle avec le silence de Pie XII et je ne peux pas non plus ignorer la pseudo-neutralité dite bienveillante du psychanalyste devant la souffrance psychique. Je sais bien que le lecteur risque de trouver étrange l'accolement des deux propositions, pourtant, n'est-ce pas au nom d'un dogmatisme partagé, même si non identique, qu'une telle attitude de principe est adoptée ? Dans les deux cas, il y a souffrance et dans les deux cas, il y a silence, alors qu'une parole peut, sinon tout régler, du moins donner à l'autre le sentiment d'exister...

La neutralité, tant en politique que dans la vie courante, est le plus minable, le plus misérable, le plus pathétique (au sens anglais de pitoyable), le plus funeste levain des conflits larvés. La neutralité est une lâcheté, elle est humiliante de surcroît pour celui qui en est l'adepte, car elle n'exonère ni de la responsabilité voire de la culpabilité, ni de la honte devant des situations dramatiques...

[147]

L'accueil des réfugiés en Suisse neutre fut modulé. Si les réfugiés étaient fortunés et jouissaient d'une certaine notoriété ou plutôt d'une notoriété certaine, il était acceptable de les accueillir en feignant les bons sentiments. La Suisse brille par sa propreté quasi obsessionnelle. En « *bonne* » psychanalyse, la conduite obsessionnelle de propreté, d'hygiène, de nettoyages incessants, n'est que le revers moins reluisant et moins « *clean* » de la médaille. Cela s'appliquerait-il aux gouvernants helvétiques au cours de la Seconde Guerre mondiale ? Je laisse au lecteur le soin d'y réfléchir !

Donc, la Suisse excelle par sa propreté, l'aspect un peu fade de ses villes, de ses paysages, de sa cuisine. La notion classique d'hygiène a largement dépassé son acception habituelle et a été utilisée pour éviter toute « contamination » du territoire et des habitants de la Confédération helvétique. Il est vrai que les thèses « raciales » en vigueur à l'époque exaltaient cette position.

Thierry Feral nous fournit de précieux renseignements sur la collusion Suisse-nazisme pour protéger le territoire helvétique. Le piège conçu à Wannsee allait se refermer sur les indésirables.

Oui, la Suisse a sa part de responsabilité et de culpabilité dans l'Holocauste ! Mais le plus ignoble est que « cela » s'est passé dans le silence. Les criminels en gants blancs et manches de lustrine existent bel et bien ! Là encore, se pose l'éternel problème : faut-il condamner la Suisse et les Suisses devant le tribunal de l'Histoire ou mettre en exergue que, en tout lieu, en tout temps, ont existé dans l'anonymat et le sens de l'Homme des opposants qui ont aidé leurs prochains, sans distinction de race, de couleur ou de religion ? Je privilégie cette seconde attitude, d'autant que Thierry Feral nous apprend comment, très tôt, se sont mis en [148] place des réseaux (communistes ou non) de résistance en Suisse. Cet aspect semble fort peu connu ou totalement méconnu du grand public. Thierry Feral rend hommage à ces « combattants de la nuit ».

Une citation reprise par Thierry de son ami Jean-Michel. Palmier, le grand spécialiste de l'exil, m'a fait frémir : lorsque sont évoqués (p. 16) les six millions de chômeurs en Allemagne au moment de l'ascension de Hitler... Il n'a pas été possible pour moi de ne pas établir un parallèle avec les six millions de Juifs assassinés par les nazis. Les militants d'extrême droite en France ne tiennent-ils pas des raisonnements voisins de ceux de l'époque : « X millions d'immigrés face aux X millions de chômeurs français... » ? Cela fait froid dans le dos quand on réfléchit à la façon dont Hitler a voulu régler un problème dont la facette économique n'était pas des moindres dans une Allemagne humiliée par le Traité de Versailles.

Quant aux communistes qui cherchaient refuge en Suisse, ils furent piégés eux aussi — de façon douloureuse — du fait de l'attitude du *Komintern* et surtout du revirement de Staline lors de la signature du pacte germano-soviétique de non-agression en 1939.

Le travail de Thierry Feral est très richement documenté et ce « traqueur de vérité et de mémoire » — comme je me plais à le nommer — nous en apprend beaucoup sur les coulisses plutôt nauséabondes du pouvoir helvétique, complice discret, mais efficace de Hitler avant même son accession au pouvoir. C'est dire que le terrain — comme en Autriche — était préparé, avec cette différence notable que la Suisse se proclamait neutre et ne fut jamais occupée militairement. Il semble que, à plusieurs niveaux de responsabilité et dans des domaines variés (vie sociale, vie associative, [149] finances, banque, industrie...), les

maîtres-mots des dirigeants helvétiques aient été : neutralité, pas de vagues, ne fâchons pas nos voisins allemands...

La communauté de langue — pour une partie du territoire helvétique — avec le grand frère teuton n'autorisait pourtant pas ces honteuses compromissions. Des individus décidés, hargneux, soucieux de « protéger » la nation, et aux thèses identiques à celles de Hitler, aboutirent à l'installation d'abord officieuse d'un nazisme suisse. Thierry Feral évoque un événement sans doute inconnu du public : la constitution du « Congrès des nationalités » dès 1925 en Suisse, rassemblant des séparatistes bretons, alsaciens, corses, irlandais, flamands..., terreau bien arrosé par Hitler et ses sbires pour disposer de bases prêtes pour le moment où le dictateur nazi prendrait le pouvoir. Il est bien certain que ce n'est que rétrospectivement qu'on peut évaluer l'étendue considérable de ce dispositif de noyautage ou de cinquième colonne, basé sur l'existence préalable et concomitante de réseaux fascistes dans les cantons.

L'*Anschluss* de la Suisse était prévu pour 1944 ! Toutefois, dès l'instant où, en 1941, les militants pronazis du *Mouvement national suisse* (NBS) exigèrent d'aligner la politique économique de la Suisse sur celle de l'Axe pour la soumettre aux besoins de celui-ci, il fut interdit. C'est dire si le gouvernement helvétique, prompt à suivre les exhortations de Hitler dans certains domaines, « osa » se rebeller dès que son économie fut menacée, dans un très précurseur « *touche pas à mon fric* » !

La Suisse put, au lieu d'être asservie économiquement, faire de juteuses affaires avec le troisième Reich, en accordant des prêts, en livrant du matériel (armes, aliments, vêtements...), en implantant sur le territoire allemand des usines [150] fonctionnant avec des détenus de camps de concentration, en octroyant de nombreux avantages aux nazis pour le paiement de leurs commandes, la mise à disposition du réseau ferroviaire helvétique, notamment entre l'Allemagne et l'Italie...

Au banc des accusés suisses, citons Pilet-Golaz, le président fédéral, ou encore les conseillers fédéraux Motta et von Steiger.

Le comble de l'ignominie fut atteint lorsque Berne et Berlin signèrent en 1940 un accord économique juteux pour la Suisse. C'est à dessein que j'emploie pour la seconde fois le vocable « juteux » que



j'abhorre particulièrement, mais qui symbolise parfaitement mon insondable dégoût...

Le plus scandaleux dans la collaboration suisse avec les nazis aura été l'attitude hautaine ou doucereuse, ou tout au moins hypocrite, calculatrice, des gouvernants suisses face aux brutes nazies. C'est en gants blancs qu'ils ont travaillé, sans se salir directement les mains, *à la Pilate*, alors qu'ils n'ignoraient rien des exactions nazies.

Cette attitude, selon moi, est à rapprocher de celle, fort suspecte ou, bien plus, scandaleuse et totalement injustifiable de Pie XII. Le dramaturge Rolf Hochhuth a consacré une pièce remarquable à cette question du silence du pape Pie XII : *Le Vicaire*. Cette « tragédie en cinq actes », montée en 1963 à Berlin par Erwin Piscator et qui fit grand scandale, a été adaptée plus récemment, en 2002, au cinéma par le réalisateur Costa-Gavras sous le titre *Amen*, dont l'affiche (croix gammée se confondant avec le symbole de la chrétienté) fut jugée inacceptable par l'épiscopat français et l'extrême droite. Le Vatican fit en février 2002 une annonce selon laquelle une partie de ses archives concernant la période 1923-1939 deviendrait accessible à partir de 2003 afin de [151] mieux connaître l'action d'Eugenio Pacelli, alors nonce apostolique à Munich puis Berlin. Mais pour la période au-delà de 1939, celle du pontificat, le Vatican s'est contenté de la formule lapidaire : « *Il faudra attendre le temps... qu'il faudra...* ».

Encore aujourd'hui, un monastère croate servirait d'abri au général Ante Gotovina, ancien de la Légion étrangère qui disposerait de papiers d'identité français et aurait eu des liens étroits avec le Front national. Ce criminel de guerre est responsable de massacres dans l'ex-Yougoslavie et il est recherché par le Tribunal pénal International (TPIY), établi par la Résolution 827 du Conseil de sécurité des Nations-unies le 25 mai 1993 !

On pouvait lire dans le quotidien *Le Monde* du 21 septembre 2005 : « La procureure (*sic*) du Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie (TPIY), Carla Del Ponte, a fustigé le Vatican et l'Église croate pour leur refus de coopérer dans l'arrestation du général croate Ante Gotovina, accusé de crimes contre l'humanité pour des exécutions de civils serbes en Krajina en 1995. Dans un entretien accordé au quotidien britannique *The Daily Telegraph*, publié mardi 20 septembre, Mme Del Ponte affirme qu'Ante Gotovina “se cache dans un monastère

franciscain” en Croatie, ajoutant que “l’Église catholique le protège”. “J’ai soulevé la question auprès du Vatican, qui refuse totalement de coopérer avec nous”, regrette-t-elle. Alors que l’Union européenne (UE) conditionne l’ouverture des négociations préalables à l’entrée de la Croatie dans l’UE à sa pleine coopération avec le tribunal de l’ONU, Carla Del Ponte espérait obtenir du Vatican, auquel elle a formulé sa première demande de coopération en juin 2003, une pression additionnelle pour la livraison de l’accusé. Malgré les spéculations sur les caches du général croate (et citoyen français depuis 1979, après un passage par [152] la Légion étrangère), elle a toujours affirmé qu’Ante Gotovina, en fuite depuis l’annonce de son inculpation par le TPIY pour crimes contre l’humanité et crimes de guerre en 2001, se trouve en Croatie où il bénéficie de protections, dont celle de l’Église catholique. Le 1<sup>er</sup> juillet, la procureure (*sic*) rencontrait Mgr Giovanni Lajolo, secrétaire pour les affaires extraordinaires au Vatican, ministre des Affaires étrangères du pape, qui lui aurait signifié que le Saint-Siège n’a pas vocation à aider l’ONU dans la traque des criminels de guerre. La procureure (*sic*) a en outre demandé au Vatican de désavouer les propos de Mgr Mile Bogovic, l’évêque de Gospic issu de la frange nationaliste du clergé croate qui milite contre toute collaboration avec le TPIY. Un mois plus tard, elle adressait un courrier au pape Benoît XVI, resté à ce jour sans réponse. Réagissant mardi aux propos de la procureure (*sic*), le Saint-Siège a déclaré que le mandat de Mgr Lajolo ne lui permettait pas de coopérer avec les tribunaux, mais a demandé à Carla Del Ponte “de préciser les indices sur la base desquels on considère que le général Gotovina a trouvé refuge dans certains édifices religieux en Croatie”. La Conférence des évêques de Croatie affirme pour sa part ne pas savoir où se trouve Ante Gotovina, mais appelle la communauté internationale à s’expliquer sur les accusations de la procureure (*sic*) à rencontre de la Croatie et de l’Église catholique ».

Alors que se perpétuaient d’abominables crimes non loin de nos frontières, certains journalistes d’une partie de la presse occidentale (écrite ou parlée), dans des pays supposés civilisés et démocratiques, reprenaient sans discernement et sans guillemets (pour la presse écrite) la formule scandaleuse « *épuration ethnique* » ! Je pense très

sincèrement et fortement avec Thierry Feral <sup>302</sup> que la résistance à l'horreur commence par l'absence d'utilisation de mots qui véhiculent [153] des idées funestes et donnent aux dirigeants les cautions intellectuelles et idéologiques nécessaires pour agir et tuer...

Sur vingt-deux inculpés condamnés par le TPIY, seuls six ont été arrêtés (Milosevic, Meakic, Radie, Rajic, Rasevic, Sljivancanin) ; demeurent en liberté les tristement célèbres Karadzic et Mladic, parmi d'autres assassins...

Quant au Rwanda, que dire de Sœur Gertrude (Consolata Mukagango), supérieure du couvent de Sovu, et de Sœur Maria Kisito (Julienne Mukabutera) qui, selon l'acte d'accusation du Tribunal Pénal International de La Haye, auraient livré aux Hutus, de très nombreux Tutsies cherchant à fuir les tueries et réfugiés dans le couvent précité ? En outre, ces deux « estimables » religieuses auraient fourni aux tueurs hutus des jerrycans d'essence pour brûler environ cinq cents réfugiés. Au total, les deux femmes seraient responsables de l'assassinat de près de cinq mille Tutsies ! Elles ont été reconnues coupables et condamnées en 1999 respectivement à 15 et 12 ans de prison. Quelle justification pourrait trouver le Vatican dans tout cela ?

Les antécédents sont lourds, en particulier lors de l'affaire Touvier. Rappelons brièvement les faits : Paul Touvier était issu d'une famille très catholique savoyarde. Il devint pendant la Seconde Guerre mondiale chef du second service de la Milice à Lyon et, à ce titre, commit de nombreuses exactions : fusillades, tortures, pillages de biens juifs nommés avec cynisme « réquisitions ». En août 1944, Touvier demeure à Lyon au siège de la milice, 5 Impasse Cathelin. Il « pousse le bouchon bien loin » en tentant de nouer quelques contacts avec des éléments modérés de la Résistance. À la Libération, se sentant menacé en raison de ses méfaits, il trouve un premier refuge chez l'abbé Vautherin. Arrêté en 1947 à Paris pour avoir commis des hold-up — après de [154] nombreuses péripéties et alors que la justice l'a déjà condamné à mort par contumace lors de deux procès (en septembre 1946 à Lyon et en mars 1947 à Chambéry) —, il s'évade sachant qu'il va être fusillé. Débutent alors sa longue fuite et ses nombreux refuges dans des institutions religieuses, parmi lesquelles je citerai des églises

<sup>302</sup> Feral, « Plaidoyer pour une résistance sémantique et sémiologique en psychiatrie », *Psychiatrie Française*, n° sp., août 1998, pp. 66-70.

de Chambéry, l'abbaye de Hautecombe, le couvent des Dominicains d'Évreux, la Chartreuse de Portes dans le département de l'Ain, la Grande Chartreuse en Isère, l'abbaye de Solesmes... Le rôle de Monseigneur Duquaire sera déterminant pour tenter d'obtenir la grâce présidentielle accordée par Pompidou en 1971. Lors d'une enquête menée en 1989, l'hebdomadaire satirique *Le Canard Enchaîné* révélera au public l'existence d'une organisation nommée *Les Chevaliers de Notre Dame*, composée de pétainistes nostalgiques ayant aidé Touvier dans sa « cavale ». La gendarmerie nationale arrête Touvier en 1989 au prieuré Saint François de Nice. Le fugitif fut condamné à la réclusion à perpétuité en 1994 et mourut à la prison de Fresnes en 1996. Il avait 81 ans.

Alors, l'Église au service du crime ou l'Église camouflant des criminels ? Je n'y crois pas en tant que système connu, reconnu et absous, mais je suis convaincu qu'ici ou là, l'exacerbation des nationalismes trouve des aides et des complices dans tous les secteurs !

En avançant dans le livre de Thierry Feral, l'indignation ne fait que croître pour faire place bien rapidement à la colère ou à la nausée. Certes, l'indignation ne suffit pas, mais elle devient utile si elle est suivie d'actes.

Ainsi apprend-t-on que, en 1941, existaient sur le territoire helvétique cent camps retenant 40 000 internés majoritairement juifs, soumis aux brutalités et au sadisme [155] des gardes suisses qui n'avaient rien à envier à leurs homologues SS. Devant l'afflux de réfugiés attirés par le pseudo havre suisse, l'efficace et zélé chef de la police helvétique Rothmund bloqua leur entrée dans le sanctuaire suisse, sachant pourtant fort bien le sort qui les attendait.

À ce niveau de ma contribution, je ne peux me dispenser de rappeler que les libérateurs « yankees » avaient instauré entre 1920 et 1945 des quotas d'immigration très limités sur le sol américain alors que la plupart des grands dirigeants de ce monde connaissaient parfaitement la réalité des camps d'internement et d'extermination. Mais dans le camp allié (Grande-Bretagne et USA), l'effort de guerre était la priorité des priorités. Quand évoquera t-on de façon précise et plus largement un épisode peu connu du grand public : la déportation au Canada, ordonnée par Winston Churchill, de milliers de réfugiés allemands — sur cent mille environ —, majoritairement d'origine juive, qui vivaient

en Angleterre ? Le site Internet <sup>303</sup> des Archives de Radio Canada ne les oublie pas ; la méfiance des dirigeants britanniques, voyant en eux une menace de cinquième colonne, les conduisit à les interner dans les camps de Trois-Rivières, Cove, Fredericton et dans l'Ile-aux-Noix. Plusieurs réfugiés se suicideront, pensant qu'ils allaient être internés en Allemagne...

« [...] Le camp Newington à Sherbrooke garde 700 réfugiés juifs derrière ses grilles jusqu'en 1941. Dans un rapport envoyé à l'armée en octobre 1940, le major Donohue relate : “Les internés du camp sont tous juifs. Ils ont définitivement besoin d'une sévère discipline. Ils sont portés à être obstinés et non coopératifs en plus d'être malpropres.” Le major termine son rapport en mentionnant l'insuffisance des lits, qui force bon nombre des internés à dormir sur le plancher, et la saleté des baraques. Des organisations juives s'assurent du bien-être des internés détenus au Canada. Les [156] United Jewish Refugee and War Relief Agencies envoient régulièrement des représentants pour visiter les établissements où des Juifs sont internés. Le 6 août 1940, cet organisme établit à 1746 le nombre d'internés juifs au Canada. »

Les mêmes Britanniques régulaient de façon particulièrement dure, voire cruelle, l'arrivée de réfugiés (fuyant l'Allemagne et l'Europe de l'Est) en Palestine sur laquelle ils exerçaient un mandat depuis le traité de Versailles, entre 1920 et 1948. Durant ce mandat, les « déclarations et plans » pleuvront littéralement, chacun y allant de sa plume. Citons la Déclaration Balfour du 2 novembre 1917 et son alinéa principal : “Le Gouvernement de Sa Majesté envisage favorablement l'établissement en Palestine d'un foyer national pour le peuple juif et emploiera tous ses efforts pour faciliter la réalisation de cet objectif.” Suivront les « Livres Blancs » (Churchill en 1922, Passfield en 1930, MacDonald en 1939) et d'innombrables commissions d'enquête. Tout en affirmant bien haut la nécessité de créer un foyer juif en Palestine, les Britanniques ne voulaient surtout pas indisposer les États arabes voisins, et le Grand Mufti de Jérusalem pouvait lancer ses exhortations aux massacres des Juifs de Palestine organisés la légion arabe de Glubb Pacha (ex- lieutenant général Sir John Bagot Glubb). Le site Internet de

<sup>303</sup> <http://archives.radio-canada.ca/IDC-0-9-1553-10488/guerres-conflits/guerre-prisonniers-caaada/clip4>.

l'Institut séfarade européen de Bruxelles <sup>304</sup> mentionne à ce sujet dans un article intitulé *La bête est revenue* : « [...] Dès 1937, le Grand Mufti Adj Hamin El Husseini, leader spirituel des Palestiniens, déposait devant la "Palestine Royal Commission" comme principal porte-parole des Arabes. *Pour lui, l'expérience d'un foyer national juif devait prendre fin ; l'immigration et les achats de terre devaient cesser. L'hébreu ne devait plus être reconnu comme langue officielle et la Palestine devait devenir un État arabe indépendant.*

[157]

*Des insinuations antisémites se firent entendre : Auni Abdul Hadi, chef de l'« Istiqlal », organisation de centre-gauche, déclara que les Juifs étaient un peuple plus usurier qu'aucun autre et que si soixante millions d'Allemands, gens cultivés et civilisés, ne pouvaient tolérer la présence de six cent mille Juifs, comment pouvait-on attendre des Arabes qu'ils tolérassent la présence de quatre cent mille Juifs dans un pays beaucoup plus petit ? Quand on demanda au Mufti si la Palestine pourrait absorber et assimiler les quatre cent mille Juifs qui y étaient déjà, il répondit sans hésiter : “Non”. Ces Juifs devaient-ils être expulsés ou “éliminés” d'une façon ou d'une autre ? “Nous devons tous laisser l'avenir régler cela”, répondit le Mufti, “Ce n'est pas une question qui peut se régler ici”, dit Auni Abdul Hadi.*

La révolte arabe de 1936-1939 avait déjà bénéficié de l'appui direct, financier et militaire, de l'Allemagne et de l'Italie. Les Archives du Haut Commandement de l'armée allemande capturées à Flensburg après la Deuxième Guerre mondiale avaient livré un rapport selon lequel “seuls les fonds mis à la disposition du Grand Mufti de Jérusalem par l'Allemagne lui avaient permis d'organiser la révolte de Palestine.” [...] **Qui pourra dire combien de Juifs auraient pu survivre si l'État d'Israël avait existé ou si les portes de la Palestine n'avaient pas été fermées parce que les Palestiniens y avaient contraint les Britanniques ?** Ainsi à cette époque, pendant la Seconde Guerre mondiale, l'hostilité des Palestiniens avait rendu *judenrein* tous les territoires où les Juifs étaient interdits d'accès, fidèle ainsi à la politique pratiquée par les nazis en Europe. »

<sup>304</sup> <http://www.sefarad.org/desinfo/20020121.html>.

On apprend aussi par Thierry Feral l'affaire des Juifs hongrois soustraits à la chambre à gaz par un Rothmund nullement humaniste, mais bel et bien intéressé. En effet, une bonne partie de ces Juifs hongrois possédait des biens dans diverses parties du monde et l'opération d'accueil par la [158] Suisse avait pour but de les convaincre d'investir dans le « paradis helvétique ». Toutefois, en octobre 1944, les Alliés obtinrent que les dirigeants helvétiques cessassent tout « commerce » avec les nazis. Ravis de l'aubaine, les gouvernants fédéraux de Berne, prudents devant l'effondrement du IIIe Reich — qui devait durer mille ans — préparèrent leur avenir.

Avenir radieux tant il est vrai que les coffres des banques helvétiques, outre leur fameux secret, renfermaient le *trésor* (l'or) amassé et entreposé par des nazis prévoyants, ainsi qu'une quantité impressionnante d'avois et biens juifs dont une grande partie des propriétaires avait péri durant le conflit.

Je voudrais citer quelques extraits du rapport Bergier<sup>305</sup>, personnalité à laquelle fut confiée par les dirigeants helvétiques la direction d'une commission d'enquête et qui rendit ses conclusions en décembre 1999 :

*« Au cours de l'été 1942, parviennent en Suisse des informations sur les déportations et l'extermination des Juifs. En août, le rédacteur de La Sentinelle, Paul Graber, décide de les publier, et de protester contre le refoulement des réfugiés à la frontière. Il justifiera son initiative devant les autorités du contrôle de presse : „ Les faits relatés sont de telle nature que tout journaliste tenant à se mettre au service de la défense des valeurs humaines se trouvait en face d'un devoir sacré en les dénonçant. Une telle dénonciation fait partie de la défense des plus hautes valeurs. [...] Nous avons à défendre au-dessus de toutes les considérations nationales de quelque pays que ce soit, le meilleur des valeurs humaines mises en péril par la guerre et les causes qui engendrent les guerres. »*

[159]

*Les autorités disposent au même moment d'informations plus complètes et plus précises. Pourtant, elles décident de fermer la frontière, de n'accueillir qu'un nombre restreint de victimes et de*

<sup>305</sup> <http://www.aidh.org/Racisme/2e-guerre/06conclusions.htm>.

*refouler celles “qui n'ont pris la fuite qu'en raison de leur race, les Juifs par exemple”. Le discours officiel légitime ces décisions par les charges qui pèsent sur la Suisse et le danger qu'elle court, la pénurie alimentaire, la menace militaire et la crainte de troubles sociaux et politiques, ainsi que par les difficultés d'approvisionnement à cause des militaires internés et des émigrants qui se trouvent déjà en Suisse. La barque trop lourdement chargée devient le symbole de cette politique.*

*Après la guerre, lorsque l'extermination des Juifs d'Europe sera devenue le repère d'une époque, d'autres arguments seront invoqués : on ne savait pas exactement ce qui se passait dans le Reich ; on avait fait tout ce qui était possible ; mais que pouvait la Suisse, petit État menacé par Hitler ? Entre ces explications qui soulignent la complexité de la situation et les difficultés rencontrées par les responsables, et les propos de Graber qui mettent en avant la défense des valeurs humaines, il y a un fossé. Il met en évidence les enjeux et les perspectives qui sont au cœur du présent rapport.*

*Plus d'un demi-siècle s'est écoulé depuis lors. La Commission indépendante d'experts suisse – Seconde Guerre mondiale se penche sur un moment de l'histoire qui pose des questions fondamentales pour l'humanité. Car la Seconde Guerre mondiale n'a pas été un conflit comme les autres. À l'affrontement militaire sans précédent s'est ajoutée l'extermination systématique de millions d'enfants, de femmes et d'hommes.*

*La Suisse s'est vue confrontée par moments à la menace directe de l'Allemagne nationale-socialiste. Elle n'en a pas moins entretenu avec celle-ci des relations de toutes sortes. Il convient dès lors d'analyser les réactions des autorités et [160] celles de la population, de nous demander pourquoi les autorités n'ont pas modifié leur politique malgré les informations qui leur parvenaient, et pourquoi l'opinion publique a si peu réagi.*

*Notre étude retient ce qui était déjà connu et elle y ajoute les résultats de nos propres recherches. Mais elle ne saurait prétendre apporter une réponse définitive à toutes les questions que nous pouvons nous poser. À partir du contexte de l'époque, elle tente d'expliquer les événements à l'aide de données qui n'étaient pas accessibles il y a cinquante ans.*



### 3. La Suisse et les réfugiés

[...] Depuis la Première Guerre mondiale, les autorités suisses s'étaient attachées à lutter contre la "surpopulation étrangère". L'Office central de police des étrangers, créé au sein du Département fédéral de justice et police pour centraliser et appliquer cette politique, a été renforcé au cours des années 20 par des mesures légales. C'est dans ce contexte que l'antisémitisme prend une signification particulière. Nourri par de vieilles formes d'antijudaïsme chrétien, l'antisémitisme a retardé au XIX<sup>e</sup> siècle l'émancipation des Juifs, en Suisse comme dans d'autres pays européens. Le plus souvent tacite, tabou ancré dans les structures mentales et sociales, il a entraîné une marginalisation de la petite minorité juive de Suisse sur les plans économique, politique et social. On ne trouve qu'une poignée de Juifs dans l'administration, dans les associations économiques et dans l'Armée ; ils étaient discriminés dans les procédures de naturalisation ; et enfin, les Juifs n'ont pas obtenu le statut de réfugiés malgré les preuves évidentes de leur persécution. Le chef de la Division de police, Heinrich Rothmund, responsable de la politique envers les étrangers et les fugitifs "en raison de leur race", affirmait lutter non seulement contre la "surpopulation étrangère", mais aussi [161] et en particulier contre l'"enjuivement" (Verjudung) du pays.

Les négociations entre la Suisse et l'Allemagne qui ont abouti en 1938, après l'"Anschluss" de l'Autriche, à marquer d'un "J" les passeports des Juifs allemands s'insèrent dans un développement qu'on ne peut réduire aux seules "années noires" du national-socialisme. Alors que Rothmund refuse l'introduction de cette mesure discriminatoire et qu'il envisage plutôt l'obligation du visa pour tous les ressortissants allemands, le Conseil fédéral, confronté à l'expulsion systématique des Juifs hors du Reich, est résolu à prendre différentes mesures pour les tenir éloignés de la Suisse, tout en évitant de compromettre ses relations avec le régime national-socialiste. C'est ainsi que les autorités introduisent pour l'octroi de visas les catégories d'"aryen" et de "non-aryen", qu'elles adoptent ensuite dans la pratique administrative habituelle. L'échec de la Conférence d'Évian en été 1938 et les restrictions appliquées par tous les autres États concernés renforcent encore la volonté de repousser les réfugiés juifs,

*ce qui mène à la conclusion d'un accord qui signifie une capitulation morale devant l'antisémitisme du régime national-socialiste.*

*[...] Les Allemands ont tenté de garder le secret sur l'extermination des Juifs, mais des informations crédibles sont parvenues à Zurich, Bâle, Berne ou Genève. [...] L'écart qui sépare le fait de savoir et la volonté d'agir, ainsi que le contraste entre la passivité politique et l'afflux d'informations sont flagrants dans l'exemple suivant : Gerhart M. Riegner, Directeur du Bureau de Genève du Congrès juif mondial, peut alerter les Alliés depuis la Suisse sur la politique d'extermination ; mais à Berne comme au sein du CICR, les projets pour dénoncer publiquement l'extermination restent lettre morte.*

*Même lorsqu'elles prennent connaissance d'un processus d'une cruauté et d'une ampleur à peine croyables, les [162] autorités fédérales, tout comme les gouvernements de la plupart des États alliés, ne modifient guère leur politique face aux réfugiés. Les attitudes les plus courantes adoptées par les pays neutres sont l'indifférence, la passivité, et leurs efforts pour s'accommoder avec le régime national-socialiste. En 1938 comme en 1942, la Suisse invoque le comportement d'autres États démocratiques pour justifier la fermeture des frontières. Pris dans l'engrenage des relations germano-suisse et confrontés aux conditions de la guerre mondiale, les dirigeants helvétiques cherchent avant tout à préserver l'indépendance et la stabilité de la Confédération, ce qui les amène à considérer le sort des réfugiés comme une question secondaire. Malgré les quelques atouts qu'ils avaient en main grâce au rôle international de la Suisse, ils n'ont pas voulu, ou n'ont pas su utiliser cette marge étroite pour défendre les valeurs fondamentales de l'humanité.*

#### *4. L'accueil et le refoulement des réfugiés*

*En été 1942, des raisons à la fois militaires, politiques et économiques ont amené les autorités suisses à la décision de ne plus accueillir de nouveaux réfugiés, à l'exception de quelques rares cas. Les responsables de l'Armée préconisent le refoulement à titre de mesure préventive, afin de dissuader les autres fugitifs de venir en Suisse. Le nombre des refoulements augmente massivement à partir*

*d'août 1942 et demeure très élevé jusqu'en automne 1943. On compte en effet 5000 refoulements pour cette seule période, alors que 24 000 cas ont été enregistrés pour l'ensemble de la période de guerre. Des expulsions et des refoulements ont aussi été pratiqués avant et après la guerre, qui n'ont pas été enregistrés ou dont on n'a pas gardé de traces. [...] À partir de juillet 1944, enfin, la persécution des Juifs est reconnue comme une raison donnant droit à l'accueil en Suisse [...].*

[163]

### *5. Les aspects financiers*

*Les questions financières constituent l'essentiel du mandat confié à la Commission. [...] Dès la prise du pouvoir par les nationaux-socialistes, les réfugiés d'Allemagne, particulièrement les Juifs, ont été victimes de discriminations et d'exclusions économiques. À partir de 1937, s'est mise en place une politique systématique d'expropriation et de spoliation. Elle s'est progressivement étendue pendant la guerre à l'ensemble des territoires sous domination nazie, pour atteindre un paroxysme à peine imaginable avec le pillage de l'or arraché aux victimes des camps d'extermination.*

*Aux réfugiés arrivés en Suisse dans les années 30, les autorités cantonales pouvaient accorder des autorisations de séjour de durée limitée contre le versement d'une caution ou d'une promesse de paiement. Cette somme a pu représenter, dans un cas connu au moins, l'équivalent de plusieurs salaires annuels.*

*[...] En 1941, la 11<sup>e</sup> ordonnance d'exécution de la loi du Reich sur la citoyenneté prive aussi de leur nationalité les Juifs allemands établis en Suisse. L'intention des nazis est de les exclure, puisque devenus apatrides, de tout transfert d'argent.*

*Puisque les réfugiés sont soumis à l'interdiction d'exercer une activité lucrative et que les transferts financiers sont difficiles, voire impossibles, ils ne peuvent subvenir à leurs besoins que s'ils possèdent une fortune personnelle en Suisse. Ils sont alors, sous certaines conditions, bienvenus en tant que contribuables, partenaires commerciaux ou clients d'une hôtellerie très affectée par la crise. [...]*

## 6. Les aspects juridiques

[...] *Le sort réservé aux réfugiés n'était guère réglé par le droit international public. La clause dite de Martens du [164] règlement concernant les lois et coutumes de la guerre sur terre de 1907 exigeait que toute personne devrait être traitée selon les principes humanitaires en temps de guerre. C'était une norme minimale, qui obligeait la Suisse à offrir aux militaires et aux civils internés un logement, un ravitaillement et un encadrement qui leur permettent de mener une vie décente.*

[...] *C'est en vertu d'une décision politique que la notion de réfugié (politique) fut limitée de telle sorte que les Juifs n'eurent pas droit à l'asile, mais qu'ils dépendirent des dispositions de la police des étrangers en vertu de la loi fédérale sur le séjour et l'établissement des étrangers (LFSEE) et qu'ils furent traités comme des indésirables. Cette décision n'était ni prescrite par la loi, ni contraire aux normes du droit international ou national. L'internement des réfugiés entrés illégalement et non refoulables était conforme au droit. De nombreuses mesures du Conseil fédéral, prises en vertu de ses pleins pouvoirs, étaient justifiées par les conditions exceptionnelles de la guerre. La Suisse est donc restée dans la légalité. Mais elle a interprété les normes dans l'intérêt de l'État et non dans celui des réfugiés. Rien ne l'empêchait d'aller au-delà du minimum fixé par le droit international ou d'interpréter, voire de modifier le droit interne en faveur de ceux-ci [...]*

## 7. Deux questions

*Que se serait-il passé si, en 1938, la Suisse n'avait pas insisté pour que les passeports des Juifs allemands soient marqués d'un "J" ? Comment les choses auraient-elles évolué si, en août 1942, la Suisse n'avait pas fermé ses frontières aux réfugiés poursuivis "en raison de leur race" ?*

*L'introduction du "J" en 1938 a entravé l'émigration des Juifs vivant dans le Reich. Sans l'insistance des autorités suisses, les passeports auraient été marqués plus tard ou peut-être jamais. Cela aurait facilité la recherche d'un pays d'accueil. La plupart des réfugiés n'avaient d'ailleurs pas [165] l'intention de s'établir en Suisse. Sans le "J", il aurait été possible à un grand nombre de victimes du national-socialisme d'échapper à leur persécution en transitant par la Suisse, ou par d'autres pays.*

*En 1942, la situation est tout à fait différente. Il était interdit aux Juifs depuis l'année précédente de quitter les territoires soumis aux nazis. Chaque jour, des milliers de Juifs ont été systématiquement assassinés. Pour les persécutés, la fuite vers la frontière suisse était semée d'énormes dangers. La Suisse était leur dernier espoir. En créant des obstacles supplémentaires à la frontière, les autorités suisses ont contribué — intentionnellement ou non — à ce que le régime national-socialiste atteigne ses objectifs. L'ouverture de la frontière n'aurait pas entraîné une offensive des puissances de l'Axe, ni engendré d'insurmontables difficultés économiques. La Suisse a pourtant refusé d'aider des personnes en danger de mort. Une politique plus sensible aux exigences humanitaires aurait sauvé des milliers de gens du génocide perpétré par les nationaux-socialistes et leurs complices. »*

Ce travail fut salutaire. Malheureusement, on pouvait lire dans *Le Courrier*, quotidien suisse d'information du 22 mars 2005, une analyse plus que sévère faite par l'historien Hans-Ulrich Jost (**HUJ**) sur le sort réservé au rapport de la Commission Bergier. Sa déclaration recueillie par Marco Gregori (**MG**) mentionne en substance :

*« [...] Les réticences et les critiques à l'égard des travaux de la Commission Bergier ne se réfèrent pas uniquement aux questions ayant trait aux réfugiés et au droit d'asile. Il s'agit plutôt d'une attitude générale et d'une longue tradition helvétique qui consiste en une stratégie de dissimulation systématique de tous les aspects qui pourraient nuire à l'image de la Suisse. N'oublions pas que le succès du [166] commerce extérieur et la gestion d'une immense fortune internationale (plus de 3000 milliards de francs) reposent en partie sur une image de pureté de la Suisse, le label de la discrétion et de la stabilité politique. Pour défendre la fiction de cette Suisse propre et « unique », force est de fabriquer jour après jour une représentation immaculée de ce pays. Évidemment, les résultats des recherches de la*

*Commission Bergier ne se prêtent pas très bien à cette tâche. [...] En regardant les publications de la Commission de manière professionnelle, on ne peut qu'exprimer une satisfaction certaine pour le bon travail effectué. Mais, mis à part les chercheuses et les chercheurs impliqués, a-t-on le droit d'être fier pour qu'un travail, en souffrance depuis des décennies, ait enfin été abordé ? Par ailleurs, cette recherche n'est pas encore arrivée à son terme. Il est indispensable, si on veut prendre au sérieux l'histoire nationale, que le public accepte un débat serein et que les historiens puissent continuer leurs recherches dans ce domaine.*

***Question de MG : On en arrive au point que les personnalités suisses qui ont sauvé des juifs durant la Seconde Guerre mondiale, tel le consul Cari Lutz alors en poste à Budapest, ne sont même pas évoquées. Comment l'expliquer ?***

*Réponse de HUI : Cette histoire est loin d'être accomplie. Il y reste encore de nombreux oublis, taches sombres et affaires mal connues à explorer — mais aussi actes courageux d'hommes et de femmes qui sont restés à l'écart de l'histoire. Mais le préalable consiste, pour les autorités politiques et le public, à accepter la légitimité de la recherche historique.*

***Question de MG : Sitôt après la présentation du rapport final de la Commission, le groupe « histoire vécue » a annoncé une sorte de contre rapport, censé rétablir « la [167] vérité ». Comment réagissez-vous à l'argument selon lequel la Commission Bergier aurait été sous influence et qu'elle aurait péché par excès de zèle ?***

*Réponse de HUI : Je regrette que ce groupe, visiblement investi d'un regard nostalgique déformant l'histoire de cette période, préfère attaquer la Commission plutôt que débattre sérieusement du contenu des vingt-cinq rapports. Les représentants d'« histoire vécue » ne sont pas réellement intéressés à éclaircir le passé, mais veulent sauvegarder une image édulcorée de la Suisse. Je peux les comprendre : ayant vécu dans une période où l'histoire suisse a été glorifiée, ils éprouvent une grande difficulté à accepter le revers de la médaille. [...]*

***Question de MG : Venons-en à « l'affaire Israël Singer ». Le président du Congrès juif mondial n 'a-t-il pas raison d'affirmer que « face au mal, la neutralité est un crime » ?***

*Réponse de HUI : Je préfère poser la question différemment. Il ne faut pas accuser la neutralité, qui servait en fait essentiellement à camoufler de manière rhétorique les engagements et les affaires suisses durant les grandes guerres et les conflits internationaux. Cependant, force est de se poser la question de savoir si la collaboration économique avec l'Allemagne nazie et le désistement en matière de réfugiés, notamment en ce qui concerne les juifs menacés de mort, n'ont pas rendu le Gouvernement helvétique complice d'un des plus grands crimes de l'humanité. En droit public, la non-assistance à une personne en danger de mort est un crime.*

***Question de MG : Les représentants des communautés juives de Suisse sont montés au créneau contre les affirmations de M. Singer. Les comprenez-vous ?***

*Réponse de HUI : Oui. Il ne s'agissait pas seulement de distancier de la formule de M. Singer, mais aussi de parer [168] aux éventuelles réactions antisémites en Suisse. Il est évident que l'antisémitisme viscéral tire profit de toutes les polémiques malheureuses impliquant des juifs. Notons par ailleurs que l'antisémitisme se rapproche aujourd'hui de ce que l'on a connu durant les années 1930. C'est un phénomène structurel de la vie publique suisse. L'antisémitisme est un élément important de la xénophobie helvétique qui, quant à elle, constitue l'un des plus forts vecteurs politiques des derniers cent cinquante ans de notre histoire. Il est également évident que le succès électoral de l'UDC n'a été possible que grâce à l'instrumentalisation de la xénophobie et grâce à l'utilisation des préjugés haineux à l'égard des étrangers, en y incluant plus ou moins tacitement les juifs. Ce qui m'inquiète le plus, c'est le fait que, dans cette mouvance, les autres partis bourgeois s'alignent sur des concepts politiques de la droite dure, d'une droite qui se trouve, consciemment ou non, dans la tradition de la politique des années 1930 et 1940. Ce fait, combiné avec l'exaltation d'une Suisse immaculée, est probablement la raison principale qui motive l'UDC à refuser un débat serein concernant les rapports de la Commission Bergier et de proposer même de les condamner au bûcher. »*

Comme on le voit, les vieux démons ne sont pas morts et l'antisémitisme, le racisme couvent quand ils n'explorent pas de façon sporadique ici ou là...

Pour conclure cette postface, je dirai que le travail considérable auquel s'est livré Thierry Feral avec son obstination et son courage coutumiers mérite notre admiration et nos remerciements. La vigilance s'impose non seulement pour conserver la mémoire et pour que les morts ne soient pas oubliés, mais aussi parce que l'Homme est toujours capable du meilleur comme du pire, en tout lieu et à [169] toute époque... Tout cela vaut bien que l'on balaie devant sa porte et nos dirigeants actuels feraient bien d'y penser...

Il reste à souhaiter fermement que, comme Thierry, d'autres fassent un travail du même genre pour les horreurs qui ensanglantent notre période actuelle et celle qui a immédiatement précédé : pour le Rwanda, l'ex-Yougoslavie, et la liste n'est pas limitative.

Les survivants de la Deuxième Guerre mondiale se raréfient, n'attendons pas qu'ils disparaissent tout à tait ; n'attendons pas encore cinquante ou soixante ans pour que les actuels ou récents criminels auteurs de génocides et de massacres répondent de leurs actes...

Docteur Hanania Alain AMAR  
AIHP, Psychiatre, Chef de service  
Membre du Comité d'éthique du CHU de Lyon  
Expert-rapporteur de la Commission de  
transparence à la Haute-Autorité de Santé.

## **NOTES**

Pour faciliter la consultation des notes en fin de textes, nous les avons toutes converties, dans cette édition numérique des Classiques des sciences sociales, en notes de bas de page. JMT.

[170]



[171]

## SUISSE ET NAZISME

# ANNEXES

## La Suisse en 1938

(extrait de *Géographie universelle avec atlas*, Bibliothèque autodidactique Quillet, Paris, 1942, pp. 239-241) <sup>306</sup>.

[Retour à la table des matières](#)

La Suisse ou Helvétie est un état continental en grande partie alpestre, qui occupe une position centrale, au carrefour des grandes nations : Allemagne, France, Italie. Elle est un des plus petits États de l'Europe (41 298 km<sup>2</sup>), large de 300 km d'Est en Ouest, de 100 du Nord au Sud.

[...]

La Suisse a plus de 4 millions d'habitants, soit une densité de près de 100 au km<sup>2</sup>. Cette population se compose d'éléments très différents : les Allemands (70%), concentrés surtout au Nord et au Centre ; les Français (21,2%), surtout à l'Ouest et au Sud-Ouest ; les Italiens (6,2%), surtout au Sud-Est ; les Romanches, à l'Est. On compte environ 57% de protestants et 41% de catholiques <sup>307</sup>.

<sup>306</sup> Précisons que l'ouvrage s'ouvre sur un portrait en pleine page de « Philippe Pétain, Maréchal de France, Chef de l'État Français ». L'éditeur précise en page de garde que « les renseignements [...] datent de l'année 1938, les possibilités d'en avoir de plus récents [étant] pratiquement exclues par suite de la précarité des communications internationales ».

<sup>307</sup> La communauté juive de Suisse n'est pas évoquée. Elle représentait à la fin des années vingt 0,54% de la population helvétique (source : J. Riedel, *Knaurs Welt-Atlas*, Berlin, 1928, p. 76).

[...]

Par suite de l'étendue occupée par les hautes montagnes, 28% du sol de la Suisse sont inutilisables. En outre 21% sont occupés par des forêts. Les principales cultures sont celles du [172] blé, des céréales diverses, de la pomme de terre, de la betterave fourragère, de la betterave sucrière, des arbres fruitiers, de la vigne, etc.

L'élevage est une des principales richesses de la Suisse. Le cheptel bovin, qui trouve des pâturages favorables jusqu'à 2000 et parfois 2500 mètres d'altitude, est le plus considérable (2 450 000 têtes environ). Il y a en outre des porcs (650 000 têtes), des chevaux, des ânes, des mulets, des ovins.

La Suisse ne produit ni houille ni minerai. Elle fait néanmoins *un gros effort pour développer son industrie* <sup>308</sup>. Pour cela elle a su tirer parti de ses ressources en houille blanche ; 2,5 millions de CV environ sont dès maintenant aménagés. L'industrie des soieries et la construction des machines ont pour principal centre Zurich. Les centres horlogers sont la Chaux-de-Fonds et Genève ; celui de la broderie, Saint-Gall. Les autres industries sont l'industrie électrique et électrochimique, celles des produits pharmaceutiques, des lainages, des cotonnades, du chocolat, du cuir, etc. Les industries laitières (lait condensé, fromages, beurre) sont particulièrement florissantes. Enfin l'industrie du tourisme est une des grandes ressources de la Suisse.

Le réseau routier helvétique est très développé ; beaucoup de routes de montagnes, parcourues par des services automobiles, sont des merveilles de construction. Le réseau ferré a 5 770 kilomètres. Plusieurs grandes lignes internationales traversent la Suisse : de l'Ouest à l'Est, Bâle-Zurich, tunnel de l'Arberg-Vienne ; Genève-Zurich et l'Allemagne ; du Nord au Sud : Bâle-Lucerne – tunnel du Saint-Gothard-Milan, Berne-tunnel du Loetschberg – tunnel du Simplon-Gênes, etc. Près de 2 000 kilomètres de ces lignes sont électrifiés.

[173]

Peu de voies navigables. Bâle constitue, toutefois, un grand port fluvial sur le Rhin. Un canal de jonction du Rhône au Rhin par la plaine suisse est en projet.

<sup>308</sup> Souligné par moi [T.F.] : pour qui sait lire entre les lignes !

Genève, Berne et Bâle sont desservies par diverses lignes internationales d'aviation.

La Suisse exporte des soieries, des cotonnades, des cuirs, des peaux, de l'horlogerie, des machines, des produits chimiques, du lait condensé, etc. <sup>309</sup>.

[Fin de l'article].

## Neutralité helvétique, troisième Reich, SDN...

(extrait de Jean-Baptiste Mauroux, *Du Bonheur d'être Suisse sous Hitler*, Paris, J.-J. Pauvert, 1968, pp. 94-97) <sup>310</sup>

[Retour à la table des matières](#)

[...] Berlin et Rome, par une note du 21 juin 1938, exprimèrent [...] leur volonté de respecter notre neutralité. [...] Les déclarations du Reich étaient-elles sincères ? [...] Il est certain que Hitler envisageait, un jour ou l'autre, l'annexion de la Suisse à la Grande-Allemagne.

[174]

[...] Au début de 1941, les éditions W. Goldmann à Leipzig éditaient un ouvrage de Hans Félix Zeck intitulé : *Die Schweiz*. Il était écrit entre autres : « Allemands et Suisses sont issus de la même race, ils ont

<sup>309</sup> On aura noté que ce texte ne fait aucune allusion à l'activité bancaire et diplomatique helvétiques, ni du reste aux organisations humanitaires et à la SDN dont le siège était à Genève ; mais il est vrai que la Suisse avait opté en 1938 pour la « neutralité intégrale » (jusqu'alors « neutralité différenciée ») et donc rompu avec la SDN (Rappelons que l'Allemagne y avait été admise le 8 septembre 1926 et l'avait quittée le 14 octobre 1933. Hitler fit ratifier sa décision le 12 novembre par un référendum qui fut un total succès : 92% de oui. On avait même voté à Dachau !).

<sup>310</sup> Après vérification, je me suis permis d'apporter quelques correctifs à ce texte pionnier (presqu'40 ans et plaidant déjà pour que la Confédération prenne une place active au sein de l'Europe au lieu de se cantonner dans un rôle de « spectateur de l'histoire » !) qui comportait des coquilles. On peut également regretter que l'auteur ait été passablement chaotique dans la chronologie.

participé pendant des siècles aux destinées du même peuple et se nourrissent encore aujourd'hui aux mêmes sources. [...] Des deux côtés du Rhin, la race est restée la même ».

Rudolf Carow dans *Kennst du dein Volk jenseits der Grenze ? (Connais-tu ton peuple au-delà de la frontière ?)*, édité en 1938 à Leipzig, souligne que « la Suisse a fait jadis partie du Reich allemand ». Dans son ouvrage, le peuple suisse alémanique est considéré comme des Allemands de l'étranger, bien que possédant juridiquement une autre nationalité. Cette thèse fut soutenue au Congrès de la Ligue pour le « *Deutschtum* » (*germanité*, T.F.) à l'étranger, tenu à Berlin, le 17 mars 1939. À cette époque, on put entendre que la nationalité juridique était sans la moindre importance pour les Allemands de l'étranger. Carow concluait que « la Suisse compte 2,75 millions d'Allemands de souche alémanique... et que la Confédération suisse doit être considérée comme un État en majorité allemand ».

La *Hamburger Illustrierte* de l'été 1933, sous le titre « Allemands sans patrie » citait les 2,86 millions de Suisses comme faisant « normalement partie de l'Allemagne ».

Dans les ouvrages d'enseignement officiels, la Suisse est déjà englobée dans les frontières du troisième Reich.

Dans la *Geschichte fur Mittelschulen (L'histoire à l'école primaire supérieure)* publiée aux éditions F. Hirt, Breslau, en 1935 (auteur Walter Gehl, T.F.), toute la Suisse, à l'exception des parties romande et italienne, est effectivement incluse dans les frontières de l'Allemagne nazie.

Dans *Deutschland* publié par A. Arno Müller, l'auteur H. Arms enseigne aux petits Allemands que l'Allemagne compte de grandes villes industrielles. Parmi elles, l'auteur cite : Bâle, Zurich, Berne. Dans ce même ouvrage, le [175] Finsteraarhom [...] est considéré comme le plus haut sommet de l'Allemagne.

Le *Grand Atlas populaire* chez Velhagen et Klasing, édition de 1935 (Leipzig, T.F.), mentionne sous la rubrique « Reich allemand » : « Plus de 25 millions d'Allemands vivent à l'étranger, dont 2,95 millions en Suisse ».

En 1934, les cartes topographiques du Reich englobaient notre pays dans les frontières du Reich.

Le 28 septembre 1938, au Conseil national, le député Humbert-Droz (communiste, T.F.), estimait que le Conseil fédéral avait tort de considérer les récentes déclarations de Ciano et de Ribbentrop comme pouvant assurer la sécurité de notre pays. « Notre gouvernement, dirait-il, est tenté de céder aux chantages des États totalitaires en vue d'éviter tout conflit et de maintenir de bonnes relations. [...] La Suisse a contribué à la démolition de la SDN et si, aujourd'hui, on vient affirmer que l'on est fidèle à son idéal de paix, on ne peut pas oublier que les votes et l'attitude de la délégation suisse au sein de la Société des Nations ont été, au contraire, de façon conséquente et systématique, un affaiblissement de la SDN en ce qui concerne les sanctions contre l'agresseur ».

## À propos de tourisme

(extrait de l'article « Die ersten 50 Jahre » publiée sur Internet par le *Schweizerischer Reisebüro-Verband*).

[Retour à la table des matières](#)

[...] Le 21 avril 1928 se déroule à Genève la réunion fondatrice de la « Fédération suisse des agences de voyages et d'émigration ». Cette création a lieu alors que le tourisme de l'entre-deux-guerres en Suisse est à son apogée. [...]. Les statisticiens dénombrent pour notre pays 4146 millions d'entrées (population de la Suisse : 4, 018 millions) et 19,5 [176] millions de nuitées. [...] L'électrification du réseau ferroviaire helvétique, lequel a fortement contribué à l'afflux des touristes, bat son plein. Moins de la moitié du réseau fonctionne toujours à la vapeur.

[...] Dès 1928, les Allemands constituent la majorité des touristes. [...] Un touriste, d'après les calculs, dépense quotidiennement autour de 37 francs par jour [soit trois fois le salaire journalier d'un ouvrier suisse, T.F.].

[...] Le tourisme automobile, qui a débuté en 1921, déferle à nos frontières : en 1928, 100 000 véhicules étrangers entrent dans notre

pays. 17% des visiteurs étrangers viennent en Suisse par voyages organisés, sans compter les autocars qui sont de plus en plus appréciés.

[...] En 1928, 4800 citoyens helvétiques émigrent, la moitié aux USA, 636 en Afrique (du Sud). Les agences de voyages suisses s'occupent de l'acheminement ferroviaire jusqu'aux ports d'embarquement (Cherbourg, Brème, Gênes viennent en première ligne) et du transport par bateau vers l'outremer. Le billet pour New York coûte entre 450 et 600 francs, celui pour l'Amérique du Sud entre 600 et 700 francs. De nombreuses agences de voyages exercent également la fonction d'agent général d'une société étrangère de transport maritime.

[...] En 1931, la *Swissair*, née le 26 mars de la fusion de Balair et Ad Astra, parcourt 727 476 kilomètres. Mais il convient de préciser : durant la belle saison. En effet, les vols n'ont alors lieu que durant l'été et par beau temps. Sa flotte se compose de 13 appareils pour un total de 86 places.

[...] [La crise économique] n'est pas la seule raison de la récession du tourisme en Suisse. La chute du nombre de nuitées à 10 millions s'explique aussi par la concurrence toujours plus marquée de la mer. Les vacances à la plage et la bronzette sont désormais à la mode. [...] Alors que toute l'Europe dévalue, un franc suisse reste un franc suisse. Sa devise forte vaut déjà à l'époque à la Suisse sa réputation de [177] cherté. L'appauvrissement des pays d'origine des touristes et la réglementation des changes réduisent à néant les projets des visiteurs potentiels. À partir de 1935, un accord est en vigueur avec le troisième Reich : pour que les touristes allemands puissent se rendre en Suisse, celle-ci devra importer du charbon allemand [...]. Chauvinisme et protectionnisme rendent les frontières de moins en moins perméables. [...] En outre, certains pays ont institué une autorisation de sortie du territoire. Le nationalisme ne cesse de s'amplifier jusqu'à la fermeture totale des frontières.

[...] Les autorités helvétiques n'ont de cesse d'édicter de nouveaux règlements sur l'entrée dans notre pays. Parfois même les visas déjà accordés sont annulés. À l'aéroport de Zurich-Dübendorf, la *Swissair* est pratiquement clouée au sol.

[...] Il arrive que soient organisés des voyages à l'étranger, parfois même outremer. Des agences de voyages affrètent des autocars pour

des transports collectifs qui, par la France de Vichy non occupée par l'Allemagne, rallient des ports en Espagne et au Portugal, deux pays restés neutres dans le conflit mondial. Le trajet dure environ un jour et demi pour Barcelone, trois jours pour Lisbonne. Dans les autocars, munis de leur passeport, de tous les papiers nécessaires et de visas de transit, des hommes d'affaires et des émigrants, à 90%, des Juifs. Il s'agit essentiellement de Juifs qui se sont réfugiés en Suisse pour fuir l'holocauste hitlérien et qui maintenant, alors qu'il semble impossible d'arrêter les nazis, se sentent également en insécurité dans notre pays. Pour Barcelone, le trajet leur revient — comme aux hommes d'affaires — à environ 150 francs, pour Lisbonne à 300 francs. À partir des ports ibériques, des bateaux contenant entre 700 et 1200 passagers les emmènent vers le Nouveau Monde pour 3000 francs en classe touristique et 5 000 francs en première classe.

[...]

[178]

## Vente aux enchères à Lucerne <sup>311</sup>

[Retour à la table des matières](#)

Au printemps 1938, alors que l'« Exposition art dégénéré » inaugurée à Munich le 19 juillet 1937 vient d'être présentée à Berlin <sup>312</sup>, les nazis décident de mettre aux enchères cent vingt-cinq œuvres d'avant-garde — cent neuf toiles et seize sculptures prélevées sur un stock de plusieurs milliers retirées autoritairement des musées d'Allemagne (ordonnance Goebbels du 31 mai 1937) —, afin de « convertir ce tas d'immondices en devises » (J. Goebbels, *Journal*, 29 juin 1938). Il s'agit de productions impressionnistes (Corinth, Liebermann), expressionnistes (« Pont », « Cavalier bleu »), de la « Nouvelle Objectivité » (Beckmann, Dix, Grosz), ainsi que de deux

<sup>311</sup> Voir notamment S. Barron, « The Galerie Fischer Auction », in *Degenerate Art : the fate of avant-garde in Nazi Germany*, New York, Abrams, 1991, pp. 135-169.

<sup>312</sup> Cf. T. Feral, *Anatomie d'un crépuscule. Essai sur l'histoire culturelle du troisième Reich*, Mazet-Saint-Voy, 1990, pp. 245 sq., ainsi que *Culture et dégénérescence en Allemagne*, Paris, 1999, pp. 21 sq.

Vlaminck, un Braque, un Modigliani, un Gauguin, un Van Gogh, un Laurencin, trois Chagall, quatre Picasso, quatre Matisse !

L'organisation de la vente est confiée à la Galerie Fischer de Lucerne, dont la réputation est solidement établie. Après avoir négocié un accord avec la Banque suisse pour les transactions financières, Theodor Fischer obtient sans difficulté l'agrément des autorités helvétiques qui ne tiennent aucun compte de la protestation internationale.

Le vendredi 30 juin 1939 — à 15 heures précises et durant trois heures —, les enchères se déroulent dans un des luxueux salons du Grand Hôtel National de Lucerne sous la conduite de Theodor Fischer lui-même en présence de trois cent cinquante personnes.

[179]

Sont venus : les collectionneurs suisses Gertrud Dubi-Müller et Emil Bühle ; le directeur de la revue *Art News*, Alfred Frankfurter, qui, une fois acquis l'autoportrait de 1888 de Van Gogh pour le compte du New-Yorkais Maurice Wertheim, quittera immédiatement la ville ; le fils d'Henri Matisse, Pierre, en compagnie de son client de Saint Louis/Missouri, Joseph Pulitzer, qui, outre les *Baigneuses avec tortue* du promoteur du fauvisme, « récupérera » les *Trois femmes* d'Otto Mueller ; et évidemment les très nombreux mandataires de musées et d'acheteurs privés de toute l'Europe et des USA ayant souhaité préserver leur anonymat.

Le produit de la vente atteignit 500 000 francs suisses, soit *grosso modo* 60% de la valeur réelle des œuvres dispersées. Les trente-huit invendus furent ultérieurement bradés par Fischer...

[180]



[181]

**SUISSE ET NAZISME**  
**INDEX DES NOMS CITÉS**

[Retour à la table des matières](#)

**A**

Abegg 78, 95, 96, 120  
 Ackermann 71  
 Adenauer 80, 121, 127  
 Alfieri 69, 70  
 Althusser 129  
 Amar 145 *sq.* [postface]  
 Andersch 705  
 Argelès 107, 117, 119, 121  
 Attlee 80  
 Aubert 64

**B**

Bachmann 54  
 Badia 103, 104, 107, 111, 112, 117,  
 119, 121, 125, 126, 128  
 Baehler 45, 58  
 Balsiger 87  
 Barron 178 [Ann.]  
 Barth 30, 50, 77, 95, 108, 127  
 Bastianini 69  
 Bauer V. 60  
 Baumann J. 47, 50  
 Baumann G. 118  
 Baumgarten A. 77  
 Baumgarten H. 51  
 Bavaud 109

Becher 71  
 Beckmann 178 [Ann.]  
 Bedürftig 120, 122, 125  
 Beetz 23  
 Bensimon 127  
 Benz 114  
 Berger 38  
 Bergier 130  
 Bergmann 96  
 Bernanos 101  
 Bibra von 32, 64  
 Billig 123  
 [182]  
 Bircher 34  
 Blenkle 18  
 Bloch C. 32, 103, 107, 109, 110, 118,  
 121, 124  
 Bloch E. 108  
 Bogen 78  
 Bohle 32, 33, 36, 110  
 Bohlen und Halbach von 115  
 Bohn 21, 105  
 Bonjour 111  
 Bonnet 110  
 Bourderon 64, 116  
 Bourgeois 109  
 Bower 111

- Brandt W. 29, 108, 126  
 Braque 178 [Ann.]  
 Braun O. 29, 60, 82, 108, 120, 121, 128  
 Brecht 55, 99, 104, 113  
 Bredel 71  
 Brenzel 19  
 Bretschneider 106  
 Bringolf 29, 31, 59, 82, 108, 112, 113, 115, 122, 123  
 Broszat 106  
 Buache 130  
 Buber-Neumann 107  
 Buchbender 122  
 Buchenbacher 130  
 Büchner 51  
 Bueler 36  
 Bühle 179 [Ann.]
- C**  
 Camus 100, 29  
 Canaris 106  
 Cantini 110  
 Capper 130  
 Cerutti 110  
 Chagall 178 [Ann.]  
 Chamberlain A. N. 22  
 Chamson 95  
 Chaplin 66, 117  
 Churchill 122, 128  
 Ciano E. 69, 70 [183]  
 Ciano G. 69, 70  
 Clément 113  
 Cohen D. 104, 127  
 Colvin 125  
 Corinth 178 [Ann.]  
 Courtade 95  
 Crispien 29, 60  
 Cullin 9
- D**  
 Daladier 22  
 Dallin 117  
 Damerius-Koenen 18
- Delarue 111  
 Delpla 124, 29  
 Dick 87  
 Dietrich G. 28  
 Dietz F. 16, 104  
 Dietz M. 16, 104  
 Dimitrov 26, 107  
 Distel 114  
 Dittmann 29, 60  
 Dix 178 [Ann.]  
 Dolivo 130  
 Drexler 110  
 Drucrey 112  
 Dubi-Muller 179 [Ann.]  
 Dudow 55  
 Dulles 82, 93, 97, 121, 122
- E**  
 Erhard L. 175  
 Eichmann 85  
 Einsiedel von 72  
 Eisenberg 123  
 Eltzinger 23  
 Enders 29  
 Erasme 108
- F**  
 Fabian 94 [184]  
 Fabre cf. Schaul  
 Faith 111  
 Farner 68  
 Fehrenbach 129  
 Fels 21  
 Fest 129  
 Feuchtwanger L. 108, 114  
 Feuchtwanger M. 114  
 Ficker 24  
 Field H. 57  
 Field N. H. 57  
 Fisch 94, 96, 126  
 Fischer T. (leader d'extrême droite) 35  
 Fischer T. (galerie d'art) 178, 179 [Ann.]  
 Fischer von A. 96, 128

Fischer von H. 128  
 Flessau 129  
 Fließ 78  
 Florin 71  
 Fonjallaz 35  
 Fontaine 114  
 Förster J. 122, 123  
 Fraenkel H. 125, 127  
 Frank A. 105  
 Frankfurter A. 179 [Ann.]  
 Frankfurter D. 31  
 Frahm cf. Brandt W.  
 Frei N. 115  
 Friedemann 119  
 Friedrich J. 122, 123  
 Frisch 14, 100, 103, 109, 129  
 Frölicher 32, 109  
 Frösch 52  
 Funk 42

## G

Ganßer 100  
 Gauguin 178 [Ann.]  
 Gaulle de 44, 80, 91, 99, 129  
 Gautschi 111  
 Gentschel 129  
 Gerber 68, 70, 118  
 [185]  
 Globke 14  
 Godin 97  
 Goebbels 14, 23, 37, 63, 66, 178  
 [Ann.]  
 Goerdeler 121  
 Goethe 22  
 Goldhammer 18, 23, 94  
 Gollancz 94, 127  
 Graetz 57  
 Grandjonc 103  
 Grass 5, 109  
 Grimm B. 109  
 Grimm R. 29  
 Grosser 127, 128  
 Grosz 178 [Ann.]  
 Grynszpan 109  
 Guisan 43, 177

Gustloff 31, 32, 109  
 Gyßling 78

## H

Hagen 85  
 Hamerow 120  
 Hasek 113  
 Häslar 12, 47, 49, 68, 103, 112, 113,  
 118  
 Heiden 129  
 Heideking 127  
 Heitzer 107  
 Held 28  
 Henlein 36  
 Henné 35  
 Herbert 123  
 Hermlin 89  
 Hervé 125  
 Herz 78  
 Hess 36, 170  
 Hesse 114  
 Hessel 103  
 Hetz 72  
 Haussier 47  
 Heydrich 36, 110, 118  
 Himmler 36, 87, 110, 115, 118, 121  
 Hilberg 86, 124  
 [186]  
 Hindenburg 21, 108  
 Hirt 105  
 Hitler 12, 16, 19, 22, 28, 31, 32, 33,  
 38, 42, 43, 45, 58, 60, 61, 63, 66,  
 67, 69, 72, 74, 75, 76, 78, 79, 81,  
 83, 87, 90, 95, 100, 106, 109,  
 110, 115, 116, 119, 120, 121,  
 129, 130  
 Hofer 110  
 Hoffmann P. 125  
 Hoegner 28, 29, 60, 82, 97, 107, 115,  
 121, 122, 128, 129  
 Hoppe 119  
 Horváth von 115  
 Höß 105  
 Huber E. 68  
 Huber M. 39, 41

Hübscher 46  
 Hug 23  
 Huonker 130  
 Hürsch 118

**I**

Iselin 67

**J**

Jezler 47, 93  
 Jost H. 38  
 Jost H. U. 112  
 Jung C. G. 35, 110

**K**

Kägi-Fuchsmann 49, 113, 123  
 Kantorowicz 103, 107, 125  
 Keitel 63  
 Keller 35, 36, 38  
 Kellerhals 48  
 Kempner 123  
 Keynes 43  
 Kick 707, 122  
 Kimche 177  
 Kirschbaum von 78, 96  
 Kisch 17  
 Kobe 51  
 Köcher 42, 64  
 [187]  
 Koechlin 68  
 Koenig 95  
 Köhler 55  
 Kolbenhoff 104, 108, 125  
 Kommoss 116  
 Kotze von 123  
 Kramer H. 59  
 Kramer J. 20, 105  
 Kraushaar 125  
 Krupp 115  
 Kruse 103  
 Kury 114

**L**

Landau 114  
 Langendorf 21

Langhoff 16, 81, 88, 96, 104, 121  
 Lasserre 130  
 Latour 112  
 Lattmann 119  
 Lattre de Tassigny de 95  
 Laurencin 178 [Ann.]  
 Laval 85, 86  
 Le Bor 130  
 Ledebour 27, 28  
 Lénine 12, 103, 105, 106  
 Leo 119  
 Lettenbauer A. 21  
 Lettenbauer J. 21  
 Lévisse-Touzé 125  
 Ley 106  
 Lieb 30, 95, 108  
 Liebermann 178 [Ann.]  
 Lobe 28  
 Luck 111  
 Ludwig C. 12, 68, 103, 112, 113, 114,  
 118, 124  
 Luschnat 8, 103

**M**

Maag-Socin 47, 50, 52, 112  
 Mammach 108  
 Mann H. 108, 120  
 [188]  
 Mann K. 108  
 Mann T. 125  
 Manstein 83  
 Marchwitza 19  
 Martens 125  
 Marx 94, 127  
 Matisse H. 178, 179 [Ann.]  
 Matisse P. 179 [Ann.]  
 Mattioli 109  
 Mauroux 129, 130, 173 *sq.* [in  
 annexes]  
 Meisner 127  
 Merlio 125  
 Ménudier 9  
 Meuter 18, 25, 88, 107  
 Meyrink 777  
 Michalka 115, 117, 119

Milza 108, 109, 116, 118  
 Mira 118  
 Modigliani 178 [Ann.]  
 Morgan 95  
 Morgenthau 90  
 Mors 118  
 Morse 15  
 Morvan 109  
 Mossu 130  
 Motta 39, 41, 42, 111  
 Mueller O. 179 [Ann.]  
 Müller H. 119  
 Müller R. D. 116  
 Müller P. 60, 115  
 Münzenberg 22, 27, 106  
 Mussolini 22, 35, 41, 67, 106, 110,  
 118  
 Musy 86

## **N**

Nachmann 94, 127  
 Naumann 120  
 Niebergall 119, 120  
 Niemöller 108  
 Nieradka 103  
 Nietzsche 129  
 Nobs 30  
 [189]  
 Noël-Noël 113  
 Nowak 16, 104

## **O**

Oprecht H. 29, 82  
 Oprecht E. 82, 112, 121, 122  
 Otto H. 104  
 Otto T. 16, 77, 104  
 Ouzoulias 115

## **P**

Paeschke 96  
 Palmier 104  
 Panzera 111  
 Papen von 120  
 Pätzold 110  
 Paulus 71

Pavillon 111  
 Pavolini 69  
 Pehle 104  
 Petacci 118  
 Pétain 20, 43, 44, 117  
 Petersen 19  
 Pfeiffer 84  
 Picaper 129  
 Picasso 178 [Ann.]  
 Pieck 71  
 Pikarski 106  
 Pilet-Golaz 36, 37, 43, 44  
 Piscator 113  
 Plievier 71  
 Pognon 129  
 Pool J. 9  
 Pool S. 99  
 Preuß 120  
 Pulitzer 179

## **R**

Ragaz 59  
 Rath vom 109  
 Rathenau 120, 126  
 [190]  
 Rauschning 101  
 Rees 109  
 Reichenau 83  
 Resnais 101  
 Rêves 130  
 Ribbentrop von 36, 110  
 Richard 129  
 Riedweg 36  
 Rittmeyer 47, 49  
 Rohm 111  
 Roosevelt A. E. 51, 114  
 Roosevelt F. D. 90, 122, 126  
 Rosenberg A. 116  
 Rossi 35  
 Rothmund 12, 14, 16, 18, 25, 46, 47,  
 51, 52, 54, 68, 83, 86, 87, 93,  
 103, 113  
 Rottweiler 21  
 Ruiz 103  
 Rüthemann 109

**S**

Saizev 84, 123  
 Salis von 44, 67, 112, 118, 123  
 Salm 106  
 Salvatorelli 118  
 Sandoz 107, 125  
 Sartre 125  
 Sauckel 67  
 Scharrer 125  
 Schaul 22 *sq.*, 56, 106, 112, 119, 125  
 Schellenberg 87, 106, 111, 121  
 Schiller D. 103  
 Schmid S. 101  
 Schmitt S. 114  
 Schnabel 129  
 Schom 110  
 Schönenberger 114  
 Schönherz 55  
 Schoettle 28  
 Schramm 103  
 Schrecker 19  
 Schulze-Gaevernitz 121  
 [191]  
 Schumann W. 110  
 Schweizer R. 124  
 Severing 120  
 Seydlitz 71  
 Seyß-Inquart 36  
 Siemens 100  
 Sipols 107  
 Simeon 58, 115  
 Skorzeny 118  
 Smith 129  
 Sobottka 71  
 Sperber 45  
 Sprecher von 36  
 Sprecher von Bemegg 37  
 Stäheli 25  
 Stahlberger 112, 121, 122  
 Staline 26, 60, 80, 122, 125  
 Stämpfli 104  
 Standish 114  
 Steiger von 35, 52, 70, 88, 104  
 Steinbeck 7

Sterz 122  
 Streit 117  
 Stuckart 14  
 Student 118  
 Stülpnagel von O. 63, 115  
 Stülpnagel von K. H. 115

**T**

Taguieff 114  
 Tchakhotine 110  
 Tesch K. 60, 119  
 Teubner 51, 91, 106, 113, 124, 126  
 Thalman R. 128  
 Trepp 129  
 Tschesno-Hell 89  
 Tresckow von 122  
 Trösch 77  
 Truman 80

**U**

Uebel 106  
 [192]  
 Ueberschär 116, 118, 120  
 Ulbricht 71

**V**

Van Gogh 178, 179 [Ann.]  
 Vansittart 90, 91, 125, 127  
 Venedy 96  
 Victor-Emmanuel III 69  
 Vlaminck 178 [Ann.]  
 Vogler 129  
 Vogt 68  
 Vormeier 103  
 Voltz 21

**W**

Waegner 110  
 Wangenheim von 71  
 Weber M. 120  
 Weber R. W. 106  
 Wechlin 35  
 Wegener 117  
 Weil 57  
 Weinert 72

Wellers 124  
Werner 103  
Wertheim 179 [Ann.]  
Weisenborn 125  
Weißbecker 110  
Wetterwald 94, 127  
Wicker 25  
Willmann 19  
Wirth 94, 126, 128  
Wittelsbach 28  
Wolf F. 71  
Wolf L. 19 *sq.*, 104  
Wolf W. 109  
Wolff K. 70  
Wollenberg 122, 123

Wulf 129  
Wyler A. 56  
Wyler J. 6  
[193]

## **Z**

Zaugg 70  
Zbinden 47, 112  
Zeitoun 130  
Zentner 122, 125  
Ziegler J. 111  
Zörgiebel 108

[194]

[195]

## TABLE DES MATIÈRES

Avant-propos [7]

Chapitre 1. Avant le déluge (mars 1933 - septembre 1939) [11]

- A. Les dispositions antijuives [11]
- B. L'immigration communiste [15]
- C. La littérature clandestine [20]
- D. L'« Abwehr » [24]
- E. La Social-démocratie [27]
- F. *NSDAP* - Section suisse [31]
- G. Le fascisme suisse [34]

Chapitre 2. Quand triomphait le crime (septembre 1939 - juillet 1943)

- A. Le règne du profit [41]
- B. Une politique honteuse [45]
- C. Malvaglia et Gordola [54]
- D. Solidarités [56]
- E. Le pragmatisme social-démocrate [58]

[196]

- F. Les journaux antifascistes [61]
- G. Le tournant [66]

Chapitre 3. Au bout du tunnel (juillet 1943 - décembre 1945)

- A. Le « Comité national Allemagne libre » [71]
- B. Le « Comité Allemagne libre » en Suisse [77]



- C. Les dirigeants social-démocrates et l'OSS contre le « Comité Allemagne libre » en Suisse [80]
- D. Des camps pour les Soviétiques [83]
- E. Le « business » d'abord ! [85]
- F. Volte-face [87]
- G. Mobilisation pour une Allemagne nouvelle [89]
- H. Le dénouement [93]

Conclusion [99]

Notes et références [103]

Orientation bibliographique [131]

Postface du Docteur Hanania Alain Amar [145]

Annexes [171]

Index des noms cités [181]

*FIN*